

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE
(CRFD) EN SCIENCES HUMAINES,
SOCIALES ET ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POST GRADUATE SCHOOL FOR

SOCIAL AND EDUCATION SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
THE SOCIAL SCIENCES

DEPARTEMENT OF HISTORY

**L'UNICEF ET LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS
VULNERABLES DANS LA REGION DU MAYO KEBBI-
EST AU TCHAD (1960-2020)**

**Mémoire présenté et soutenu publiquement le 26 Juillet 2023 en vue de
l'obtention du diplôme de Master en Histoire**

*Dissertation presented and publicly defended on July 26, 2023 with a view to
obtaining a Master's (MA) degree in History*

Spécialisation : Histoire des Relations Internationales

Specialization: History of International Relations

Par/By

Nestor Taïra Reyanbéle

Licencié en Histoire/B.A History

Président : Achille BELLA (Pr)

Examineur : Cyrille Armard BEKONO (MC)

Rapporteur : Christophe Signié (MC)



Juillet/July 2023

SOMMAIRE

DEDICACE.....	.ii
REMERCIEMENTS.....	.iii
LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES .....	.iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	.ix
RÉSUMÉ.....	.xii
ABSTRACT .....	.xiii
INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	.1
CHAPITRE I : LES CAUSES PROFONDES DE LA VULNERABILITE DES ENFANTS AU TCHAD EN GENERAL ET EN PARTICULIER DANS LA REGION DU MAYO KEBBI- EST.....	.22
I –L’INSECURITE AU TCHAD : LOCALISATION DE LA REGION, CONFLITS, LA PAUVRETE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE .....	.22
II- LA PAUVRETE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, COMME FACTEUR A LA CONTRIBUTION DE LA VULNERABILITE DES ENFANTS. ....	.38
CHAPITRE II : L’ENGAGEMENT DE L’UNICEF A LA CAUSE DES ENFANTS VULNERABLES : OBJECTIFS, STRATEGIES, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT .....	.54
I - LES OBJECTIFS ET LES STRATEGIES DE L’UNICEF DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES .....	.54
II -L’ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L’UNICEF SOUS LA DEPENDANCE DE L’ONU .....	.68
CHAPITRE III :MECANISMES, MOYENS ET ACTIVITES DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES PAR L’UNICEF .....	.77
I- MECANISMES, MOYENS ET ACTIVITES DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES.....	.77
II-LES ACTIONS SANITAIRES, ALIMENTAIRES ET EDUCATIVES MENEES PAR L’UNICEF AVEC SES PARTENAIRES DANS LE CADRE DE LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES. ....	.88
CHAPITRE IV : BILAN DE L’ASSISTANCE DE L’UNICEF AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LE MAYO KEBBI –EST.....	.111
I-LES RETOMBES DE L’ASSISTANCES DE L’UNICEF AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LE MAYO KEBBI –EST.....	.111
II-LES LIMITES DE L’ASSISTANCE DE L’UNICEF AUX POPULATIONS DE LA REGION.....	.116
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	.132
ANNEXES.....	.135
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	.144

A

mes parents,
Robert Reyanbélé, Martine Fatné.

REMERCIEMENTS

Cette recherche n'a pu être réalisée que grâce au concours de plusieurs personnes à qui nous témoignons notre gratitude.

Nos premiers mots sont exprimés à l'endroit du Pr Christophe Signié, Directeur de ce mémoire, pour sa patience, sa disponibilité et ses conseils. C'est grâce à ses suggestions, que notre style s'est amélioré et notre travail a pris forme.

Nos remerciements s'adressent également au corps enseignant du Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I et de l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé I, pour les enseignements reçus tout au long de notre cursus universitaire.

Nous exprimons notre profonde gratitude aux personnels des ministères tchadiens des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Extérieur, de la Sécurité Intérieure, pour les documents d'archives qu'ils ont mis à notre disposition. Aussi remercions-nous le Personnel du *think tank Sino-African Confluences* (SAC) et du Centre d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Internationales Africaines (CERDIA), pour l'assistance documentaire et méthodologique.

Nous tenons à remercier tous les amis et camarades qui ont lu et ont bien voulu relire notre travail.

En fin, notre gratitude s'adresse à ma famille dont le soutien moral et financier a contribué à la réalisation de ce mémoire.

LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

ACTED: Agence d'Aide à la Coopération Technique et du Développement

ACF: Action Contre la Fin

ADRA : Agence de Développement et de Secours Adventiste

AEP : Alimentation en Eau Potable

AFDI : Association des Femmes pour le Développement Intégré

AHEAD : Actif et Dynamique de Santé parmi les plus Agés

AME : Articles Ménagers Essentiels

ANT : Armée Nationale Tchadienne

APFLT : Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales du Tchad

ARV : Anti Rétro Vira

ATLAS : Automatisation des Tirs de l'Artillerie Sol-Sol

ATPC : Assainissement Total Piloté par la Communauté

BCG : Bacille de Calmette et Guérin (est un micro-organisme dérivé du bacille tuberculeux)

BFALSH : Bibliothèque de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines

BM: Banque Mondiale

CARE: *Cooperation for American Remittances to Europe*

CERDIA : Centre d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Internationales Africaines

CG : Conseil Général

COMES : Commissariat à l'Energie Solaire

CPN : Consultations Prénatales

CPON : Consultation Post-Natale

CRC : Convention Relative aux droits

CS : Compagnie de Sécurisation

CRF : Croix-Rouge Française

CRS: *Catholic Relief Services*

DSIS : Division du Système d'Information Sanitaire

EDS : Enquête Démographique et de Santé

EDS-MICS : Enquête Démographique et de Santé et *Multiple Indicators Cluster Survey*

EHA : Eau, Hygiène et Assainissement

EIMT/ MICS : Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples au Tchad

ENA-ES : Enfants non Accompagnés et Enfants Séparés

ENS : Ecole Normale Supérieure de Yaoundé

ESMS : Ecole Saine Ménage Sain

FDAL : Fin de la Défécation à l'Air Libre

FAO : Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FGM/C: Female Genital Mutilation or Cutting

FISE : Fonds International de Secours à l'Enfance

FMI : Fonds Monétaire International

FOSAP : Fonds de Soutien aux Activités en matière de Population

FROLINAT : Front de Libération Nationale du Tchad

GAVI: *Global Alliance for Vaccines and Immunization*

GPEI : Global Polio éradication initiative.

HCT: *Humanitarian Country Team*

IBCR: *International Bureau for Children's Right*

ICC : *Inter Cluster Coordination*

IDH : Indice de Développement Humain

IERC : Indice d'Exposition Relative des Ecoles aux Catastrophes

IFC : Institut Français du Cameroun

INSEED : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques

IRIC : l'Institut des Relations Internationales du Cameroun

JMP : Journée Mondiale de la Population

MAG : Malnutrition Aiguë Globale

MASSNF : Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale, et de la Femme

MC: Maitres Communautaires

MENPC : Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique

MILDA: Moustiquaires Imprégnés à Longue durée d'Action

MINESEC: Ministère des Enseignements secondaire

MSP : Ministère de la Santé Publique

ND: Non Donné

NFI : *National Fisheries Institute*

NV : Naissances Vivantes

OCHA: *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*

ODD : Objectif de Développement Durable

OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables

OIF : Organisation Internationale de la Francophonie

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

ONUSIDA: Organisation des Nations Unies Sur le Sida

OXFAM: *Oxford Committee for Relief Famine*

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PARSET : Projet d'Appui à la Résilience Socio-Economique des Jeunes

PREAT : Projet de Renforcement de l'Education et de l'Analphabétisation tchadienne

PIB : Produit Intérieur Brut

PNDS : Plan National de Développement Sanitaire

PNSN : Programme National pour la Santé des Populations Nomades

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PRP : Priorités Résilience Pays

PTME : Prévention de la Transmission Mère Enfant

PU : Première Urgence

RCA : République Centrafricaine

RESENT : Rapport d'État du Système Éducatif National Tchadien

RNB : Revenu National Brut

RTN : Radio Terre nouvelle

SDN: Société des Nations Unies

SF: Science-Fiction

SG: Secrétaire Général

SIF : Secours Islamique France

SIDA: Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise

SMART: *Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition*

UE: Union Européenne

UFDD : Union de Force pour la Démocratie et le Développement

UNAIDS: *United Nations Acquired immunodeficiency syndrome*

UNDAF : Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

UNESCO: *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*

UNHCR: *United Nations High Commissioner for Refugees*

UNICEF: *United Nations International Children's Emergency Fund*

USD: *United States Dollar*

TVA : *Taxe sur la Valeur Ajoutée*

VIH/SIDA: *Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome de l'Immunodéficience Acquise*

WASH: *Water, Sanitation And Hygiène*

LISTE DES ILLUSTRATIONS

CARTES

CARTE N°1 : LA LOCALISATION DU MA YO KEBBI-EST AU SUD DU TCHAD	6
CARTE N°2: LA PRESENTATION DES REGIONS INONDEES EN 2020 ET LOCALISATION DES VILLAGES DE L'ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DANS LE MA YO KEBBI - EST.....	24
CARTE N°3 : LA COUVERTURE VACCINALE AU TCHAD.....	92

GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : LES POURCENTAGES D'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES ÉLÈVES ET DE LA PROPORTION DES FILLES DU PRIMAIRE DE 1998 JUSQU'AU 2017.....	107
GRAPHIQUE N°2: LES POURCENTAGES DE NOMBRE D'ÉCOLES FERMÉES DANS LES ANNÉES 2015- 2016 SUITE AU MANQUE DES ENSEIGNANTS.....	108

PHOTOS

PHOTO N°1: L'OUVERTURE D'UN ATELIER DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DES ENFANTS.	67
PHOTO N°2 : L'OUVERTURE D'UN ATELIER STRATÉGIQUE	68
PHOTO N°3: LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE L'UNICEF.....	69
PHOTO N°4: LES PARTICIPANTS A UN ATELIER DE FORMATION A DAKAR EN 2011	78
PHOTO N°5 : LES PROMETTEURS DES DROITS DE L'ENFANT QUI SE SONT RETROUVAIENT A NIAMEY EN 2011 DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DES ENFANTS.....	79
PHOTO N°6: LES DELEGATIONS DE PLUSIEURS NATIONALITES A UN ATELIER DE FORMATION A NIAMEY.....	80
PHOTO N°7: LES MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE MIS SUR PIED PAR LE GOUVERNEMENT TCHADIEN.....	81
PHOTO N°8: LES PARTICIPANTS DANS UNE ÉCOLE DE FORMATIONS.....	82
PHOTO N°9: LE GROUPE DE TRAVAIL AVEC LE CHEF DE LA SECTION DE PROTECTION.	83
PHOTO N°10: LES PARTICIPANTS DE LA RÉUNION DE PILOTAGE AU TCHAD.....	83
PHOTO N°11: LES PARTICIPANTS À UNE FORMATION AU TCHAD DANS UN CENTRE.....	84
PHOTO N°12: LES PARTICIPANTS A UN ATELIER DE DEVELOPPEMENT A N'DJAMENA	85

PHOTO N°13 ET PHOTO N°14: LES PARTICIPANTS À UNE RÉUNION DANS LE SECTEUR DE LA JUSTICE.....	86
PHOTO N°15: LA PLAQUE DE LOCALISATION DU CENTRE DE DISTRICT SANITAIRE DE FIANGA.....	89
PHOTO N°16: LES MOUSTIQUAIRES OFFERTES PAR L'UNICEF DANS TOUS LES CENTRES DE SANTÉ AU TCHAD.	90
PHOTO N°17: LE MAUVAIS ÉTAT DE L'AXE FIANGA/ BONGOR POUR N'DJAMENA.....	95
PHOTO N°18: LA SOUFFRANCE DE LA POPULATION SUR LA ROUTE DE CETTE RÉGION.	96
PHOTO N°19: L'ŒUVRE DE LA SOCIÉTÉ PRODALKA QUI S'EN OCCUPE À AIDER LES POPULATIONS EN EAU POTABLE AU TCHAD.....	97
PHOTO N°20: LE FORAGE RÉALISÉ PAR LE PRODALKA À DORÉ/FIANGA	98
PHOTO N°21: LES QUALITÉS D'EAUX CONSOMMÉES PAR LA POPULATION DANS LE MAYO KEBBI-EST.	102
PHOTO N°22: LA PYRAMIDE COLLÉE ENTRE DEUX PHOTOS QUI MONTRENT LES POURCENTAGES D'ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT.	104
PHOTO N°23: LES ENFANTS AVEC LES SACS AU DOS OFFERT PAR L'UNICEF AU SEIN DE L'ÉCOLE À FIANGA.....	109
PHOTO N°24: LES ENFANTS EN DÉTENANT LES CAHIERS DE L'UNICEF EN MAIN DANS LA VILLE DE FIANGA.	110
PHOTO N°25: L'IMAGE MONTRANT COMMENT LES ENFANTS SOUFFRENT DES MALADIES CHEZ EUX PAR MANQUE DES MOYENS AU TCHAD. CET ENFANT SOUFFRE DU PALU ET ACCOMPAGNE AVEC LA FIEVRE TYPHOÏDE.	122

PYRAMIDES

PYRAMIDE N°1: LES POURCENTAGES D'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DU TCHAD.	103
---	-----

TABLEAUX

TABLEAU N°1: CE TABLEAU PRÉSENTE LES INDICATEURS DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME.	93
--	----

TABLEAU N°2: LE TABLEAU CI PRÉSENTE LES DIFFÉRENTES RÉGIONS OÙ LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ONT INTERVENU DANS LE CADRE DE LA PRÉVENTION DES MALADIES QUE RENCONTRE LA POPULATION AU TCHAD.....99

TABLEAU N°3: L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION TCHADIENNE. IL MONTRE LES POURCENTAGES DE NOMBRE DE LA POPULATION TCHADIENNE DES ANNEES 2017 JUSQU' AU 2021.....113

RÉSUMÉ

La présente recherche est intitulée « L'Unicef et la prise en charge des enfants vulnérables dans la région du Mayo Kebbi-Est au Tchad, (1960-2020) ». Elle pose le problème suivant : Quelle est la contribution de l'Unicef dans l'amélioration des conditions de vie des enfants vulnérables dans le Mayo Kebbi-Est au Tchad ? Pour la réalisation de ce travail, nous avons mobilisé plusieurs sources à savoir des sources primaires (documents d'archives), secondaires (ouvrages, articles, mémoires et thèses), numériques, iconographiques et orales. L'analyse de ces sources nous a permis de guider cette recherche au tour de la démarche diachronique et synchronique, ceci à la lumière des théories libérale, explicative et fonctionnaliste. Il ressort de cette analyse que l'Unicef apporte une assistance multiforme aux populations de la région du Mayo Kebbi-Est. Celle-ci couvre les domaines de la santé, de l'éducation et l'humanitaire. Grâce à cet appui de l'Unicef, des améliorations sont observées dans le quotidien des populations vulnérables. Toutefois, un certain nombre de pesanteurs limitent l'action de l'Unicef.

Mots clés : Unicef, prise en charge, enfants vulnérables, Mayo Kebbi-Est, Tchad.

ABSTRACT

This research entitled “UNICEF and the care of vulnerable children in the Mayo Kebbi-Est region in Chad, (1960-2020)”. It poses the following problem: what is Unicef’s contribution to improving the living conditions of the populations of Mayo Kebbi-Est? For the realization of this work, we mobilized several sources namely primary sources (archival documents), secondary (books, articles, dissertations and theses), digital, iconographic and oral. The analysis of these sources allowed us to guide this research around the diachronic and synchronic approach, this in the light of liberal, explanatory and functionalist theories. This analysis shows that UNICEF provides multifaceted assistance to the populations of the Mayo Kebbi-Est region. This covers the areas of health, education and humanitarian aid. Thanks to this UNICEF support, improvements are observed in the daily lives of vulnerable populations. However, a certain number constraints limit UNICEF’s action.

The keywords of this research are: UNICEF, support, vulnerable children, Mayo Kebbi-Est and Chad.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I- Contexte de l'étude

Depuis quelques décennies, les enfants de cette région du Mayo Kebbi-Est se trouvent abandonnés à leur triste sort suite à la question de la mal gouvernance qui gangrène le pays depuis des décennies par des politiciens qui ne peuvent pas répondre aux besoins des enfants à travers leurs intérêts égoïstes de ventre au sein de l'Etat. D'où la dévaluation du système de la mal gouvernance est un abus de non-respect des chefs l'Etat. C'est ce qui a rendu le système éducatif paralysé à satisfaire entièrement les enfants. Ces handicaps majeurs vont contribuer à y accroître fortement le nombre d'abandon des écoles et cela contribue d'avantage aux migrations à l'extérieur des pays. C'est ainsi qu'on se trouve dans un Etat des grèves successivement dans le pays, d'où les enfants des pauvres se trouvent dans l'embarra de choix en quittant le pays pour des simples aventures.

Certains enfants courageux, touchés et amoureux d'école vont se voir dans l'obligation de repartir au pays après avoir obtenu des moyens pour fréquenter ou d'y s'installer dans le pays d'accueil et y fréquenter ; ceci va avoir comme conséquence, une augmentation croissante du taux d'analphabétisme, la délinquance, augmentation de la criminalité voir même des terroristes. Face à ce phénomène, l'on assiste à la montée en puissance d'abandon d'école dans le pays en général, et dans ce département en particulier. Au regard de cette analphabétisation ambiante dans les quartiers, l'Etat seul qui peut s'engager à prévenir l'avenir de ses enfants. Le regard de l'Etat doit être orienté sur le système éducatif de manière dynamique à encadrer les enfants dans le but de conduire le pays vers l'émergence. Ceci demande un investissement nécessaire sur l'éducation, la santé, l'alimentation des enfants vulnérables de manière rigoureuse sans discrimination de classe sociale. C'est dans ce contexte que surgit notre thème de recherche intitulé « L'Unicef et la prise en charge des enfants vulnérables dans le Mayo Kebbi-Est au Tchad (1960-2020) ». Plusieurs raisons ont motivé le choix de ce thème.

II- Raisons de choix du sujet

Le choix de ce thème ne s'est pas fait au hasard. Plusieurs raisons l'ont guidé et

l'ont orienté. Il y a d'abord des raisons d'ordre scientifiques. Aucun chercheur en histoire fondamentale de cette région ne s'est intéressé aux abandons des enfants pour un bon encadrement dans le domaine éducatif, de la pauvreté, et de la violence. La plupart de la littérature sur cette thématique est le travail des journalistes et des observateurs. Également, nous cherchons à réveiller l'esprit des chercheurs à s'intéresser aux enfants à ce qu'ils doivent être bien guidés pour un Tchad meilleur pour quoi pas l'Afrique d'une manière générale, car tout développement passe par l'éducation des enfants et leur encadrement. En outre, nous voulons suggérer au gouvernement de redéfinir sa politique sur le système éducatif, sanitaire et alimentaire des enfants vulnérables sur tous les plans pour mieux avoir l'esprit de vivre ensemble. Autrement dit, le gouvernement doit se focaliser sur l'évolution du Tchad sur tous les plans d'une manière générale sans prendre en considération les idées des hommes politiques qui font des politiques pour leur ventre et non pour l'épanouissement du pays. Alors, si les enfants vulnérables sont suivis sur un bon timing d'éducation de base, c'est serait un avantage pour le pays d'une manière générale et pour la région du Mayo Kebbi-Est en particulier. Dans ce sens de l'encadrement bien structuré, nous ne parlerons plus des terroristes car, la destruction d'un pays ne suffit pas juste de lui faire une guerre sanglante chaque jour mais, juste de le détruire son système éducatif. Autrement dit, l'ignorance de la valorisation du système éducatif contribue à l'échec d'épanouissement du pays dans tous les domaines. Dans cette optique, le pays avance vers l'émergence par rapport à l'éducation. Néanmoins, un développement horizontal nécessite la valorisation de tous les enfants vulnérables à l'instar des enfants orphelins.

En effet, ces enfants n'ont cessé de quitter le pays d'une manière massive pour mener des aventures à risque à cause de leur non prise en charge. Ces raisons nous conduisent directement à l'intérêt de cette étude.

III- L'intérêt de l'étude

Il est à relever que cette étude puisse être appréciée à plusieurs niveaux, dans le cadre scientifique, politique, pédagogique et social.

En premier lieu, du point de vue scientifique, tout travail de recherche est une contribution scientifique. Scientifiquement, ce mémoire apporte des informations nouvelles. Il est une contribution dans l'historiographie tchadienne d'une manière générale et en particulier dans

la région du Mayo Kebbi-Est. Il est nécessaire à contribuer objectivement dans le cadre de la résolution des différends dans le système éducatif, sanitaire, nutritionnel et conflictuel ;

En deuxième lieu, politiquement ce travail interpelle les pouvoirs publics et internationaux à prendre des précautions dynamiques pour résoudre les problèmes liés aux enfants en état de la vulnérabilité au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi-Est. Ainsi, pour prendre des précautions contre ces phénomènes, le processus vient de l'Etat tchadien et ses partenaires des organisations internationales à prendre en charge les enfants vulnérables ;

En troisième lieu, pédagogiquement cette recherche est une contribution aux résolutions des problèmes éducatifs dans la région du Mayo Kebbi-Est à travers la prise en charge de tous les enfants. En fait, cette étude peut être utile aux individus, notamment dans les écoles et universités tchadiennes comme document servant de manuel scolaire. Enseignants et chercheurs peuvent utiliser ce travail comme support pédagogique en le confrontant aux autres travaux menés dans la problématique de prise en charge des enfants vulnérables. En plus, ce travail est un outil pédagogique pour les acteurs du développement: ministère de la décentralisation et du développement du Tchad et de la région du Mayo Kebbi-Est en particulier. Les décideurs du développement peuvent s'appuyer sur cette recherche pour répondre de manière efficace au défi du développement du Tchad.

En quatrième lieu, du point de vue social, ce document permet aux enfants et à la population de mener une vie dans des bonnes conditions et plus consciencieuse. En outre, la présente recherche comme tout travail en sciences sociales et humaines part toujours d'une observation empirique tout en délimitant son champ d'étude.

IV- Cadre spatial et temporel

Dans tout travail de recherche en histoire, il convient au préalable de définir ou de circonscrire la chronologie dans l'espace géographique¹. Car, l'histoire se fait dans le temps et dans l'espace².

¹ J. Ki-Zerbo, Histoire générale de l'Afrique, Paris, Hâtier, 1978, P.40.

² J. P. Fragnière, *Comment faire un mémoire ?*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 2000, P. 126.

a) cadre spatial

Nous avons choisi la région du Mayo Kebbi-Est comme zone d'étude. Cette région présente des caractéristiques particulières. Le Mayo-Kebbi-Est est une région qui se trouve au sud-Ouest du Tchad. Elle est limitée au Nord par le Baguirmi, à l'Est par le Baguirmi, à l'Ouest par le Cameroun, au Sud par la Tandjilé et une partie du Mayo Kebbi-Ouest se trouve au Sud. Elle est composée de plusieurs ethnies parmi lesquels: Dari, Kera, Massa, Moundang, Moulou, Moussey, Toupouri, et trois types de religions pratiquées par la population: animistes, christianisme, et l'islam³. Le chef-lieu de cette région est Bongor. Le Mayo-kebbi-Est est composé de quatre Départements (04): le Mayo Boneye, le Mayo-Lémié, la Kabia et le Mont-Illi. Cette région a une population estimée à 81.873 d'habitants selon le recensement de 2020⁴. Sur vingt-trois (23) régions que compte le pays, 10 sont enclavées en partie pendant la saison pluvieuse. Il s'agit de la moitié du Salamat, une partie du Ouaddaï, du Guéra, du Moyen Chari, de Hadjer Lamis, du Lac, de deux Mayo-Kebbi et de la Tandjilé⁵. Le Mayo-kebbi-Est est une région agro-pastorale et son économie se repose exclusivement sur ces deux secteurs qu'on peut estimer à 20 % du PIB avant l'année 2003.

La dégradation des écosystèmes s'est fortement accentuée ces dernières années sous les effets conjugués de plusieurs facteurs dont les plus marquants sont: la baisse de la pluviométrie, l'accroissement rapide de la démographie et les modes de gestion des ressources de base. Cette dégradation se présente par des situations de baisse des eaux de pluie qui réduisent de plus en plus le rendement agricole et une diminution de quantité de ressources fourragères (zones de pâturage). Suite au changement climatique, ces deux secteurs clé de l'économie se retrouvent en crise depuis plusieurs décennies en situation conflictuelle⁶. A propos du climat, la région du Mayo- Kebbi-Est est une province qui a un climat de type semi-aride sec et chaud. Cependant, la population de cette région serait estimée à 769178 habitants sur une superficie de 18 186 km². La densité de population de cette province du Mayo-Kebbi-Est est donc de 42,3 habitants par km². Dans cette région de quatre départements, on retrouve les villes reconnues comme: Bongor,

³ G.F. Dumont « Géopolitique et populations au Tchad », *Outre-terre. Revue européenne de géopolitique*, 2008, PP.263-288, P.266.

⁴ Rapport sur le bilan de diagnostic de l'hydraulique urbaine et semi urbaine en 2021, P. 14.

⁵ Rapport du Plan national de Développement Sanitaire, 2018-2021, P.12.

⁶ P. Pabamé., « Le conflit agriculteurs/éleveurs dans la zone soudanienne le cas du Moyen-Chari au sud du Tchad », Mémoire de DEA en Economie, Université de Toulouse, 2000. PP.7-8.

Fianga et Guelendeng. En effet, les activités les plus pratiquées sont l'agriculture et l'élevage. A l'état de ces activités, il serait important de reconnaître que la population de cette région se base sur la culture des produits comme le mil, arachide, céréale, riz, taro, patate, manioc et le coton, pour ne citer que ceux-là. L'élevage est basé sur les bovins, les caprins et les volailles. Il serait évident de dire que la région du Mayo-Kebbi-Est dispose peu des ressources minières, ressources pétrolières découvertes depuis les années 1970 à Doba qui se trouvent en état d'exploitation en 2003. L'économie du Tchad fut longtemps basée sur l'agriculture et l'élevage et continue son bonhomme de chemin sur ces secteurs.

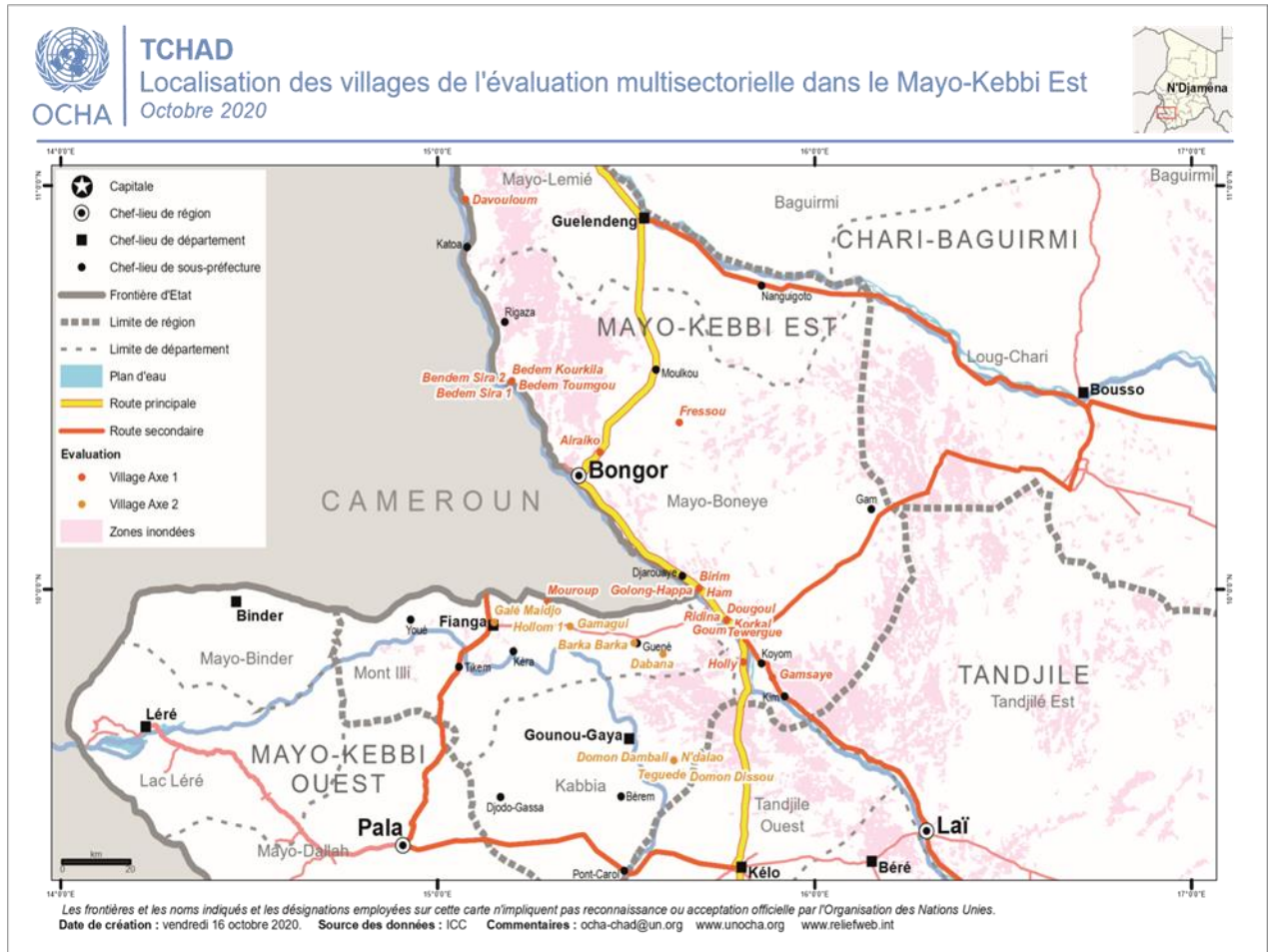
La zone soudanienne couvre la région du Mayo Kebbi-Est limitrophe du Cameroun. Cette zone serait caractérisée par une pluviométrie comprise entre 800 et 1200 mm par an. Cette province présente de vastes domaines très fertiles aussi bien pour les cultures vivrières (riz, mil pénicillaire, arachide, sorgho), les oléagineux et les tubercules. Elle compte environ 7 milles d'habitants en 2008 et une densité moyenne d'environ 38 hab. /km². Le peuplement est donc plus important dans cette région du Sud, mais, la densité du Mayo Kebbi-Est est estimée à 45 hab. /km².

Les couvertures vaccinales sont encore très basses au Tchad. La couverture vaccinale complète avant le premier anniversaire est passée de 11% en 2004 à 25% en 2014 tandis que les taux de couverture par vaccin sont variables (le BCG est de 60%, les taux de Penta 1 et Penta 3 sont respectivement de 58% et 33%, soit une déperdition de 25%). Par rapport à la prévention contre le paludisme, le pourcentage des enfants de moins de 5 ans qui dorment sous moustiquaire est passé de 33.30% à 36% entre 2013 et 2015 selon EDSMICS, soit un gain de 7.5%. En 2012, la mortalité infantile associée à la sous-nutrition a réduit de 13 % de la population active du Tchad alors que les coûts annuels associés à la sous-nutrition chez l'enfant sont estimés à 575 milliards de CFA, ce qui correspond à 9,5% du PIB du pays⁷. Comme dans la plupart des régimes africains des années 1960, 1970 et 1980, le moyen de parvenir au pouvoir semble être le recours aux coups d'État. En 1962, Tombalbaye supprime les partis politiques en laissant le PPT seul au pouvoir. Dès 1963, Tombalbaye réprime durement une révolte des musulmans du Nord puis, à partir de 1965, les troubles dégénèrent en quasi-guerre civile. En 1966, un Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT), qui voit le jour au Soudan, rassemble les

⁷ Rapport du Plan national de Développement..., P.12.

musulmans du Nord, du Centre et de l'Est, mais également des opposants de toutes régions fortement influencés par le nassérisme. Son objet est de lutter contre le régime sudiste considéré comme discriminant des populations musulmanes du Nord, du Centre et de l'Est⁸.

Carte n°1 : La localisation du Mayo Kebbi-Est au Sud du Tchad



Source : ICC

Après avoir défini le cadre spatial, nous définissons dans la section qui suit, le cadre temporel.

b) Cadre temporel

Notre sujet comporte un cadre temporel bien défini. En ce qui concerne la 1^{ère} borne chronologique, l'année 1960 représente la liberté octroyée aux africains. Le Tchad est un pays qui a connu un retard de l'école. L'année 1911 marque la création d'école à Mao (ville qui se

⁸ G.F. Dumont « Géopolitique et populations au Tchad »..., P.278.

trouve au Nord du Tchad). L'apparition de cette école sur le sol tchadien marque l'évolution de ce pays vers l'éducation sur l'étendue du territoire national.

Quant à la borne supérieure à savoir 2020, elle marque la période d'ampleur de la pandémie covid19 portant mobilisation des organisations internationales spécialisées et universelles pour sensibiliser tout être humain de mieux lutter contre cette pandémie.

Après la délimitation du cadre temporel, il est important de définir le cadre conceptuel.

V- Cadre conceptuel

Pour mieux comprendre et cerner les contours de notre travail de recherche, il est important que nous clarifions certains concepts comme nous le conseille Emile Durkheim : « le savant doit d'abord définir les choses dont il traite afin que l'on sache et qu'il sache de quoi il est question »⁹. Robert Marichal renchérit lorsqu'il écrit : « Un historien ne doit aborder l'histoire d'une idée d'un concept ou d'une institution sans faire théoriquement et exhaustivement l'histoire des mots par lesquels on l'a exprimé ou désigné et cela (...) non pas hâtivement en feuilletant les lexiques, mais par sondage naturellement dans les textes-mêmes »¹⁰ Ainsi, les concepts à définir sont les suivants :

a) **Enfant vulnérable**

Selon le Dictionnaire Larousse, l'enfant vulnérable est celui qui est susceptible d'être atteint par mal ou un péril qui le menace. Dans le cas d'espèce, ce terme renvoie à la situation d'extrême fragilité des enfants, induite par l'action directe ou indirecte des catastrophes sur leur vie¹¹. En outre, l'encyclopédie conceptualise sa part qu'un enfant vulnérable est celui qui peut être blessé ou attaqué par une maladie ou tout autre risque¹². Dans le contexte des programmes axés sur le VIH, on entend par enfant vulnérable toute personne âgée de moins de 18 ans dont le bien-être est menacé par une combinaison de facteurs de risque sanitaires et socioéconomiques créés ou exacerbés par le VIH. La pauvreté, le manque de soins et de

⁹ E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, 1988, P. 13.

¹⁰ R. M. Rencherit, *La critique des textes*, in Ch. Samaran, *L'histoire et ses méthodes*, Paris, Ed. CLE, PP. 87-1326.

¹¹ B. Daoundo, « problématique de la prise en charge psychosociale des orphelins et enfants vulnérables au Bénin », Master en gestion des projets, www.memoireonline.com. Consulté le 20 août, à 11h49

¹² www.encyclopedie.fr consulté le 21 août 2022 à 22h12.

protection par des adultes, le manque d'accès aux services de base, la stigmatisation et la discrimination sont les causes de la vulnérabilité. Ces facteurs de vulnérabilité peuvent à leur tour accroître les risques de ces enfants (en particulier ceux qui sont adolescents) contractent le VIH¹³. Le terme « enfant vulnérable » inclut les orphelins, sans toutefois y être limité¹⁴. Selon le Dictionnaire Larousse, les enfants vulnérables sont des personnes en situation de faiblesse physique, psychique (Grossesse, maladie, handicap et vieillesse)¹⁵. En plus, pour Pierre Brice Lebrum les enfants vulnérables sont des mineurs de 15ans ou des personnes qui ne sont pas en mesure de se protéger en raison de leurs âges, des maladies, des infirmités, des déficiences physiques ou d'un état de grossesse¹⁶. Ainsi, il faut ajouter que les enfants vulnérables sont ceux à l'âge de 0 à 18 ans. C'est-à-dire, jeunes qui n'ont pas accès aux services de protection de l'enfance (finance, éducation et santé mentale), en raison de leur âge. Par ailleurs, les jeunes à l'âge de 19 à 29 ans sont inclus parmi les enfants vulnérables, car ces jeunes font face à divers défis ou aux obstacles comme le manque d'emploi et la discrimination¹⁷. A cet effet, le cahier de la recherche sur les droits fondamentaux définit les enfants vulnérables comme des personnes frappées par des malheurs physiques ou blessées¹⁸. Cependant, la question de la vulnérabilité est un concept complexe, difficile à définir tel qu'en témoignent les définitions locales ou communautaires de la vulnérabilité (enfants souffrant d'infirmités ou vivant dans le dénuement). La conceptualisation politique et disposition de soutien qui rangent les enfants selon certaines catégories et dans les définitions pratiques utilisées dans divers documents¹⁹.

Le concept de vulnérabilité ne se limite pas uniquement aux individus tels que des enfants mais, il est souvent utilisé à l'égard des ménages. Premièrement, certains faits remettent en question l'hypothèse selon laquelle les orphelins sont les enfants les plus vulnérables. Des études faites par Ainsworth et Filmer et Huber et Gould, dans le cadre desquelles la non-scolarisation et la non-fréquentation scolaire ont été utilisées comme des valeurs supplétives de

¹³ M. T. Tabben-Toussaint A. Manuel Manuel, « Lignes directrices et Options de Programmation pour la Protection des enfants vulnérables dans les programmes de soins et de soutien communautaires », *Research Triangle Park*, N° 360, 2012, P.4.

¹⁴Fiche thématique Unicef France, 2012, P. 1.

¹⁵ <https://www.larousse.fr>, P.2. Consulté le 20 août 2022, à 10h30.

¹⁶ P. B. Lebrum « la vulnérabilité », n°98, *Empam*, tous droits réservés pour tous pays, 2015, P.2.

¹⁷ <https://www.croi-rouge.ca>, P.1. Consulté le 20 août 2022, à 11h20

¹⁸ <https://journals.openedition.org>, P.2. Consulté le 20 août 2022, à 19h00.

¹⁹ R. Smart « Politiques pour les orphelins et enfants vulnérables : Un cadre pour progresser », n°ISBN 0-9605196-5-3, Juillet 2003, PP.5-6.

la vulnérabilité ont constaté que, dans de nombreux pays, les enfants pauvres (plutôt que les orphelins) risquaient davantage de ne pas aller à l'école. Il semble que le lien entre pauvreté et vulnérabilité soit bien établi montrant donc que les politiques encourageant la scolarisation parmi les pauvres ont un impact positif sur les OEV défavorisés. Dans les pays du monde entier, on peut décrire l'épidémie du VIH/SIDA comme une succession de trois vagues. La première vague des infections par le VIH est suivie quelques années plus tard par la seconde vague des maladies et décès imputables au SIDA. Ensuite vient la troisième vague, celle des enfants que le SIDA a rendus orphelins avec toutes les conséquences que cela entraîne à divers niveaux²⁰. Politiquement, tout enfant de la rue, handicapé, négligé et souffrant d'abus sexuel sont en situation de la vulnérabilité. En outre, les enfants de moins de 18 ans exposés à des conditions qui ne leur permettent pas de jouir des droits fondamentaux pour le développement harmonieux, sont en situation vulnérable. En d'autres termes, les enfants n'ayant pas l'accès à l'école, des parents malades, n'ayant pas suffisamment à manger, d'habitation en mauvais état, sont à l'état vulnérable²¹. Selon la Déclaration mondiale sur la survie de la protection et le développement des enfants du 30 septembre 1990, « Les enfants du monde sont innocents, vulnérables et dépendants. Ils sont également curieux, actifs et pleins d'espoir. Leur enfance devrait être remplie de joie et de paix. Ils doivent avoir l'occasion de jouer, de s'amuser, d'apprendre et de grandir. Leur avenir doit être forgé sous le sceau de l'harmonie et de la collaboration. Ils vont mûrir au fur et à mesure que leur horizon va s'élargir et qu'ils acquièrent de nouvelles expériences»²².

En effet, selon le guide de prise en charge orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA au Sénégal, les enfants de la rue, les victimes de trafic, les enfants affectés par un conflit armé, les enfants handicapés et ceux des pires formes de travail sont en état de la vulnérabilité²³. Un autre terme est celui de prise en charge.

g) Prise en Charge

Ce terme est employé selon l'article 22 du pacte de la Société Des Nations (SDN), qui

²⁰ R. Smart « Politiques pour les orphelins et enfants vulnérables : un cadre ... », PP.5-6.

²¹ R. Smart « Politiques pour les orphelins et enfants vulnérables : un cadre ... », PP.5-6.

²² Ibid., P.1.

²³ N.Mbaye et C.Becker, « Guide de prise en charge des orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA au Sénégal », Dakar, 2006, P.12,

stipule que « le bien-être et le développement des peuples incapables de se diriger eux-mêmes forment une mission sacrée de civilisation »²⁴. La prise en charge des enfants dans les familles est la réception temporaire des enfants. C'est ainsi que pour Higgins, le développement est : « un accroissement manifeste dans le revenu total et le revenu moyen par tête, diffusé largement parmi les groupes professionnels et sociaux, qui dure au moins deux générations et devient cumulatif ». Par ailleurs, Antoine Culioli 1971, aborde que la prise en charge désigne un statut de terme pour la désignation d'une notion explicitement définie²⁵. Selon Daniel coltier et Branter, prendre en charge : la responsabilité, adhésion, prise à son compte la validation ou porter garant à assumer pour une meilleur condition de vie. Dans la théorie des opérations énonciatives, le terme « prise en charge est employé pour désigner l'ensemble des repérages et choix énonciatifs par lesquels un énonciateur met son énoncé en relation avec la situation d'énonciation, fondant ainsi sa spécificité irrégulier ductible. Paul Laurendeau conceptualise que : « Le repérage énonciatif et valeur de vérité : la prise en compte, prise en charge ». Pour Henning Nolke (1994), avec Kjesti Flohum et Coco Noen (2004), dans le cadre de la théorie linguistique, la responsabilité est associée explicitement à celle de prise en charge. Selon Culioli1971, la prise en charge comme opération cognitive²⁶. Prise en charge est un acte de prendre sous sa responsabilité une personne ou objet²⁷.

Au regard de tout ce qui précède, force est de constater que ces auteurs avaient certes chacun sa problématique, ses objectifs ; c'est pour cette raison peut-être qu'ils n'ont pas pu faire allusion aux autres aspects de l'Unicef dans la prise en charge des enfants vulnérables et la question des enfants abandonnés à leur triste sort sans scolarisation dans la région du Mayo Kebbi-Est comme aspect sensé à l'épanouissement d'un pays. Après ces différentes conceptualisations, il serait nécessaire d'entamer la revue critique de la littérature.

VI- Revue critique de littérature

Notre étude s'inscrit dans la continuité des travaux déjà entrepris par de nombreux chercheurs. En effet, une fouille minutieuse des catalogues des bibliothèques, des ouvrages, mémoires, thèses, rapports, des dictionnaires ,des revues et journaux sans oublier les sources numériques, ont contribué à la réalisation de ce travail. Ainsi, il serait important de comprendre

²⁴ Les droits de l'enfant, le Parlement des Enfants, P. 4.

²⁵ D.Coltier, P.Dendal et P.Branter « La notion de prise en charge : mise en perspective », n°162, 2009, P.14.

²⁶ D.Coltier, P.Dendal et P.Branter « La notion de prise en charge : mise en ... », P.14.

²⁷ www.encyclopedie.fr consulté le 21 aout 2022 à 21h 57.

que beaucoup d'auteurs se sont intéressés par le passé aux enfants vulnérables. Dans cette partie, il est important de donner un compte rendu de ceux qui sont exploités comme affirme Raymond Boudon, lorsqu'il écrit que : «L'essentiel de la découverte scientifique ne tend seulement pas à la nouveauté d'une observation, mais aussi au fait d'établir un rapport solide entre le déjà connu et ce qui était jusqu'alors inconnu, car c'est grâce à ce processus qu'on parvient le plus souvent à la compréhension véritable et au progrès réel»²⁸. Ainsi selon Michel Beaud, dans l'art de thèse qui dit « si vous avez un, deux mots clés dans votre intitulé de votre sujet, une première réflexion critique sur leurs définitions doit vous permettre de dégager le contenu que vous leur donnez »²⁹. Ainsi, nous avons mobilisé plusieurs ouvrages généraux, spécialisés, mémoires, articles et thèses dans le cadre de la réalisation de cette étude.

Au regard de la charte des droits fondamentaux de l'union européenne dans l'article 24 droit de l'enfant, qui stipule que tout enfants a le droit. Selon elle, les enfants doivent être protégés sur tous les plans sans distinction de race, religion, classe sociale ni ethnie. Alors, elle nous réoriente à planifier la vie des enfants dans le domaine de l'éducation et prendre soin de leur santé pour le bien être³⁰. En outre, ces conditions malsaines que les enfants sont victimes aujourd'hui, ils ne parviennent pas à définir une référence ni un avenir. Cependant, ces documents mettent l'accent beaucoup plus sur l'éducation de base non formelle qui pose la pierre pour accéder à l'éducation de base formelle des enfants. Car, l'éducation est l'arme la plus puissante dans le monde. La vulnérabilité des enfants d'actualités est un phénomène qui se généralise dans certains pays du monde. Dans le cadre de l'Unicef, il place l'enquête au centre pour mieux identifier les situations difficiles que traversent les enfants d'une manière générale afin d'y faire face et de saisir les motifs³¹.

Selon le Dictionnaire Larousse, l'enfant vulnérable est celui qui est susceptible d'être atteint par mal ou un péril qui le menace. Dans le cadre d'espèce, ce terme renvoie à la situation d'extrême fragilité des enfants, induite par l'action directe ou indirecte des catastrophes sur leur

²⁸ R. Boudon, *L'individualisme et holisme dans les sciences sociales*, Paris, Nathan, 1995, P.16.

²⁹ M. beaud, *L'art de la thèse*, Paris, Edition la découverte, 1985, P.67.

³⁰ La Charte des droits Fondamentaux de l'Union Européenne dans l'Article 24 droit de l'Enfant, P.219.

³¹ Ibid.

vie³². L'encyclopédie conceptualise sa part qu'un enfant vulnérable est celui qui peut être blessé ou attaqué par une maladie ou tout autre risque³³.

En plus, Pierre Brice Lebrum aborde sa part dans son article, « La vulnérabilité », les enfants vulnérables sont des mineurs de 15ans ou des personnes qui ne sont pas en mesure de se protéger en raison de leurs âges, des maladies, des infirmités, des déficiences physiques ou d'un état de grossesse³⁴. Ainsi, Pierre Brice ajoute que les enfants vulnérables sont ceux qui commencent à l'âge de 0 à 18 ans. C'est-à-dire, les jeunes qui n'ont pas accès aux services de protection de l'enfance (finance, éducation et santé mentale), en raison de leur âge. Par ailleurs, la croix rouge classe les jeunes à l'âge de 19 à 29 ans par parmi les enfants vulnérables, car ces jeunes font face à divers défis ou aux obstacles comme le manque d'emploi et la discrimination³⁵.

Selon M.T. Tabben-Toussaint A. Manuel dans son article « Lignes directrices et option de programmation... » qui dit qu'on entend par enfant vulnérable toute personne âgée de moins de 18 ans dont le bien-être est menacé par une combinaison de facteurs de risque sanitaires et socioéconomiques créés ou exacerbés par le VIH. La pauvreté, le manque de soins et de protection par des adultes, le manque d'accès aux services de base, la stigmatisation et la discrimination sont les causes de la vulnérabilité. Ces facteurs de vulnérabilité peuvent à leur tour, accroître les risques que ces enfants (et en particulier ceux qui sont adolescents) contractent le VIH³⁶. En outre, la prise en charge est abordée selon l'article 22 du pacte de la Société Des Nations (SDN) qui stipule que « le bien-être et le développement des peuples incapables de se diriger eux-mêmes forment une mission sacrée de civilisation »³⁷.

C'est ainsi que pour Higgins, le développement est : « un accroissement manifeste dans le revenu total et le revenu moyen par tête, diffusé largement parmi les groupes professionnels et sociaux, qui dure au moins deux générations et devient cumulatif ». Par ailleurs, Antoine Culioli 1971, aborde que la prise en charge désigne un statut de terme pour

³²B.Daoundo, « problématique de la prise en charge psychosociale des orphelins et enfants vulnérables au Benin », Mémoire de Master en gestion des projets, www.memoireonline.com. Consulté le 20 aout, à 11h49

³³www.encyclopedie.fr consulté le 21 aout 2022 à 22h12.

³⁴ P. B.Lebrum « la vulnérabilité », n°98, Empam, tous droits réservés pour tous pays, 2015, P.2.

³⁵ <https://www.croixrouge.ca>, P.1. Consulté le 20 aout 2022, à 11h20

³⁶ M. T. Tabben-Toussaint A. Manuel Manuel, « Lignes directrices et Options de Programmation pour la Protection des enfants vulnérables dans les programmes de soins et de soutien communautaires », *Research Triangle Park*, N° 360, 2012, P.4.

³⁷ Les droits de l'enfant, le Parlement des Enfants, P. 4.

la désignation d'une notion explicitement définie³⁸. Selon Daniel coltier et Branter, prendre en charge : la responsabilité, adhésion, prise à son compte la validation ou porter garant à assumer pour une meilleur condition de vie. Dans la théorie des opérations énonciatives, le terme « prise en charge est employé pour désigner l'ensemble des repérages et choix énonciatifs par lesquels un énonciateur met son énoncé en relation avec la situation d'énonciation, fondant ainsi sa spécificité irrégulier ductible. Selon Paul Laurendeau dans le site www.encyclopédie.fr consulté le 21 aout 2022 à 21h57 qui donne son opinion que la prise en charge est : « Le repérage énonciatif et valeur de vérité : la prise en compte, prise en charge ». Pour Henning Nolke (1994), avec Kjesti Flohum et Coco Noen (2004), dans le cadre de la théorie linguistique, la responsabilité est associée explicitement à celle de prise en charge. Selon Culioli1971, la prise en charge comme opération cognitive³⁹. Prise en charge est un acte de prendre sous sa responsabilité une personne ou objet, toujours dans le site www.encyclopédie.fr ⁴⁰.

Ainsi, à travers les différentes opinions des personnes ayant menées leurs études sur le travail de prise en charge des enfants vulnérables, il ressort qu'ils insistent sur la question des droits des enfants, l'éducation, la santé et l'alimentation mais, ils n'ont pas fait allusion à plusieurs choses : mécanismes de suivi, le type de rapport qui existe entre les parents des enfants et l'Unicef, la collaboration immédiate entre Etat et l'Unicef et entre l'Unicef avec les organismes nationaux. Cependant, il faut noter que les enfants doivent avoir la liberté d'expression sans discrimination. A cet effet, on suggère aux institutions privées, à l'Etat, que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être placé au centre comme le principal moteur au service du développement d'un pays sans cesse. Ainsi, on hésité pas de mentionner que tout enfant serait toujours en étroite collaboration avec sa mère et son père, s'il n'est pas d'avis contraire dans le sens d'handicaper son épanouissement à la vie meilleur. En plus, les enfants doivent bénéficier des centres de distraction, d'équipement des centres de santé avec des médicaments qui répondent à leur besoin de santé et les lieux d'habitation doivent répondre à leur encadrement. En effet, l'éducation joue un rôle primordial sur tous les plans, car elle doit être gravée dans la mémoire de tout un chacun. Autrement dit, tout enfant a le droit à l'éducation gratuite et obligatoire surtout au niveau d'écoles primaires. Néanmoins, ce système éducatif doit avoir de lien avec la culture générale de ceux-ci. L'admission des enfants aux

³⁸ D.Coltier, P.Dendal et P.Branter « La notion de prise en charge : mise en ... », P.14.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ [Www.encyclopédie.fr](http://www.encyclopédie.fr) consulté le 21 aout 2022 à 21h 57.

emplois doit être sous contrôle en respectant son âge dans le sens où il travaille pour aider la famille et cela ne doit pas impacter sur sa santé, son épanouissement physique et de ne pas l'empêcher l'école même s'il travaille pour aider la famille. Dès l'éducation de base, l'esprit de la tolérance, de la paix et de la fraternité doit être inculqué sur les enfants comme leur nourriture de chaque jour. En outre, il faut analyser les causes d'échec commis par cette organisation et sa réussite dans d'autres pays ou régions. De ce fait, l'intervention de la problématique serait au rendez-vous pour bien poursuivre le travail.

VII- Problématique

Depuis les années 1960, beaucoup d'enfants furent confrontés aux problèmes liés à la prise en charge au Tchad en général et dans la région du Mayo Kebbi-Est en particulier. Le Mayo Kebbi-Est est une région qui accuse un retard en matière de scolarisation des enfants, de la santé et de la nutrition⁴¹. En effet, le taux d'analphabétisation risque d'y accroître dans certains secteurs de cette région. En outre, l'accès à l'école dans certains villages du Mayo Kebbi-Est semble être un calvaire pour certaine population.

Cette recherche traite de la question du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables au Tchad de manière large et dans le Mayo Kebbi-Est en particulier. Quelle est la contribution de l'Unicef dans l'amélioration des conditions de vie des enfants vulnérables au Mayo Kebbi-Est ? Dès lors, on s'interroge sur l'efficacité de l'assistance de l'Unicef aux populations vulnérables dans la région du Mayo Kebbi-Est. En d'autres termes, l'aide de l'Unicef répond-elle aux attentes des populations du Mayo Kebbi-Est ? De ce problème central découlent les questions secondaires suivantes : quels sont les mécanismes adoptés par l'Unicef dans le cadre de la prise en charge des populations vulnérables ? Quels sont les obstacles que rencontre l'Unicef lors de la prise en charge ? Quel bilan peut-on attribuer à l'Unicef sur ses réalisations dans la région du Mayo Kebbi –Est de 1960 -2020 ?

VIII- LES OBJECTIFS.

Ce travail présente un objectif général et est reparti en quatre objectifs subsidiaires.

⁴¹ P.Nd'a, *Méthodologie et guide pratique de mémoire de recherche et de la thèse de Doctorat*, Paris, l'Harmattan, 2007, P.40.

1-L'objectif général

L'objectif général de ce travail est de montrer les différentes activités menées par l'Unicef dans la prise en charge des enfants vulnérables au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi-Est. Autrement dit, le but est de présenter les actions de cette organisation.

2- Objectifs secondaires

Cependant, si l'objectif général est de montrer les différentes activités menées par l'Unicef dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi-Est, les objectifs subsidiaires se chargent d'expliquer l'objectif général. Dans ce cas, il serait question de :

- Présenter les stratégies et les mécanismes adoptés par l'Unicef dans le cadre des prises en charges des enfants au monde en général et en particulier au Tchad ;
- Ressortir les différends que rencontre l'Unicef au monde en général et en particulier au Tchad, précisément dans la région du Mayo Kebbi-Est ;
- Donner le bilan des réalisations de l'Unicef dans la région du Mayo Kebbi-Est ; Après avoir présenté les objectifs, la section qui suit analyse les théories utilisées dans le cadre de cette recherche.

IX-CADRE THEORIQUE

Le cadre théorique provient du grec *theorein* qui signifie observé, examiné. Selon I. Fischer, ce concept peut se définir comme « un ensemble des propositions cohérentes qui tendent à montrer pourquoi tels ou tels comportements se produisent et quelles relations peuvent être établies entre tel ou tel phénomène et telle ou telle attitude »⁴². Il est aussi un ensemble cohérent d'explications, d'idées sur un sujet précis, pouvant inclure des lois induites par l'occultation des faits provenant de l'observation. En outre, la théorie est un schéma explicatif ou un cadre de référence qui apporte une compréhension à des phénomènes identiques. La théorie est d'abord un moyen pour l'homme de connaître son environnement pour pouvoir y évoluer. Selon C. Popper, « Les théories sont des filets ». Quant à B. Corany, « Les théories sont des lentilles ». A cet effet,

⁴² M. Amougou, « l'utilité d'une coopération technique au sud du Sahara : Le cas des relations Cameroun-Unesco », Mémoire de Maitrise, en science politique à Université de Yaoundé II Sao, 2006, P.14.

pour ce travail, l'on s'est focalisé sur la théorie libérale, fonctionnaliste, compréhensive et explicative.

1- Théorie libérale

Le libéralisme est une doctrine politique et économique permettant la résolution des problèmes pacifique. En ce qui concerne les Relations Internationales (RI), on ne saurait parler d'une théorie libérale, mais plutôt d'une constellation d'approches et de théories. Plusieurs termes sont utilisés pour qualifier cette théorie : idéalisme, utopisme, transnationalisme, pluralisme. Le pluralisme est un terme généralement utilisé pour permettre de faire la différence entre les trois principaux paradigmes des RI à savoir : le réalisme ; le pluralisme et le globalisme qui sont les trois grandes visions globales. C'est donc idéalisme et utopisme de penser, fonder l'ordre international sur les idées de paix, de droit international. Le pluralisme qui est un concept reconnu insiste sur le côté pratique et le pragmatisme des idées libérales en insistant à la fois sur la pluralité des acteurs, des enjeux, des questions⁴³.

Le concept libéral dans la constitution politique rompt avec la vision Hobbesienne du contrat social. En effet, selon JOHN LOCKE, pour qu'un gouvernement soit légitime, son pouvoir doit reposer sur deux conditions :

- Il faut qu'il obtienne le consentement de ceux qu'il gouverne ;
- Il doit protéger les trois droits inhérents de chaque individu qui sont : sa vie, sa liberté et sa propriété.

Ceci fut inspiré par la révolution française de 1789, Kant insiste dans son projet de paix perpétuelle sur le fait que seule la forme du gouvernement qui corresponde à la raison et qui serait à mesure de contraindre la nature belliqueuse de l'homme, est la République. Une fédération de Républiques est la condition essentielle pour bâtir la paix perpétuelle. Les 03 articles définitifs de Kant demeurant à ce jour le noyau dur de la vision libérale des RI. Les libéraux croient en la possibilité de résoudre les problèmes qui affectent le système international tel que la guerre ou la pauvreté au moyen de réformes et non de révolutions qui doivent présider à l'évolution de l'humanité. Parce qu'ils croient en la nature foncièrement bonne de l'homme, le

⁴³ <https://www.toupie.org>, P.10 .consulté le 30 mars 2021.

libéralisme se caractérise par son optimisme⁴⁴. Ainsi, la théorie fonctionnaliste serait présentée dans la section qui suit.

2- Théorie fonctionnaliste

La théorie fonctionnaliste dans sa forme la plus élaborée a vu le jour pendant la deuxième guerre mondiale. D. MITRANY (1888-1975), fonctionnaire des Nations Unies de nationalité britannique et d'origine romaine, propose un plan pour la paix soutenable (A Working peace system)⁴⁵. Après avoir utilisé la théorie fonctionnaliste, il est nécessaire de présenter la théorie compréhensive.

3- Théorie compréhensive

La théorie compréhensive concerne les sciences humaines pour étudier le comportement de l'homme dans la société. Il est difficile de comprendre les causes objectives de ce comportement et les causes objectives dans lesquelles les hommes sont acteurs. Il est donc difficile d'appliquer le raisonnement causal dans les sciences sociales, car on ne peut pas faire abstraction de l'homme par rapport à l'action qu'il mène. On doit tenir compte de ce que l'homme lui-même pense dans l'action qu'il mène. Cette théorie est importante dans le cadre de cette recherche dans le sens qu'elle étudie le comportement de l'homme. Après la présentation de la théorie compréhensive, il est important de prendre connaissance de la théorie explicative.

4- Théorie explicative

Selon C. Popper, la théorie est dite explicative ou causale, lorsqu'elle vise à découvrir les causes extérieures, objectives d'un phénomène. C'est-à-dire des causes qui ne dépendent pas du sujet connaissant. La découverte ou le dévoilement des causes cachées, c'est-à-dire extérieures au phénomène étudié, permet d'expliquer ce phénomène. Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, c'est la démarche dans les sciences dites de la nature. A la suite de la présentation de la théorie explicative, il est nécessaire de prendre connaissance de la méthodologie utilisée.

⁴⁴ M. Amougou, « l'utilité d'une coopération technique au sud du Sahara ... », P.14.

⁴⁵ Ibid.

X- Méthodologie

M. GRAWITZ, dit que dans une recherche, la nature même des informations qu'il convient de recueillir pour atteindre un objectif, commande les moyens employés pour le faire. On ne chasse pas les papillons avec les hameçons en admettant que l'on puisse attraper parfois des papillons avec un filet à papillon. Il est donc indispensable d'attraper l'outil à la recherche.

Le décryptage de notre thématique a convoqué plusieurs sources. Dans ce cas, il s'agit notamment des sources écrites, orales, iconographique, audiovisuel et numérique. Il est donc question de résumer que les richesses les plus précieuses sont les méthodes. Malgré la véritable problématique des sources qui se pose de façon régulière à tous les chercheurs, l'aboutissement de ce travail est rendu possible grâce à la consultation des sources écrites, orales et webographies. Les documents écrits sont constitués d'ouvrages, des articles, des journaux et des revues scientifiques, notamment, mémoires, thèses et dictionnaires, encyclopédies et autre documents. En outre, il est important d'identifier les centres de recherche ayant permis la réalisation de ce travail : nous nous sommes rendu au centre d'étude et de recherche dynamique internationale africaine (CERDIA), Institut Français au Cameroun (IFC), à la Fondation Paul Ango Ela, à la direction de l'Unicef au Cameroun à Bastos et dans leur Bibliothèque à Tsinga, à la Bibliothèque de la faculté des Arts, Lettre et sciences humaines (BFALSH), des Bibliothèques des Cercles Histoire Géographie et Archéologie, philosophie, Psychologie, Sociologie et Anthropologie de l'Université de Yaoundé I, à l'Ecole Normale Supérieur (ENS) de la même Université, au Tchad dans les ministères et sur les terrains. En plus, l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC).

Par ailleurs, il est question de préciser qu'un historien soit un collecteur des données orales qui voyage pour recueillir des informations sur le présent et le passé pour projeter le futur⁴⁶. Trouver le juste document, voilà le travail auquel nous nous sommes attelés avec les éléments mis à notre disposition. A cause de la spécificité de l'histoire, nous avons fait recours à la géographie, à la sociologie, à l'anthropologie, à la science politique et à la science économique. Nous nous sommes alors servis de deux approches méthodologiques : l'approche qualitative qui est fondée sur une démarche empirico-inductive et l'approche

⁴⁶ J.F.Soulet, *L'Histoire Immédiate, Historiographie, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2008, P.9.

quantitative qui emprunte une démarche hypothético-déductive⁴⁷. De manière générale, nous optons pour une approche thématique et analytique de l'apport de l'Unicef dans la prise en charge des enfants vulnérables dans le Mayo Kebbi-Est au sud du Tchad qui est un manque à gagner. Les sources écrites ont été consultées dans les centres de documentation de la ville de Yaoundé et au Tchad. En effet, les sources orales occupent une place importante dans notre étude. Pour ce fait, les personnes interrogées étaient les acteurs de l'éducation à savoir les agents de l'Unicef, les enseignants, les enfants et la population de cette région. Cependant, ces sources orales ont été très capitales dans le cadre de l'analyse. Elles sont constituées d'un ensemble des témoignages, des personnes ressources et des groupes sociaux⁴⁸. Dans l'écriture de l'histoire africaine, les sources orales occupent une place importante. En fait, la collecte des sources orales a été effectuée par des enquêtes sur le terrain à travers les questionnaires de recherche bien établis. Le focus groupe fut une méthode pour cette recherche en regroupant au moins 05 personnes. Les moyens utilisés pour prendre les données, étaient : le téléphone pour prendre les photos, enregistrement des informations, un stylo, bloc note. Ces entretiens ont aidé à entrer en contact direct avec les informateurs. Le choix fut porter sur les personnes mixtes en prenant en compte les échantillonnages et les critères d'âge, le statut de l'ancienneté de résidence dans la région du Mayo Kebbi-Est. Alors, quant aux sources audiovisuelles, elles sont souvent importantes sans cesse pour mieux analyser le travail. Selon G. Sadoul, « quelque soient leurs genres, ces documents constitue pour l'avenir des trésors incomparables touchant l'histoire en générale, mais aussi celles des mœurs, des gestes, des arts, du langage et de la technique ».

Les sources numériques sont des documents relatifs à un thème de recherche. Elles ont été consultées en ligne dans les sites de recherche spécialisés de l'Unicef et d'autres. Ainsi, il serait question d'identifier ces sites de recherche :[:https://www.Unicef/org](https://www.Unicef/org), [Www.encyclopedie.fr](http://www.encyclopedie.fr), consulté le 21 août 2022 à 21h 57, [Https://www.croi rouge.ca](https://www.croi rouge.ca), P.1. Consulté le 20 août 2022, à 11h20, [Https://journals.openedition.org](https://journals.openedition.org), P.2. Consulté le 20 août 2022, à 19h00, pour ne citer que ceux-là. En outre, c'est à travers ces différents documents que ce travail fut réalisé. Mais il faut noter que ces documents ont été collectés et soumis aux confrontations et analysés avec l'esprit critique.

⁴⁷ M. Grawitz, *Méthode en sciences sociales*, Paris, Dalloz, 9^e édition, 1993, P. 470.

⁴⁸ G. Calame-Griaule, « Pour une étude ethnolinguistique des littératures orales africaines », *Langage*, N°18, Paris, Larousse, 1970, P.16.

La méthode diachronique et synchronique a été appliquée pour ce travail. L'approche diachronique et synchronique obéit aux orientations méthodologiques impulsées par l'école des Annales qui sont défendues par les auteurs : Lucien Febvre et Marc Bloch. Elles mettent sur pied la démarche qualitative et intègre la pluridisciplinarité⁴⁹. En plus, ce travail s'adosse sur la méthode inductive. La méthode inductive a permis à ce travail d'atteindre son but.

XI- DIFFICULTES

Dans une recherche scientifique, les difficultés sont toujours présentes. En d'autre terme, tout travail de recherche ne se réalise sans obstacles. Ainsi, le premier constat se situe au niveau des archives et des documentations. La grande partie des centres d'archives sont fermés due à la pandémie à coronavirus. Ceci pour faire comprendre que l'accès aux organisations internationales sont strictement interdit à cause de cette maladie. Notre rencontre avec le Directeur général de l'Unicef au Cameroun du 15 juin 2021 fut reportée à plusieurs reprises par le Directeur jusqu'au nouvel ordre pour accéder aux archives. Mais alors, suite au respect de cette maladie, le Directeur a orienté le chercheur sur les sites de l'Unicef pour mieux réaliser ce travail. En effet, il faut comprendre que la présence de cette maladie fut un handicap pour la réalisation de cette recherche comme il faut mais à travers les sources numériques nous sommes parvenus à réaliser ce travail. Par ailleurs, pour les sources orales, il faut comprendre que les obstacles que l'on rencontre se pose au niveau de l'insécurité des conflits éleveurs et agriculteurs dans cette région après le décès du président Idriss Deby Itno en 2021.

XII- PLAN DU TRAVAIL

La présente recherche qui porte sur l'Unicef et la prise en charge des enfants vulnérables dans la région du Mayo Kebbi-Est (1960-2020), se déploie en quatre (4) chapitres.

Le premier chapitre porte sur les causes profondes de la vulnérabilité des enfants au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi- Est. Ce chapitre se base sur l'insécurité au Tchad : les conflits, la pauvreté, le changement climatique, comme facteur a la contribution de la vulnérabilité des enfants.

⁴⁹ La recherche pluridisciplinaire est une démarche où collaborent les documents.

Le Deuxième chapitre quant à lui, présente l'engagement de l'Unicef à la cause des enfants vulnérables : objectifs, stratégies, organisation et fonctionnement de l'Unicef dans la question de prise en charge des enfants vulnérables.

Pour celui du troisième chapitre, il présente les mécanismes, moyens et activités de prise en charge des enfants vulnérables par l'Unicef dans la région du Mayo Kebbi-Est en particulier et au Tchad en général.

En fin, le quatrième chapitre présente bilan et perspectives de l'assistance de l'Unicef aux personnes vulnérables dans la région du Mayo Kebbi- Est. Dans ce chapitre, nous présentons les efforts fournis par l'Unicef dans la question de prise en charge des enfants vulnérables et ses limites et de donner quelques perspectives.

CHAPITRE I : LES CAUSES PROFONDES DE LA VULNERABILITE DES ENFANTS AU TCHAD EN GENERAL ET EN PARTICULIER DANS LA REGION DU MAYO KEBBI- EST.

Après les indépendances octroyées aux africains, le Tchad se heurte à des difficultés. Il entre en coopération avec les organisations internationales qui sont chargées de défendre les droits des enfants pour mieux l'aider à résoudre certains défis. C'est ainsi qu'on voit la présence de l'Unicef au Tchad qui commence ses activités sur les désarmements des enfants soldat. Mais, il faut comprendre que l'Unicef est né après la Deuxième Guerre Mondiale en 1946. L'ONU remplace la SDN (Société des Nations Unies) dans le but de promouvoir et de maintenir la paix dans le Monde. Ainsi, pour accomplir ses objectifs, l'ONU crée des organisations spécialisées et subsidiaires, c'est ainsi qu'est né l'Unicef. L'Unicef est un organe subsidiaire chargé des missions opérationnelles dans le cadre de prise en charge des enfants. Il est habilité à conclure des accords avec les gouvernements. Ce chapitre a pour objet d'étudier les différentes causes de la vulnérabilité des enfants au Tchad.

Ce chapitre analyse d'abord la question de l'insécurité au Tchad, en suite il analyse la question de la pauvreté.

I –L'INSECURITE AU TCHAD : LOCALISATION DE LA REGION, CONFLITS, ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'insécurité au Tchad est un phénomène qui gangrène l'épanouissement du pays depuis son accession à l'indépendance.

1- Localisation du Mayo Kebbi-Est

Le Mayo-Kebbi-Est est une région qui se trouve au sud-Ouest du Tchad. Elle est limitée au Nord par le Baguirmi, à l'Est par le Baguirmi, à l'Ouest par le Cameroun, au Sud par la Tandjilé et une partie du Mayo Kebbi-Ouest se trouve au Sud. Elle est composée de plusieurs ethnies parmi lesquels les Massa, Moundang Mousse, Toupouri, Moulou, Dari, Kera, et dans cette région il y a trois types de religions pratiquées par la population : musulmane, chrétienne et animistes⁵⁰. Cependant, la question de l'insécurité au sein de cette région serait choisie comme cause de la vulnérabilité des enfants tchadiens en général et en particulier dans cette province. Il

⁵⁰ G.F. Dumont « Géopolitique et populations au Tchad », *Outre-terre, Revue européenne de géopolitique*, Ghazipur, 2008, N°10.3917, P.266.

y'a de cela quelques décennies, les enfants ne cessent d'être victimes de tout genre de travaux et à traverser leur région d'origine ou leur pays pour chercher à mieux vivre. Depuis l'accession du Tchad à l'indépendance, cette région semble épargnée de son épanouissement sur tous les plans. Néanmoins, la constitution du 31 mars 1996 dispose, en ses articles 17 et 18, que la personne humaine est inviolable et sacrée.

En fait, dans le contexte de la protection, selon cette constitution, chaque être humain à droit à la vie, à l'intégrité de sa personne, à la sécurité, à la protection de sa vie privée et de ses biens. Cette constitution précise que nul ne peut être soumis, ni à des services ou traitements dégradants et inhumains, ni à la torture⁵¹. En plus, bien que le Tchad ait ratifié [la Convention relative aux droits de l'Enfant](#) et la Charte Africaine sur les droits et le bien-être de l'Enfant, leurs applications semblent être éloignées de leurs objectifs à atteindre⁵². Il y a beaucoup de problèmes auxquels les enfants font face, tels que le manque de l'éducation, manque d'accès aux soins de santé, le lié à la pauvreté, le travail des enfants etc⁵³. A la suite, les articles 335 et 336 de la loi pénale sanctionnent [l'exploitation des enfants](#) à travers la [prostitution](#) et prévoit des peines de 2 à 5 ans d'emprisonnement et une amende allant de 100.000 à 2 millions de FCFA (180 à 3.520 dollars). L'Assemblée Nationale a réexaminé les révisions du Code de la Protection de l'Enfant, le Code du Travail, le Code de la Famille pour sanctionner le trafic d'enfants et augmente la protection des enfants qui travaillent dans un secteur informel⁵⁴. Par ailleurs, dans le cadre de la situation géographique de cette région, il serait judicieux d'identifier la région du Mayo Kebbi-Est sur une carte tirée du rapport de mission conjointe d'évaluations multisectorielles du 11 octobre 2020⁵⁵.

⁵¹ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des Facteurs de Conflits, de Catastrophes naturels et de la Vulnérabilité du Système Educatif aux Chocs au Tchad, validé le 27 décembre 2013 à Bakara, Tchad, P.34.

⁵² <https://www.humanium.org/fr/>, P.2.

⁵³ <https://www.humanium.org/fr/comprendre> -droits enfants/droits à l'eau, P.1.

⁵⁴ <https://www.humanium.org/fr/comprendre> droits enfants /droit à la santé, P.5.

⁵⁵ Rapport de Mission Conjointe d'Évaluations Multisectorielles Mayo Kebbi -Est u 4 Au 11 Octobre 2020, P.5.

Dans cette carte, nous retrouvons les zones où l'Unicef a intervenu en 2020 avec ses collaborateurs. Après la présentation de cette carte, nous présentons la situation politique du Tchad en général et le Mayo Kebbi-Est en particulier.

- **La situation politique**

L'histoire politique du Tchad se montre d'une instabilité permanente qui fragilise ses options de développement. Ce pays, devenu une République autonome au sein de la Communauté française, depuis 1958, acquiert son indépendance le 11 août 1960. Mais, cette indépendance apparaît comme une « malédiction » pour le pays depuis 1960. Il se trouve très vite confronté à d'interminables conflits armés engendrés par de profondes divisions ethniques, religieuses et politiques.

En effet, la situation de la région du Mayo-kebbi-Est se justifie par la mauvaise gestion du pays victime d'un climat de tensions conflictuelles depuis 1960. De ce fait, des tensions sont toujours d'actualité en 2022, sous l'effet de facteurs politiques (conflits), climatiques (sécheresse et catastrophes naturelles) et économiques (augmentation des prix, notamment des denrées alimentaires). Ainsi, toutes ces crises liées aux conflits ont vraiment influencé l'épanouissement de la région du Mayo-kebbi-Est sur tous les plans. Après ces crises, s'enchaîne l'évènement de 1990.

Au début des années 1990, qui marque l'arrivée d'Idriss Deby Itno au pouvoir, l'État adopte des réformes politiques profondes. On assiste à la tenue d'élections pluralistes et à un processus de démocratisation. Par ailleurs, cette stabilité a été progressivement remise en cause, notamment après la révision constitutionnelle de 2005 qui permet au président Idriss Deby de se représenter pour un troisième mandat en mai 2006.

En revanche, la révision constitutionnelle replongea le pays dans une crise politique interne et déclencha une vague d'attaques de groupes rebelles dans le Nord Est et dans la capitale. La signature de « l'accord politique en vue du renforcement du processus démocratique au Tchad

» conclut le 13 août 2007, grâce au soutien de la communauté internationale (France, UE et OIF), réinstaura une certaine stabilité politique dans le pays⁵⁶.

Le Tchad, depuis l'avènement de la démocratisation en 1990, se trouve toujours dans un état fragile. Il est caractérisé par des conflits chroniques, des foyers de tensions persistantes liées à la conquête du pouvoir, la haine des conflits passés, la faible gouvernance, crises alimentaires et économiques. Cette région a toujours des capacités limitées pour gérer équitablement ses différends et les opportunités économiques. Elle se montre incapable d'assurer les services publics de base, traduite par un accès limité aux soins de santé, à l'eau et aux équipements sanitaires. En dehors de ces secteurs d'insécurité, s'ajoute l'insuffisance des infrastructures dynamiques⁵⁷.

La région du Mayo-Kebbi-Est est toujours à la traîne, présente des faiblesses dans tous les domaines. L'échec de cette région vient de la mauvaise gestion du pays et de contestations de pouvoir, les coups d'État. Ces conflits, souvent politiques, impliquent des communautés longtemps opposées, avec des racines plongeant parfois dans un passé très lointain⁵⁸. A l'analyse, au Tchad il faut comprendre que la transition démocratique, serait une force à l'état de la nature. La transition politique démocratique est une modalité de changement politique en Afrique noire francophone pour s'éterniser au pouvoir. La sociologie des transitions démocratiques est ce questionnement aussi bien des régularités tendancielle et des différences qui se dégagent des expériences nationales que des façons de penser et d'agir des acteurs ; d'autant plus que le champ de la démocratisation, en tant que processus est une arène (combat) de confrontations d'intérêts, des normes et des valeurs⁵⁹.

Si la problématique de réconciliation est un moyen important de sortie de crise, elle a toujours été mal comprise ou sciemment ignorée. Depuis les premiers affrontements politiques postindépendance, cette région est toujours dans l'obscurité politique par des personnes qui dupent la population. Il y a d'abord, les méthodes utilisées par les différents régimes ayant dirigé

⁵⁶ Rapport de l'Unicef sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection de l'Enfant et de la Formation des Forces de Sécurité sur les Droits de l'Enfant au Tchad, P.28.

⁵⁷ Ibid., PP.42-43

⁵⁸L. Gondeu « pouvoirs, conflits et communautés dans la Tandjilé et le Mayo-Kebbi-Est au Tchad : une lecture de la longue durée. De la période précoloniale à l'état postcolonial », thèse de doctorat en institut de sociologie, université de Neuchâtel, P.49.

⁵⁹ Ibid., P.51.

le pays face aux mouvements rebelles. On peut distinguer trois types de méthodologies appliquées dans ce cas. D'ailleurs le but des protagonistes tchadiens n'est toujours pas pour une paix durable, comme cela se passe ailleurs dans d'autres pays, mais plutôt pour pouvoir ensuite replonger le pays dans des conflits. Néanmoins, on doit ressortir les quelques systèmes de dialogue qui ont été mis sur pied après l'indépendance.

En première lieu, ce système s'est passé par le dialogue à travers les émissaires, souvent externes. C'est ce qui a été appliqué sous le régime de F. N. Tombalbaye lors des négociations avec les factions du Frolinat après l'enlèvement de la française Françoise Claustre. C'est en tentant de négocier sa libération que le commandant Galopin, conseiller militaire à la présidence de la République, trouva la mort. Sous Hissein Habré, cette méthodologie sera appliquée de façon systématiquement pour les négociations avec les rebelles du Sud au Tchad, les fameux « Codos ». Il s'agit d'une négociation sans compromis, ni promesse de postes de responsabilité dans l'appareil d'État ni dans l'Armée nationale. Autrement dit, les chefs rebelles ayant accepté « la politique de main tendue » rentre avec les armes et bagages, renonçant dès lors à la confrontation. Sous le régime d'Idriss Deby, cette stratégie serait encore amplifiée (augmentée) et connue sous le vocable de négociations partiales et parcellaires. En effet, sous Deby, les négociations ne suivent aucune norme officielle et sont utilisées comme moyens pour affaiblir ses adversaires politiques.

Les négociations se font à coup d'argent et de distribution de postes ou des grosses voitures de responsabilité, de positions dans l'administration publique et dans l'Armée. D'ailleurs, la plupart de ceux qui acceptent ce type de négociation, une fois qu'ils soient rentrés, observent trois types de comportements : soit, ils n'acceptent pas la réalité de la sédition en gardant leur égo (conscience en soi même) sauf s'ils reprennent plus tard les chemins du maquis ; soit, ils sont physiquement éliminés après un écart de comportement ; ou soit ils murent complètement dans le silence et là ils peuvent prospérer (réussir) plus longtemps dans ce comportement de la République.

Le deuxième système est celui de négociation sous le couvert d'un pays tiers. C'est le cas depuis la révolution de Frolinat, avec les accords de Khartoum sous Malloum et les différents accords signés au Nigeria, ayant permis la formation des GUNT. Plus récemment, il y a eu aussi des négociations avec l'UFDD de Mahamat Nour Abdelkérime sous l'égide du guide libyen

Kadhafi. Il faut juste rappeler que l'UFDD est un mouvement rebelle ayant réussi pour la première, sous Deby, à prendre pied dans la capitale en avril 2006, sans réussir à s'installer au pouvoir. Ces négociations n'ont pas également connu de grands succès puisque le président Deby a souvent été accusé par ses adversaires de ne pas respecter les accords⁶⁰.

Le troisième système est celui de la proposition de la paix par la poursuite de la guerre. Ce système semble se lire dans les derniers accords de paix signés avec les communautés en révolte de Miski dans le Tibesti. Cette méthode allie à la fois le bâton et la carotte. Autrement dit, en même temps que le pouvoir tend la main aux groupes rebelles, en même temps, il occupe militairement le terrain, en commettant des exactions diverses dans l'optique de discréditer l'action des adversaires.

La question du dialogue serait encore d'actualité au Qatar en 2022 où le gouvernement se retrouve sur une table de négociation avec des politico-militaires dans le but de trouver un terrain d'entente pour la réussite du dialogue national inclusif et souverain DNIS pour un Tchad qui se veut un pays de justice, de vivre ensemble dans la paix et de conduire la période de transition sur un bon timing.

Dans ce cas, il faut comprendre que des groupes rebelles en désordre au sein du pays expliquent clairement la non-réconciliation dans le pays. Car, il serait impossible d'avoir la paix dans un Etat de conservation exclusive du pouvoir. C'est dans ces mêmes veines que l'on peut classer la conférence nationale de 1993 et le forum national inclusif de 2018. Ces deux conférences qui ont été organisées en vue de débattre des maux qui minent leur pays et de mettre sur pied une loi dans le sens de vivre dans la justice et en toutes sécurités dans la paix. Elles sont faites des promesses non tenues. En plus, on peut donc sereinement dire que la problématique de réconciliation telle qu'elle a été abordée dans ce travail n'est pas la préoccupation du gouvernement tchadien. Ce qui intéresse les acteurs politiques c'est le pouvoir politique du moment. Si l'on est incapable de se faire la paix sur des problèmes de fraîches dates, ce n'est donc pas étonnant que les conflits de longue durée soient reniés⁶¹.

⁶⁰ L. Gondeu « pouvoirs, conflits et communautés... », PP. 148-149.

⁶¹ Ibid.

D'ailleurs, la colonisation de l'Afrique ne semble toujours pas terminée, surtout dans l'espace francophone où l'ancien maître, c'est-à-dire la France, continue à influencer les politiques locales. Dans certains pays, tel que le Tchad, elle continue à y tenir de bases militaires, à adouber les leaders politiques et à maintenir au pouvoir des dirigeants à sa dévotion. Le passé de la colonisation n'a jamais été interrogé ; mieux les injustices commises sous la colonisation sont couvertes par le sceau du secret, si ce n'est le déni (injustice) tout court, c'est-à-dire ne pas vouloir accorder ce que la justice exige. D'ailleurs, le système politique actuel est une continuation de ce legs colonial, représenté dans la formation des élites politiques et administratives⁶².

Le Rapport de situation n° 09 (25/10/2014) d'OCHA5 d'octobre 2014 fait état de 150 000 personnes ayant fui la crise en RCA et qui sont arrivées au Tchad depuis la fin du décembre 2013 (dont au moins 70% de femmes et d'enfants)⁶³. Dans un sens global, la politique tchadienne, depuis l'indépendance est menacée par l'instabilité, les coups d'Etat, l'autoritarisme, les divisions religieuses et ethniques, les guerres civiles, les groupes armés, les luttes politiques, l'éruption des violences périodiques, la faible démocratisation et les élections contestées.

Le Tchad est confronté aux risques de contagion suite à l'aggravation de l'instabilité et de la volatilité régionales, couplée de la porosité (défaut) des frontières. Ainsi, la détérioration de la sécurité en République Centrafricaine (RCA) résultant de la haine et des affrontements ouverts entre les groupes religieux et ethniques provoque l'afflux des réfugiés vers le Tchad; les conflits au Sud Soudan et la crise en Libye sont des sources supplémentaires d'insécurité et d'instabilité transfrontalières avec des effets de débordement et de contagion favorisées par la fluidité et la porosité frontalières.

Les mouvements de réfugiés et des retournés fuyant les conflits accroissent les rivalités sur les ressources limitées et précaires, y compris le système éducatif déjà vulnérable, entre les communautés locales et les arrivants considérés comme envahisseurs⁶⁴. Suite au conflit soudanais

⁶² Gondeu « pouvoirs, conflits et communautés... », P.53.

⁶³ Rapport de l'Etude Cartographique sur Exposition et Vulnérabilité aux Conflits et aux Catastrophes des Ecoles dans 14 Régions du Tchad, Ndjamena, janvier 2016, P.11.

⁶⁴ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des Facteurs de Conflits, de Catastrophes Naturelles et de la Vulnérabilité du Système Educatif aux Chocs au Tchad, Bakara, 2013, P.14.

de septembre 2004, près de 200 000 personnes se sont réfugiées au Tchad. Ainsi, le pays se retrouve avec 85 % des réfugiés, majoritairement des enfants et des femmes. Dans ce cas, il y'a eu vraiment des personnes qui étaient victimes des pires atrocités (souffrances) et sévices au Soudan⁶⁵.

Alors, les réfugiés soudanais se retrouvaient avec une aide significative dans les camps mais leurs mécanismes de survie restaient extrêmement fragiles dans l'environnement hostile du Tchad oriental. Les opportunités de recevoir une éducation restent insuffisantes pour tous les enfants. En plus, ces enfants se retrouvent en situation difficile avec des taux de malnutrition furent augmentés. L'arrivée de 200 000 réfugiés soudanais dans la région désertique du Tchad oriental en 2004, imposait une lourde contrainte sur des ressources hydrauliques très limitées. Après avoir étudié la situation des réfugiés, nous analysons la problématique de l'injustice sociale⁶⁶.

- l'injustice sociale comme facteur de la vulnérabilité des enfants.

La question de l'injustice sociale est souvent comprise dans le cadre de l'identité sociale, de l'âge, des handicaps, de l'orientation sexuelle, de l'identité du genre, de l'emplacement géographique, de la profession, de la race, de l'ethnicité, de la religion, ou du statut de la citoyenneté. Pour autant, aucune identité unique ne décrit vraiment un individu ; l'intersection des identités confère un avantage ou un désavantage réel⁶⁷.

Les processus d'exclusion peuvent avoir des effets à long terme sur l'état d'esprit, la psyché et la dignité des groupes subordonnés ou exclus. Cette exclusion, à son tour, affecte l'aptitude de ces groupes à accéder aux opportunités qui leur sont données. L'injustice sociale serait considérée comme traite d'esclavage au sein d'un pays ou d'une région. Des pratiques moins explicites peuvent aussi avoir des effets dévastateurs sur les groupes exclus.

En recourant à une enquête démographique et de santé (EDS), qui contient des données sur l'ethnicité et la richesse basée sur la propriété de certains actifs d'êtres humains comme des sous hommes. Le fait de considérer certains groupes ethniques comme supérieur à certains, cause

⁶⁵ Rapport de l'Action Humanitaire de l'Unicef 2006, P.29.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ D. M. Bordia et A. E. Sabina., « L'inclusion sociale en Afrique », Washington, N°1818 H Street NW, 2019. www.worldbank.org Certains droits réservés, P.14.

souvent des problèmes dans les zones rurales et urbaines. Suite à un constat fait, la question de considérer une ethnie supérieure à certains serait en fait considérée comme une menace pour le développement des zones rurales ou urbaines. D'une manière générale dans le monde et en particulier au Tchad, certains groupes ethniques sont parfois écartés des certains postes jusqu'à ce qu'ils se manifestent et parfois, ils se terminent comme des enfants pleurnichards à cause d'injustice sociale.

Au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi-Est, certaines ethnies se croient plus fort que les autres. Aujourd'hui, ce genre d'injustice sociale prend d'ampleur dans le monde et en particulier au Tchad d'où des enfants se retrouvent en état de vulnérabilité. Celle-ci a de grave conséquences dévastatrices, et pour finir entraîner les victimes à se désengager d'un système qu'elles perçoivent comme approuvant l'intimidation. Et cela peut se produire, et se produit, dans un système éducatif très performant par ailleurs. Ainsi, les personnes victimes de ces discriminations sont à la porte de la pauvreté. Mais, dans ces situations, elles peuvent être affectées par des processus d'exclusion qui les empêchent de réaliser pleinement leur potentiel. Pour donner un autre exemple, une personne à la mobilité réduite mais, qui appartient à un ménage aisé, ne souffre pas de pauvreté ; Mais, elle peut être exclue en raison d'infrastructures ou de services inaccessibles. Il est donc important de reconnaître que l'injustice sociale peut tirer son origine de la mal gouvernance au sein du pays⁶⁸.

En effet, le Mayo Kebbi-Est une province centrale ayant un sérieux problème dans tous les domaines, comme la question de la répartition sociale économique, la corruption, les abus de pouvoir et la culture de l'impunité. Au sein de cet Etat, l'injustice sociale et la politisation de l'administration publique sont des phénomènes qui handicapent le pays depuis des années et sont encore d'actualité. En fait, la contestation électorale, la politisation du système éducatif, la discrimination ethnique, religieuse et territoriale posent problème de plus en plus au Tchad d'une manière générale et en particulier dans la région du Mayo-Kebbi-Est. Après ces différentes situations mentionnées plus haut, il est important de connaître que cette région du Tchad est le plus faible sur tous les plans à travers des indices qui classent le pays dans un processus de développement. Par l'analyse, ce pays habituellement victime de l'insécurité fait face à des chocs et défis de développement communs et multiples.

⁶⁸ Bordia et Sabina., « L'inclusion sociale en ... », PP.16-17.

D'une manière générale, la mal gouvernance, l'incapacité administrative, crises humanitaires chroniques et des catastrophes naturelles récurrentes des tensions sociales persistantes, tous sont source de la vulnérabilité des enfants. Par la suite, les types des violences ou types d'exploitation des enfants dans des travaux sont les legs de la mal gouvernance ou le non-respect des lois signées. Cette fois ci il faut ajouter les caractéristiques classant le Tchad comme pays sous développé.

Cependant, les caractéristiques classant le Tchad parmi les derniers pays avec des faibles indices en termes de gouvernance ou la vulnérabilité. Mais alors, l'indice de corruption de transparency international de 2013 classe le Tchad 165^e sur 176^e pays. En plus, le rapport *Doing Business* de la banque mondiale a classé le Tchad 184^e sur 185 pays. Dans ce contexte, on ajoute l'indice 'Mo Ibrahim, qui mesure la gouvernance et le leadership en Afrique, il classe le Tchad à la 52^e position sur 53 pays en 2013. Par la suite, l'indice de développement humain (IDH) du PNUD place le Tchad au rang de 184^e sur 186 pays en 2012. En fin, le *failed state index de fund for peace and foreign policy Magazine* a classé le Tchad 5^e pays le plus fragile sur 178 Etats. Cependant, à travers ces mauvais classements, il prouve à suffisance son échec dans tous les domaines. Autrement dit, le Tchad est un pays le plus exposé aux différends. Il traverse des différentes crises, des instabilités. Face à ces différentes crises, la région du Mayo-kebbi -Est se trouve handicapé dans tous les domaines. L'année 2009 fut une année qui renvoie au même indice de 2013 où le pays se retrouve au rang de 4^e , 2^e, 4^e et 5^e sur 178 Etats considérés comme les plus fragiles au monde⁶⁹.

Depuis plusieurs années, le Tchad est touché par une crise sécuritaire, politique, alimentaire et humanitaire sans précédent. Selon le bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), quatre crises majeures affectent directement 3,9 millions de personnes au Tchad. Les mouvements de population, les épidémies et les catastrophes naturelles sont interconnectées et affectent souvent les mêmes populations de façon combinée, contribuant à exacerber les besoins humanitaires. Ces facteurs amplifient les vulnérabilités existantes dans un contexte de pauvreté et de sous-développement. En effet, le Tchad est classé

⁶⁹ Rapport de l'Unicef sur Analyse des Facteurs de Conflits, de Catastrophes Naturels et de la Vulnérabilité du Système Educatif aux Chocs au Tchad, validé le 27 décembre 2013 à Bakara, Tchad, PP .44.

185 sur 188 selon (IDH, PNUD) de 2014. Dans ce même cadre, l'espérance de vie est de 51,6 ans. Le taux de pauvreté est 46.7% au niveau national et le taux de mortalité qui est de 88,5%⁷⁰.

En plus, la pauvreté a été réduite de 55% à 47 % entre 2003 et 2011 ; le pays fait encore face à une autre crise financière qui impacte son évolution future. En 2016, le Tchad figurait à la 186^{ème} position sur 188 pays, basé sur l'Index du développement humain des Nations-Unies qui mesure l'espérance de vie, les années de scolarité escomptées, le Revenu National Brut (RNB), l'indice de développement humain ajusté aux inégalités, l'évolution de la femme, la population, la pauvreté, l'emploi, la sécurité humaine et plus⁷¹. Par ailleurs, Il est classé 185^{ème} rang sur 188 selon l'Indice de Développement Humain en 2015 (Rapport PNUD, 2015). La pauvreté et l'insécurité alimentaire vont ensemble et touchent en premier lieu les populations rurales et les couches sociales les plus démunies des grandes villes. Elles sont multidimensionnelles et tirent leurs racines dans les déficits céréalier et fourrager, les effets cumulatifs des crises et catastrophes successives, la pauvreté généralisée chez une frange Priorités résilience pays (PRP).la population tchadienne fait face à des nombreuses répercussions de l'enclavement, les difficultés d'accès aux services sociaux de base⁷².

Ainsi, il serait judicieux de voir les indices de l'année 2011 et celui de 2012 pour mieux comprendre la situation étouffante de ce pays. Pendant cette période, le Tchad a reçu un très grand nombre des réfugiés fuyant le Soudan et la Centrafrique suite aux conflits internes. A cette époque, ce pays se retrouve avec 90 000 réfugiés et pourtant il a une capacité limitée pour répondre aux besoins de sa population. On peut aussi citer la crise du Darfour et celle de la Centrafrique qui ont donné un taux estimé de 500 000 réfugiés et déplacés.

Plusieurs conflits sont à l'origine de la vulnérabilité des enfants. Au Tchad, la création de plusieurs mouvements de rébellion au Nord du pays accélère la vulnérabilité des enfants sur l'étendue du territoire. Les violences provoquées par la crise du Darfour depuis 2005 et les affrontements intercommunautaires à l'Est du pays, ont occasionné les pertes en vie humaines. Pour sauver la vie des enfants, les clusters (groupement des malades) ont été mis sur pied. La

⁷⁰ Rapport de l'Analyse de la Situation et des Besoins Spécifiques des Enfants Vulnérables à Ndjamena, P.2. cdmtchad@secours-islamique.org et coordoprogtchad@secoursislamique.org consulté le 21/06/2022, 20h 30

⁷¹ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des facteurs de conflits..., P.3.

⁷² Rapport sur les Priorités Résilience du Tchad Version Finale, 2016, P.17.

formation des groupes de rébellion ou des Boko haram au sein du Tchad comme à l'extérieur, a contribué véritablement à la destruction du pays⁷³.

En effet, la population de ce pays est jeune et la grande partie se retrouve au chômage. Ces personnes au chômage sont plus radicalisées s'engagent dans des groupes armés. En fait, l'insuffisance d'opportunité et d'alternatives de vie conduit les jeunes à entrer dans l'armée⁷⁴. Cependant, on doit ressortir quelques types de conflits qui affectent certaines régions au Tchad. Il s'agit de : conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflits inter religieux, conflits inter ethniques, conflits entre autochtones ou conflits fonciers, conflits liés aux retombées de l'exploitation minière, Conflits liés aux sites d'implantation des écoles, Conflits scolaires. Dans ces genres de conflit, il est nécessaire de mettre l'accent sur les plus fréquents. Il s'agit d'inspecter l'exposition des écoles aux différents types des violences qui surviennent en milieu éducatif, agriculteurs et éleveurs, Conflits fonciers⁷⁵.

Depuis L'accession à l'indépendance au Tchad, la région du Mayo-kebbi-Est a connu presque toutes les difficultés du monde que certaines régions du pays. D'ailleurs, le Tchad est un pays qui a trop souffert d'insécurité et continu de les subir. Néanmoins, la situation religieuse qui sème des conflits partout dans le monde depuis le 17^e siècle et qui continue de mener ses opérations dans le monde, est à l'origine de l'insécurité au Tchad depuis son indépendance. En dehors de cette crise religieuse, s'ajoute l'histoire de la discrimination ethnique, régionale et foncière où la population se batte sur la question des terrains. En effet, après les crises internes, il serait important d'ajouter les conflits fonciers et religieux qui sont des causes à la vulnérabilité des enfants⁷⁶

2- Les crises foncières et religieuses.

Plusieurs enfants se retrouvent séparer de leurs familles au Tchad suite aux conflits qui plongent le pays dans des situations catastrophiques depuis des années. Ces conflits d'origine foncière quelquefois amènent souvent la population à la bagarre et cela peut se solder par plusieurs décès, de malades et des handicapés. Suite aux arrachements de la vie de population liés

⁷³ Rapport de Stratégie de Protection de l'Enfant dans les Situations Humanitaires au Tchad, 2016-2018, P.2.

⁷⁴ Ibid., P.45.

⁷⁵ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des facteurs de conflits de catastrophes naturelles et de la vulnérabilité du système éducatif aux chocs au Tchad, Bakara, 2013, P.48.

⁷⁶ Ibid.,P.46.

aux conflits, les enfants se retrouvent en état de vulnérabilité. Ces événements conflictuels entraînent de flux de population pour mieux avoir la vie sauve dans certains endroits meilleurs que le leur. Ainsi, le lieu d'accueil expose souvent les enfants à toute sorte de maltraitance⁷⁷.

La problématique de religion influence sur la vie sociale au Tchad et en particulier dans la région du Mayo-kebbi-Est: l'islam, le christianisme et l'animisme. Cependant, avec une centaine d'ethnies et des pratiques coutumières très diverses, le mode de vie et les pratiques des populations tchadiennes sont très variés. À défaut d'une codification des règles coutumières, la Constitution consacre l'application des coutumes en ces termes : « Jusqu'à leur codification, les règles coutumières et traditionnelles ne s'appliquent que dans les communautés où elles sont reconnues. » Ceci permet de dire que les pratiques coutumières qui vont à l'encontre des engagements internationaux, notamment des conventions dûment ratifiées. L'influence de la religion y est aussi très grande dans le sens de vivre ensemble et la cohabitation pacifique. C'est d'ailleurs en cela que l'application des lois existantes pose problème. Même si l'alinéa 2 de l'article 156 de la Constitution précise que « les coutumes contraires à l'ordre public ou celles qui prônent l'inégalité entre les citoyens sont interdites ».

La réalité donne une prépondérance aux règles coutumières et religieuses par rapport au droit positif. À titre d'exemple on note la discrimination entre filles et garçons en matière de succession. La pratique très répandue du mariage précoce et du mariage par rapt, les pratiques traditionnelles néfastes (comme le mariage forcé, etc.), le travail des enfants, les enfants mouhadjirin aussi connus sous le nom de talibés (les enfants confiés à des marabouts pour l'apprentissage du Coran), l'application de la diya (voir encadré) ou autres arrangements en dépit de la loi pénale⁷⁸. Dans ce cas, on peut ressortir quelques raisons notamment économiques et sociales courent un risque plus élevé d'être victime d'acte de violence, abus, exploitation et de négligence pendant une situation complexe. Ces enfants se retrouvent souvent privés des soins et de la protection de leurs familles pendant le moment où ils ont besoins de paix.

En dehors de ces situations, on retrouve les enfants en situation d'handicap qui sont particulièrement vulnérable à cause de la maltraitance de tout genre. D'une manière générale au

⁷⁷Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des facteurs de conflits de catastrophes naturelles et de la vulnérabilité du système éducatif aux chocs au Tchad, Bakara, P.4.

⁷⁸ Rapport de l'Unicef sur la cartographie et évaluation du système de protection de l'enfant et de la formation des forces de sécurité sur les droits de l'enfant au Tchad, 2014, PP.28 -29. www.ibcr.org.

Tchad, on peut estimer que 5,3 % de la population vivaient avec un handicap en 2004. Les personnes atteintes de handicap sont beaucoup plus des victimes des conflits liés aux guerres. Sur les quelque 476 000 personnes handicapées au Tchad recensées en 2003, 2,3 % étaient atteintes de déficiences visuelles, 1,6 % de déficiences motrices, 1,2 % de déficiences auditives et 0,5 % de déficiences de la parole ou du langage. Les personnes âgées étaient les plus touchées ; seulement 1,6 % des enfants de 0 à 4 ans et 3 % des enfants de 5 à 14 ans étaient handicapés⁷⁹. On estime au Tchad aujourd'hui plus de 1685 enfants non accompagnés et enfants séparés (ENAES) suite à la crise centrafricaine, avec les retournés, des Nigeria et de flux interne dans la région du lac Tchad. Ces difficultés ont contribué à mettre sur pied un processus d'identification, documentation et IDTRC (recherche) pour une prise en charge et faciliter la réunification familiale.

Selon les données collectées en 2014, le ministre de l'action sociale, de solidarité nationale, et le document de « cartographie et évolution du système de protection de l'enfant au Tchad » présentent 68% de filles mariés avant l'Age de 18ans, 29,2% des enfants sont victimes d'exploitation sexuelle et de viol (66,7% de filles et 33,3% de garçons)⁸⁰. Selon un rapport de la seconde communication nationale du Tchad sur les changements climatiques de juin 2012, la vulnérabilité exprime le niveau auquel un système peut être dégradé ou endommagé face à l'évolution du climat. Elle dépend aussi bien des facteurs physiques et socio-économiques.⁸¹ Ainsi, il faut ajouter les conflits agriculteurs et éleveurs comme ayant facteur de la vulnérabilité des enfants au Tchad.

3- Les conflits agriculteurs et éleveurs dans la région du Mayo Kebbi-Est

Par la curiosité, il faut recenser les conflits agriculteurs et éleveurs liés à l'exploitation des ressources agro-pastorales (points d'eau, pâturages, terres salées) ou au vol de bétail⁸². Le Mayo-Kebbi-Est est une région agro-pastorale dont son économie reposait exclusivement sur ces deux secteurs qu'on peut estimer à 20 % au PIB avant l'année 2003. La dégradation des écosystèmes s'est fortement accentuée ces dernières années sous les effets conjugués de plusieurs

⁷⁹Rapport de l'Etude Cartographique sur Exposition et Vulnérabilité aux Conflits et aux Catastrophes des Ecoles dans 14 régions du Tchad. Ndjamena, janvier 2016, P.32.

⁸⁰ Ibid., P. 4.

⁸¹ Rapport de la Communication Nationale du Tchad sur les Changements Climatiques, 2012, P.12.

⁸² Rapport de l'Union Européenne sur Médiation Agro-Pastorale au Sahel, 2020, P.4. www.hdcentre.org/fr consulté le 05/02/2022 à 20h30.

facteurs dont les plus marquants sont : la baisse de la pluviométrie, l'accroissement rapide de la démographie et les modes de gestion des ressources de base. Cette dégradation se présente par des situations des baisses des eaux de pluie qui réduisent le plus le rendement agricole et une diminution de quantité de ressources fourragères (zones de pâturage). C'est à cause des changements climatiques que ces deux secteurs clés d'économie se retrouvent en crise depuis plusieurs décennies. Elle pousse les éleveurs de la zone septentrionale à intensifier leur transhumance vers la zone méridionale. Cette migration des personnes et du bétail vers le sud, zone à vocation agricole, ne s'effectue pas sans poser des problèmes sociaux. Le déplacement des éleveurs vers le Sud du Tchad à la recherche des pâturages sont cause souvent des problèmes aux agriculteurs qui se retrouvent toujours dans un cadre de conflictuel. La cohabitation entre ces deux communautés est émaillée d'affrontements aux issues parfois sanglantes et meurtrières. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs furent multipliés depuis 1979 dans le Moyen-Chari et se déclenchèrent toujours avec la même cause à savoir que les animaux ont dévasté les champs de mil, du coton, de manioc, arachide et jusqu'à présent cette situation conflictuelle persiste.

Les couloirs de transhumance, naguère définis en 1959 pour faciliter les mouvements du bétail, sont aujourd'hui occupés par les agriculteurs ou simplement abandonnés à cause de manque de points d'eau (puits pastoraux). Les autorités administratives, militaires et politiques qui sont chargées de faire régner la paix sociale, semblent être à l'origine de certains conflits. Plus souvent, les règlements de ces conflits aboutissent à des jugements dont les victimes (agriculteurs et éleveurs) sortent frustrés. Alors, pour résoudre ces conflits qui minent les secteurs clés de l'économie tchadienne, le gouvernement essaie de tenir une conférence nationale à N'djaména en 1993 dans le but d'éradiquer ce phénomène. Cependant, le séminaire national s'est tenu à N'djaména en 1999 sur le même thème, le gouvernement favorise l'autogestion du conflit en suscitant la création des commissions paritaires (formées d'un nombre égal d'agriculteurs et d'éleveurs) en vue de régler eux-mêmes leurs différends⁸³.

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la région du Mayo-Kebbi-Est ne sont pas accentués comme cela se passe dans d'autre région du pays. Néanmoins, il serait judicieux de dire que ces conflits trouvent leurs origines dans la mauvaise gestion des ressources naturelles et des espaces. En effet, ces conflits commencent des graves dégâts depuis 1970 et ils sont

⁸³ P. pabamé., « le conflit agriculteurs/éleveurs dans la zone soudanienne le cas du Moyen-Chari au sud du Tchad », Mémoire de DEA en Ingénieur d'Agronomie Tropicale , Université Toulouse le Mirail, 2000, PP.7-8.

d'actualités au sein du pays. A l'analyse, il serait évident de dire que le changement climatique est un phénomène désastreux qui entraîne des conflits sans oublier la poussée démographique et à la pression foncière. Cependant, l'étude de ces conflits prouve que l'arrivée brusque et massive des troupeaux dans une région à tradition agricole et par les mauvaises gestions des espaces, provoque ces conflits. Une autre cause de la vulnérabilité des enfants est le changement climatique⁸⁴.

II- LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PAUVRETE, COMME FACTEUR A LA CONTRIBUTION DE LA VULNERABILITE DES ENFANTS.

A propos du climat, la région du Mayo- Kebbi-Est est une province qui a un climat de type semi-aride sec et chaud. Cette région est divisée en quatre départements : le département de Kabbia, de Mayo -Boney, Mayo-Lémié et le département de Mont Illi. Elle se trouve dans la partie Sud-Ouest du pays. La population de cette région est estimée à 769178 habitants sur une superficie de 18 186 km². La densité de population de cette province du Mayo-Kebbi-Est est donc de 42,3 habitants par km². Dans cette région de quatre départements, on retrouve les villes reconnues comme : Bongor, Fianga et Guelendeng. En effet, les activités les plus pratiquées sont agriculture et élevage. A l'état de ces activités, il est important de reconnaître que la population de cette région se base sur la culture du : mils, arachides, céréales, riz, taro, patate, manioc et le coton, pour ne citer que ceux-là. Deuxièmement, l'élevage concerne les bovins, les caprins et les volailles. Il est évident de dire que la région du Mayo-kebbi-Est dispose peu de ressources minières, les ressources pétrolières découvertes depuis les années 1970 à Doba se trouvent en état d'exploitation en 2003. L'économie du Tchad fut longtemps basée sur l'agriculture et l'élevage et continue son bonhomme chemin sur ces secteurs.

En effet, le PIB a évolué entre 1971 et 1977 avec un taux de croissance faible mais positif, de 1,4 % (FAO/SMAR, 2000), qui a été freiné en 1979 par la guerre. Depuis lors, la croissance a du mal à s'amorcer et fluctue en fonction du prix des céréales et des aléas de la crise du coton (1998). Ainsi, cette région de la zone semi-aride est donc confrontée à plusieurs différends⁸⁵.

⁸⁴ P.S. Sougnabe., *Conflits agriculteurs-éleveurs en zone soudanienne au Tchad: une étude comparée de deux régions: Moyen-Chari et Mayo-Kebbi*, 2003, P.2.<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00136995>, consulté le 05/02/2022 à 20h00.

⁸⁵ Ibid., P.10.

Après avoir présenté le problème du changement climatique, nous présentons les difficultés du Mayo-Kebbi-Est.

1. Présentation des difficultés du Mayo Kebbi-Est.

La zone soudanienne couvre la région du Mayo Kebbi-Est limitrophe du Cameroun. Cette zone est caractérisée par une pluviométrie comprise entre 800 et 1200 mm par an. Cette province présente de vastes domaines très fertiles aussi bien pour les cultures vivrières comme (riz, mil pénicillaire, arachide, sorgho), les oléagineux et les tubercules. Elle compte environ 7 millions d'habitants en 2008 et une densité moyenne d'environ 38 hab. /km². Le peuplement est donc plus important dans cette région du Sud, mais néanmoins varié ; le Mayo Kebbi-Est a une densité de 45 hab. /km². Il en résulte que cette région est sujette aux contraintes climatiques des inondations, des sècheresses et des vents violents et elle devient de plus en plus vulnérable aux chocs internes. En effet, il est probable d'expliquer les problèmes liés aux inondations et vent violent qui cause des sécheresses⁸⁶.

Au Tchad d'une manière générale et en particulier dans la région du Mayo Kebbi-Est, le nombre d'orphelins ne cesse de croître. Un enfant qui perd ses parents de manière précoce vit des déséquilibres dans sa construction identitaire et sociale. Bon nombre d'organismes d'aide à l'enfance se chargent aujourd'hui de subvenir aux besoins primaires de milliers d'enfants en difficulté dans le monde. Nous voulons comprendre ici le cheminement de vie des orphelins dans des sociétés tchadiennes en se penchant sur les particularités liées aux conséquences directes et indirectes de la perte de ses parents, et à sa position sociale. Ces enfants ont-ils une progression scolaire similaire aux enfants dont les parents sont encore vivants ? Cette interrogation nous permet d'analyser ces phénomènes à travers l'étude du parcours de vie des jeunes orphelins tchadiens⁸⁷. Dans le cas de la vulnérabilité, on retrouve des enfants en situation de la faim, les déplacements et la maladie sont le lot quotidien de millions de personnes au Tchad. Plus de 100 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition et 1 sur 10 000 en meurt chaque jour.

En 2011, la sécheresse, les inondations, sans compter les répercussions de la sécheresse de 2009-2010, ont accru l'insécurité alimentaire pesant sur la population, notamment dans la

⁸⁶ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des Facteurs de Conflits, de Catastrophes..., P.75.

⁸⁷ H. Bagirishya., « Enfance en difficulté et socialisation en milieu urbain africain. Étude des parcours de vie d'orphelins d'addis abéba (Ethiopie) », Mémoire en sociologie pour l'obtention du grade de maître des arts d'université Laval Québec 2008, P. 2.

ceinture sahéenne estimée à (1,3 million de personnes)⁸⁸. Cependant, Suite au faible accès aux services sociaux de base (accès limité à l'eau potable, à l'assainissement, aux soins de santé primaire ...) et à l'apparition de maladies à potentiel épidémique, près de 2 millions des personnes sont affectées par les urgences sanitaires parmi lesquelles les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes. Plus de 1 687 775 cas suspects de paludisme dont 1 009 598 cas confirmés avec 2 059 décès ont été notifiés entre janvier et mi-novembre 2019.

Le paludisme est l'une des principales cause de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et affecte l'ensemble du pays avec un nombre plus élevé dans les provinces du sud et à N'Djaména et une période de pic en saison pluvieuse. Il affecte également la situation économique des ménages et contribue à l'accroissement des taux de mortalité maternelle et infantile qui sont parmi les plus élevés au monde (860 décès pour 100 000 naissances vivantes pour la mortalité maternelles et 72 pour 1 000 naissances vivantes pour la mortalité infantile)⁸⁹.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problématiques chroniques au Tchad, exacerbées par le contexte socio-économique difficile que traverse le pays depuis 2015, en raison de la baisse des revenus pétroliers. Les changements climatiques influent également sur la production agricole et animale et la pression sur les maigres ressources disponibles (terre, fourrage, eau...) dans les zones ayant connu des afflux de personnes en déplacement (refugiés, déplacés internes et retournés) aggrave les vulnérabilités⁹⁰. Dans ces conditions, il serait important de connaître que la sécheresse est le produit de multiples facteurs agissant simultanément : la désertification, la perte de fertilité des terres de culture à cause de l'érosion par les vents et par l'eau mais aussi la mauvaise utilisation des terres par des systèmes de production rurale inappropriés⁹¹.

Le Mayo Kebbi-Est est une région sous développée où les conditions de vie sont défavorables. Il est considéré comme un continent à part de son pays pendant les périodes de pluie, car, elle n'a aucun accès aux voies de communication permettant de lui rendre la vie paisible comme cela se passe ailleurs dans d'autres régions du pays. La population de cette région

⁸⁸ Rapport sur l'Action Humanitaire de l'UNICEF pour les Enfants, 2012, P.34. www.unicef.org/french/hac2012, consulté le 02 /05/2022 à 19h 12.

⁸⁹ Rapport sur aperçu des Besoins Humanitaire Tchad, 2020, P.2. <https://www.populationdata.net/pays/tchad>, consulté le 06/05/2022, 10h00,

⁹⁰Ibid., P.19.

⁹¹ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des facteurs de conflits, de catastrophes..., P.77.

souffre énormément durant la saison pluvieuse à cause des inondations des voies et pendant la saison sèche, les personnes qui se retrouvent au bord des voies souffrent énormément des poussières. Cependant, le sous-développement des infrastructures au sein de cette région le rend de plus en plus difficile. Ce manque des infrastructures handicape l'évolution de cette région sur tous les plans surtout dans les zones rurales pendant les périodes pluvieuses. Certaines populations des zones éloignées ou plus proches se retrouvent victimes des inondations qui leur rendent la vie de plus en plus difficile et cela conduit à la vulnérabilité des enfants. Dans ce contexte, la mal gouvernance est le premier élément à identifier de toute urgence dans un cadre précis.

Le gouvernement tchadien présente une faiblesse sur la scène internationale en raison du système de gouvernance. Dans ce système, le manque des investissements dans les secteurs clés pose problème dans presque tous les domaines qui pouvaient sauver la vie du pays et en particulier cette région de sortir de la misère ou de son sous-développement. En effet, la faiblesse de productivité agricole n'est toujours pas maîtrisée par le gouvernement pour aider la population de mieux exploiter l'environnement pour répondre à leur besoin. Dans ce contexte de l'insécurité qui plonge le pays dans la misère, la pauvreté reste un phénomène qui présente des pourcentages dans presque toutes les régions du Tchad. Dans cette vie de la pauvreté, la malnutrition sert partout dans les familles et les enfants ne parviennent pas manger à leur faim. Dans ces conditions, ils ne parviennent pas à avoir des moyens de subsistance et cela entraîne le faible accès à une alimentation adéquate. La pauvreté est un obstacle aux opportunités économique que l'enfant pourrait avoir dans sa vie. En fait, l'absence des moyens économique est un mal pour les enfants sur tous les plans : éducatif, sanitaire, eau potable⁹².

Le rapport d'évolution de la croix rouge du Tchad montre que les régions touchées par les grandes pluies sont le Mayo Kebbi-Est et Mayo Boneye. Ces types des pluies torrentielles ont provoqué assez des dégâts matériels et des interprétations de ce rapport, il ressort que le nombre de personnes affectées dans au moins 17 villages visités est estimé à 18072 sur 40950 pour 2083 habitations effondrées. Quatre cas de décès est enregistré, dont au moins deux (2) enfants âgés de 3 et 8 ans enregistrés à Djarwaya, et un homme âgé de 35ans à Nahaina et une femme âgée de 40ans à baido4. Deux cas de blessés ont été également enregistrés à Nahaina. Les décès et

⁹² Rapport de l'Etude Cartographique sur Exposition et Vulnérabilité aux Conflits et aux Catastrophes des Ecoles dans 14 Régions du Tchad. Ndjamena, janvier 2016, P.31.

blessures sont intervenus suite à l'effondrement des habitations. A la suite à l'apparition de ce phénomène dans les 17 villages visités, on peut ressortir les secteurs les plus touchés comme la sécurité alimentaire et l'eau, hygiène et l'assainissement. En dehors de ceux-ci, on ajoute la santé, les abris, la protection et l'éducation. En effet, les inondations ont sauvagement provoqué une forte augmentation des cas de paludisme de diarrhées et de typhoïde du fait de la consommation d'eau non potable et d'aliments ayant germé dans des eaux impropres à la consommation⁹³. A la suite de la question de la santé, le problème d'eau potable se pose.

En Afrique d'une manière générale et en particulier au Tchad, l'accès à l'eau potable est un tas de problème pour la population dans certains endroits car, des populations souffrent dans certaines régions ou dans des villages. Les habitants consomment l'eau des mares, forages, puits à ciel ouvert. Alors ce qui est très malheureux et que cette eau est consommée beaucoup plus sans traitement et cela entraîne des maladies jusqu'à provoquer des pertes en vie humaines. Pendant cette période, plusieurs maisons se trouvent endommager ou détruites avec un pourcentage estimé de 19000 hectares de champs engloutis (consumer). Autrement dit, ces champs se retrouvent réduits à rien. A travers ces conditions de période très difficiles, la population n'ayant pas des soutiens se retrouve complètement dans la situation de vulnérabilité. Dans ce cas, ils sont exposés à tout genre des difficultés à l'instar des maladies comme le paludisme. De plus, ces personnes touchées, vivent dans des zones difficiles à atteindre et cela rend la réponse humanitaire d'autant plus difficile⁹⁴. En fait, ces genres d'inondation ne font qu'aggraver des situations socio-économique et précaire des populations⁹⁵.

Pour la cause de vulnérabilité des enfants dans le domaine de l'insécurité alimentaire, elle se présente souvent par des inondations très graves. Dans ce sens, le rapport de mission conjointe d'évaluation multisectorielles –inondation- Mayo Kebbi du 22 au 28 novembre 2019, présente quelque département dans le cadre des inondations : Mayo Kebbi -Est, la Kabbia, le Mont illi et le Mayo-Boneye. Ces départements furent des champs d'inondation où 17 villages ont été visités par les organisations de focus groupe où des entretiens se passèrent avec les autorités locales, les responsables des communautés et différents services techniques. Suite à cette visite, des réalités furent identifiées sur les terrains. Alors, les cultures vivrières comme le sorgho rouge, le maïs, le

⁹³ Rapport de l'Etude Cartographique sur Exposition et Vulnérabilité..., P.12

⁹⁴ Rapport sur la Seconde Communication Nationale du Tchad sur les Changements Climatiques, 2012, P.4.

⁹⁵Ibid., P.20.

riz, les légumineuses, les arachides et les niébés ont été sauvagement abattus dans ces régions et cela entraîne des faibles récoltes. En plus, cette situation qui se reproduit dans les villages de département de la Kabbia et remet la population dans le cadre de la vulnérabilité.

En fait, le volume de ces grosses pluies est estimé à 90mm. Ce type de pluie survenu le 05 novembre 2019 a non seulement abattu les derniers champs en maturité mais, a fait germer les produits déjà récoltés et stockés dans les aires de séchage. Pendant cette période dangereuse, plusieurs animaux domestiques (volaille et petits ruminant) et les bœufs d'attelage ont non seulement été emportés par endroits mais, aussi victimes de nombreuses maladies qui continuent à leur perdre la vie par faute des produits vétérinaires, réduis à ainsi leur valeurs marchande sur les marchés locaux fonctionnels. Suite à ces difficultés rencontrés, les habitants, victimes de ces situations, se retrouvent dépendants d'autres activités, que ce soit pour les autres qui pratiquent la pêche, le jardinage, le maraichage et pour les femmes qui exercent les activités commerciales⁹⁶. Les inondations jouent souvent sur les écoles des enfants. On estime à plus de 10, les régions envahis par les eaux de pluie pour une durée de 02 ou 03 mois et surtout les établissements scolaires sont souvent victime. Ainsi, pendant deux (2) ou trois (3) mois, durant les premiers mois de l'année scolaire et la réouverture des écoles et la reprise des cours ne sont pas effectives dans certaines localités à cause des inondations. Ce vide n'ayant pas remplis, et des conséquences pour pouvoir perturber dans un sens global le calendrier scolaire. Néanmoins, la plupart des villages ou régions au Tchad, sont victimes de noyade et d'épidémies suite aux inondations de longue durée. Les périodes de la saison pluvieuse inondent les champs et causent d'énormes dégâts. Ce type d'inondation entraîne la réduction de la production, manque d'accès aux champs à cause de la montée des eaux et cela entraîne la perte de petit ruminants, production de la pêche réduite en période d'inondation et activités d'auto-emploi devient de plus en plus impossible en ce moment⁹⁷.

En fait, les périodes de saison pluvieuse ne font qu'aggraver la situation de vulnérabilité dans différentes régions du Tchad. Dans ces conditions, on peut estimer le nombre des femmes enceintes et allaitantes à 3672. En plus, s'ajoute les hommes âgés estimés à 1381 personnes, 1653 chefs de familles dont 392 vivant avec un handicap et en fin, le nombre de filles et garçons estimés à 15000 vivants en situation de vulnérabilité. La situation des personnes vivant avec un

⁹⁶ Rapport sur la Seconde Communication ..., P.25.

⁹⁷ Ibid., P.24.

handicap est aggravée par les inondations. Parmi ces personnes, plusieurs se retrouvent abandonnées à leur triste sort et d'autres sont accueillies dans des familles, souvent démunies. Les enfants des victimes vivent aussi la vulnérabilité⁹⁸. L'analyse des conflits réalisée par l'UNICEF et SF CG en décembre 2013, établit un chevauchement entre catastrophes naturelles, conflits et fragilité, lesquels, aggravent la vulnérabilité et la faible performance du système éducatif face aux chocs. En outre, les tensions identitaires, les rivalités communautaires et la culture de stéréotype et de stigmatisation sont enracinées dans l'histoire et alimentent les violences cycliques⁹⁹. Il en résulte des catastrophes diverses (vents violents, inondations, sécheresse, la canicule) dont les conséquences sont nombreuses (croissance précaire, vulnérabilité des institutions, détérioration des services de base, dégradation des écosystèmes, crise alimentaires, paupérisation) et compromettent significativement le développement durable dans le pays¹⁰⁰.

Dans cette optique, le Rapport d'État du Système Éducatif National Tchadien (RESENT) estime que les plans de l'éducation ne tiennent pas totalement compte du contexte difficile du pays. Il souligne aussi que 18 sur 23 régions du pays sont touchées par les conflits et les catastrophes naturelles (inondations, vents violents, sècheresses). En plus, l'Analyse d'impact des crises sur le système éducatif effectuée par le Ministère de l'Éducation Nationale a dénombré 111 écoles minées par les violences scolaires dans quelques régions comme celles du Mayo Kebbi-Est, Salamat, de N'Djamena et du Guéra qui sont les plus exposées aux inondations¹⁰¹. Cependant, certains départements de la région n'ont pas été victimes d'inondations comme les régions¹⁰². L'exposition des écoles à ces différentes catastrophes n'est pas sans conséquence. En effet, ces catastrophes entraînent des pertes qui vont de la simple inaccessibilité des écoles aux pertes en vies humaines. En outre, une exposition à une catastrophe peut avoir plusieurs conséquences.

En effet, globalement en cas de catastrophes, les conséquences essentiellement révélées sont d'ordre matériel. Dans trois cas sur quatre, les catastrophes causent des pertes matérielles

⁹⁸ Rapport sur la Seconde Communication..., P.25.

⁹⁹ Rapport de l'Étude Cartographique sur Exposition et Vulnérabilité..., P.11.

¹⁰⁰ Ibid., P.12.

¹⁰¹ Ibid., P.13.

¹⁰² Ibid., PP.25-26.

dans les écoles sinistrées. Ces pertes matérielles sont en majeure partie dues aux inondations et vents violents. La seconde conséquence est la famine. En plus, dans les écoles exposées à la sécheresse et à l'ensablement, les personnes interrogées ont indiqué qu'ils sont essentiellement victimes de la famine. Entre autres conséquences, il y a des cas de pertes humaines. Cela dénote de l'ampleur que peuvent avoir certaines catastrophes. Ces pertes humaines varient des simples lésions (atteinte) corporelles aux pertes en vies humaines et sont estimées à 20% de cas. Suivant le type de catastrophe, les vents violents sont la catastrophe qui a affecté le plus grand nombre de personnes. On note que 308 160 élèves, soit 68,28% de l'effectif total, sont exposés aux vents violents. La proportion est du même ordre chez les enseignants car 69,65% par estimation d'enseignants soit 5 296 enseignants sont affectés par les vents violents. Bien qu'en termes de niveau d'exposition des écoles, les inondations soient la troisième catastrophe, elles affectent plus de personnes que les sécheresses. C'est-à-dire elles surviennent dans des écoles plus peuplées. En effet, les inondations ont touché globalement 151 034 élèves soit 33,47% de l'effectif total et 2710 enseignants soit 35,64% sur l'étendue du territoire.

L'indice d'exposition relative des écoles aux Catastrophes (IERC) est calculé dans le cadre de cette étude pour servir de base de comparaison entre les régions. S'il s'agissait d'une seule catastrophe, la difficulté ne se poserait pas. Cependant, dans le cas précis, il s'agit de quatre catastrophes et les régions ne sont pas identiquement exposées à ces catastrophes. Il faut introduire une pondération qui prenne en compte l'incidence de l'exposition aux catastrophes dans la région¹⁰³. La dégradation de l'environnement et les contraintes climatiques déracinent les populations vers des endroits précaires, où les communautés d'accueil s'estiment lésées dans leurs ressources et droit de leurs enfants à l'éducation. Dans les zones arides, les migrations nomades augmentent les décrochages scolaires des enfants qui accompagnent leurs parents sans abri, jusqu'à la fin de l'année scolaire. Les facteurs de conflits et de la fragilité (insécurité, instabilité, tensions, affrontements, déplacements et déficits de capacités) accroissent l'impact négatif des inondations, des sécheresses, des vents violents et d'ensablement et amenuisent les moyens de réponses aux crises. Alors, inversement des inondations, la sécheresse, les vents violents et l'ensablement exacerbent les conflits préexistants: tensions et antagonismes

¹⁰³ Rapport de l'Etude Cartographique sur Exposition et Vulnérabilité..., PP.29-30.

intercommunautaires, stéréotypes, stigmatisations, polarisation, inégalités, exclusion)¹⁰⁴. Par ailleurs, la pauvreté et les maladies sont présentées comme cause de la vulnérabilité.

2- La pauvreté et les maladies comme cause de la vulnérabilité des enfants

Par l'analyse, le Tchad depuis l'obtention de son indépendance se heurte à différentes crises qui rendent les enfants de ce pays de plus en plus vulnérables. L'économie nationale est dominée depuis son indépendance (1960) par l'agriculture et l'élevage. Même si près de 80% de la population tchadienne exerce dans le secteur agropastoral, l'exploitation du pétrole amorcée en 2003 a permis au Tchad de connaître un essor économique remarquable¹⁰⁵. Dans ces différentes crises, il serait évident de ressortir la crise, alimentaire, économique, humanitaire, les problèmes fonciers et du changement climatique. Néanmoins, avant d'entamer ces différentes crises, il faut d'abord aborder la question du non déclaration des naissances des enfants. Non-déclaration à la naissance dans toute structure étatique, l'état civil est un puissant outil de gestion de la population, puisqu'il permet à l'État d'individualiser ses ressortissants et aux individus de prouver leur identité et leur situation juridique. Un enfant non enregistré à sa naissance risque « d'être exclu de la société, de se voir refuser le droit à une identité officielle, à un nom, à une nationalité ». De même, il sera difficile d'établir l'âge d'un enfant non enregistré à la naissance, et de déterminer les dispositions qui lui sont applicables s'il se retrouve en contact avec la loi.

La République du Tchad a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant qui stipulent l'obligation des États parties d'enregistrer aussitôt ou immédiatement l'enfant après sa naissance. Conformément aux deux textes, le Tchad a adopté un document de stratégie nationale de l'état civil et a engagé un processus d'adoption d'une nouvelle loi sur l'état civil. Cependant, la région du Mayo-Kebbi-Est présente de faible taux d'enregistrement de naissances pour une bonne identification des enfants, car la plupart des femmes donnent naissance à leurs enfants au quartier et cela dupe de fois le gouvernement pour prendre en charge. Alors, la loi n° 008/PR/2013 portant l'organisation de l'état civil en République du Tchad assure que « l'état des personnes n'est établi et ne peut être prouvé que par les actes de l'état civil ». L'article 10 de cette loi assure un caractère obligatoire

¹⁰⁴ Rapport de l'Etude Cartographique sur Exposition et Vulnérabilité..., P.12.

¹⁰⁵ Rapport de sur l'Analyse de Protection Tchad..., 2019, P.1.

aux déclarations de naissance et de décès et l'article 12 en assure la gratuité. En vertu de la loi 008, toute naissance survenue sur le territoire national doit être déclarée au centre d'état civil du lieu de naissance dans un délai d'un mois à compter du jour de naissance en se basant sur la déclaration verbale des parents, d'un des ascendants ou de toute personne ayant assisté à la naissance.

Si une naissance n'est pas déclarée dans le délai prévu, l'article 25 stipule qu'un jugement devra être rendu par le tribunal de première instance du lieu de naissance. Selon l'UNICEF, l'enregistrement de la naissance sans suivre la procédure légale appropriée est très répandu au Tchad. En effet, en 2009 par exemple, seulement 9 % des naissances ont été enregistrées au Tchad, comparé à 32 % au Niger, 33 % au Nigeria, 49 % en République centrafricaine, et 70 % au Cameroun. L'année 2010 a apporté une certaine amélioration avec 15,6 % des enfants de moins de 5 ans enregistrés à l'état civil. Cependant, les disparités sont très importantes selon les différentes caractéristiques des enfants et de leurs milieux de vie. Ainsi, les enfants du milieu urbain (42 %) sont beaucoup plus déclarés que ceux du rural (9 %) ; les plus riches (46 %) davantage que les plus pauvres (5 %) ; ceux nés de mère ayant un niveau secondaire ou plus (47 %) davantage que ceux nés de mère analphabète (12 %). Enfin, il apparaît que les parents animistes déclarent deux fois moins leurs enfants que les musulmans et les chrétiens¹⁰⁶. Le flux de population, les maladies et les catastrophes naturelles sont interconnectées et affectent souvent les mêmes populations de façon combinée, contribuant à exacerber les besoins humanitaires. Ces situations de vulnérabilités existantes amènent de plus en plus la pauvreté et le sous-développement. Pour mieux cerner cette étude, le niveau de pauvreté varie, notamment en fonction du niveau d'éducation. L'inscription limitée d'enfants en enseignement primaire est également un facteur indicatif de pauvreté du pays. L'éducation dans le Mayo-kebbi-Est est sévèrement affaiblie par l'inaccessibilité physique, économique et socio-culturelle des écoles. Le faible taux d'inscription dans les zones rurales est lié à l'éloignement des écoles par rapport au lieu de résidence. Les emplacements (les terrains) des écoles ne sont pas encouragés par des grandes scolarisations des jeunes. Par ailleurs, les articles 35 et 36 de la Constitution tchadienne disposent que l'enseignement public est laïc et gratuit, et que l'État doit créer les conditions et les

¹⁰⁶ Rapport de l'Unicef sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection de l'Enfant et de la Formation des Forces de Sécurité sur les Droits de l'Enfant au Tchad, 2014, PP.30-31.

institutions qui assurent et garantissent l'éducation des enfants. De même, la loi n° 016/PR/06 du 13 mars 2006 portant orientation du système éducatif tchadien fait de l'éducation une priorité nationale absolue, reconnaît le droit à l'éducation et à la formation pour tous, sans distinction d'âge, de sexe, d'origine régionale, sociale, ethnique ou confessionnelle, et affirme que l'État garantit l'éducation fondamentale aux jeunes de six à seize ans (article 4). Pourtant, très peu d'enfants sont scolarisés. Selon l'UNICEF, les taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire demeurent très faibles (par exemple, 45 % pour les garçons et 37 % pour les filles en 2009) avec de grandes disparités entre les régions.

En effet, le taux de réussite au bac au Tchad et en particulier dans la région du Mayo-kebbi-Est présente de faible taux. Dans cette condition, il important de dire que l'enseignement secondaire pose problème. Dans ce cas, on peut donner le taux de réussite de 2013, à 8,71%⁶⁰. Ceci montre à suffisance la médiocrité de l'enseignement secondaire¹⁰⁷. En outre, la mauvaise organisation des autorités dans le domaine éducatif décourage les enfants. Ainsi, par manque de moyens, les parents aux revenus modestes guident plutôt leurs enfants vers des activités génératrices des revenus. C'est ce qui entraîne un grand nombre d'enfants travailleurs et de mariages précoces. Néanmoins, il faut comprendre qu'une éducation insuffisante et de faible qualité mène à des disparités sociales, au chômage et à la pauvreté. Cependant, l'absence de l'enfant au sein de l'école est une grosse erreur et cela attise (accentue) un sentiment d'injustice pour le pays. De même, une éducation inadéquate renforce les divisions sociales, nourrit l'hostilité entre les groupes et le recours à la violence. De ce fait, la réduction d'opportunités d'éducation est un facteur de pauvreté et d'insécurité, de même que la crise économique¹⁰⁸.

3. La crise économique et environnementale comme facteur de la vulnérabilité des enfants

L'environnement économique de la région du Mayo-Kebbi-Est présente une faiblesse. Il y'a de cela quelques décennies, cette région présentait son incompétence dans le secteur de la santé, de la malnutrition et des infrastructures scolaires pour prendre soin de ses enfants, pourtant y'à de nombreuses personnes formées dans des domaines qui peuvent défendre les droits des enfants. Dans le domaine de la production et consommation, la croissance s'est même contractée de 0,4 % en 2000 par rapport à 1999 au Tchad d'une manière générale. Il va de soi que ces

¹⁰⁷ Rapport de l'Unicef sur la Cartographie et Evaluation..., PP.31-32.

¹⁰⁸ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des Facteurs de Conflits..., 2013, P.97.

rythmes de croissance de l'économie ne pouvaient créer suffisamment d'emplois pour une population estimée à 6,28 millions avec un taux d'accroissement naturel de 2,5% correspondant à un indice synthétique de fécondité de 5,6 enfants par femme en âge de procréer. Sans disposer de statistiques, on peut toutefois considérer que le taux de chômage est relativement élevé sachant que la population tchadienne comporte une forte proportion de jeunes (les moins de 15 ans représentent 48% de la population en 1993 et 50,3% en 1997).

La région de Mayo kebbi-Est a un environnement économique défavorable au pauvre : stagnation (manque de moyen), sous-emploi et parfois sans scolarisation. Les dépenses alimentaires moyennes par habitant et par an s'élèvent à 58 297 FCFA et représentent 60% du budget des ménages tchadiens. Ce qui porte la dépense moyenne par habitant aux alentours de 5.000 FCFA par personne. C'est-à-dire hors de portée pour la majorité des familles, dont les chefs se trouvent en chômage. L'examen des facteurs qui ont limité la croissance, montre qu'ils sont de deux ordres. Il y a d'abord des facteurs liés à la faiblesse du système productif, lequel accuse les lacunes ci-après : le système est demeuré figé, basé sur l'agriculture et l'élevage dont les producteurs travaillent de manière archaïque et les produits ne subissent aucune transformation générant une valeur ajoutée substantielle, ce secteur principale source de croissance n'a reçu qu'un volume fort réduit des investissements publics, l'entrepreneuriat privé est embryonnaire et tourné essentiellement vers les activités du commerce. Il y a ensuite des facteurs liés aux faiblesses macro-économique et institutionnel. D'une manière générale, l'investissement privé a été découragé par l'état déplorable des infrastructures de transport, d'énergie et de communication dans cette province où l'environnement physique est par ailleurs très pénalisant. Il y a également l'absence d'une politique et des stratégies fiables de développement fondé sur des mesures d'incitation et des actions de promotion cohérente et durables pour prendre garantir la vie des enfants. En cette matière, le manque d'esprit patriotique portant essentiellement sur l'amélioration de la gestion des biens publics en recettes comme en dépenses de façon à assurer la stabilité et la prévisibilité de l'environnement macro-économique.

Ainsi, il serait évident de comprendre que la situation économique a un pourcentage très faible d'où le taux de la vulnérabilité des enfants de cette province font qu'accroître et s'est fortement augmentée. Dans ce contexte, pour mieux comprendre le taux de chômage de cette

région qui est de 80%, les autorités sont appelés à éradiquer ce phénomène¹⁰⁹. La pauvreté humaine se manifeste sous plusieurs formes parmi lesquelles la faim, la malnutrition notamment chez les enfants, la forte mortalité maternelle infantile, l'accès limité à l'eau potable, aux services d'assainissement, la forte déscolarisation au primaire voire secondaire. L'analyse qui suit associe ces manifestations à des facteurs de risques qui les déterminent directement. Il s'agit des facteurs liés essentiellement à l'indisponibilité de biens et services sociaux de base tels que les aliments, l'école, les services de santé ou d'hygiène ou à la présence des maladies courantes. Un second facteur de risque est l'inaccessibilité à ces biens et services pour répondre aux besoins des enfants. L'inaccessibilité peut être d'ordre physique (éloignement), économique (coût élevé), ou socioculturelle (interdits, refus de modernité).

Un troisième facteur analysé ici est lié aux comportements à risque face aux différentes menaces : maladies, insalubrité, ignorance. Alors, la faim est devenue un problème très grave au Tchad où on peut estimer à plus de 500 000 le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire chronique et conjoncturelle. La faim frappe notamment des personnes particulièrement vulnérables en milieu rural ou urbain: veuves, handicapés, retraités de la fonction publique, personnes âgées sans soutien, ménages avec un grand nombre¹¹⁰. Les maladies sont aussi source de vulnérabilité.

- **Les différentes maladies des enfants.**

Dans les situations d'urgence, les enfants sont particulièrement vulnérables aux maladies. La rougeole, les diarrhées, les infections respiratoires aiguës, le paludisme et la malnutrition sont les principales causes de décès chez les enfants pendant les crises humanitaires. Souvent, les situations d'urgence obligent les enfants à se déplacer et à abandonner l'école, les séparent d'avec leurs parents et les privent de soutien social, les exposent à la violence sexuelle et sexiste, aux abus, aux enlèvements et à l'exploitation. Ces conditions accroissent également le risque de transmission du VIH/SIDA¹¹¹. De nombreux enfants dont les parents doivent subvenir à leurs besoins vitaux sont livrés à eux-mêmes et on a constaté une augmentation de la violence et des maltraitements au sein des familles. Les décès liés au VIH/sida laissent des enfants orphelins et ils

¹⁰⁹ Rapport des Nations Unies sur l'Etat de la Pauvreté Humaine au Tchad 2000-2004, PP.21-22.

¹¹⁰ Ibid., P.15.

¹¹¹ Rapport de l'action humanitaire de l'Unicef 2006..., P.8.

sont souvent victimes de maltraitance et d'exploitation. Grâce à ces besoins humanitaires, l'UNICEF cherche à répondre aux besoins spéciaux de tous ces enfants si vulnérables qui se trouvent en situation d'urgence¹¹². Les crises environnementales sont aussi source de misère.

- **Les crises environnementales, facteur de la vulnérabilité des enfants**

La vulnérabilité liée à la dégradation avancée par la biodiversité et des écosystèmes tchadiens expose les enfants à tout genre des maladies et diminue ainsi les capacités physiques. Elle entraîne des pauvretés en même temps qu'elle influence négativement sur la productivité agricole. De ce fait, la problématique de la faim et de la croissance discutée ci-dessus sont liées à la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité qui demeure croissante et revêt de nombreux aspects. En effet, les problèmes liés à la sécheresse, dégradations des sols, avancent progressivement le désert (à une vitesse de 3km l'an). Cependant, le changement climatique apporte de tarissement, assèchement des cours d'eau et lacs, variations du niveau de la nappe phréatique, perturbations des cycles de saison et disparition progressive de certaines espèces animales et végétales. Les facteurs à la base de cette dégradation sont d'ordre climatique et socioéconomique. Ces 30 dernières années, le pays a subi une sécheresse persistante qui accélère le phénomène de désertification et réduit les zones agro-pastorales et il est encore d'actualité. Les pressions anthropiques et les pratiques culturelles inadaptées ont entraîné une extension des zones de pâturage vers le sud, au détriment des terroirs agricoles, créant régulièrement des conflits entre agriculteurs et éleveurs. A cela s'ajoutent les modes d'exploitation inappropriées (feux de brousse, ramassage incontrôlé du bois de feu 0.6 % par an. Dans cette optique, le changement climatique joue sur la question de la pêche et encourage le braconnage. L'inadéquation des modes d'exploitation agro-Sylvio-pastoral, et la faible utilisation d'énergie de substitution au bois de chauffe concourent également à cette détérioration. Cette situation déjà difficile ramène les enfants d'avantage dans des souffrances imprévues par l'inadéquation des réponses à la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité du fait de l'insuffisance des capacités humaines et institutionnelles tant au niveau national qu'à celui des collectivités locales.

En fait, face aux problèmes de gestion de l'environnement du Tchad en général et en particulier dans la région, le Mayo-kebbi-Est a énormément des problèmes suite à sa position géographique de pays continental. Les structures de gestion de l'environnement sont démunies

¹¹²Rapport de l'action humanitaire de l'Unicef 2006..., P.9.

(privées des ressources) matériellement et humainement et apportent des réponses inappropriées inspirées d'une réglementation désuète (abandonner). Face à la montée de cette crise environnementale qui mine l'épanouissement du pays en générale et en particulier la région du Mayo kebbi-Est, les autorités ne prennent pas véritablement soigne au reboisement de ce changement climatique. Cependant, comme la décroissance économique, la dégradation continue des écosystèmes revêt un caractère structurel. L'enclavement associé au changement climatique du régime des pluies depuis la période humide de 1950-1973 a provoqué le déplacement des isohyètes (valeurs d'eau de pluie) annuelles d'environ 180 km vers le sud entraînant de profonds bouleversements des paysages et des activités humaines. Le caractère structurel de la dégradation environnementale est un problème auquel il faut apporter prioritairement des solutions réfléchies et globales avec le support des partenaires régionaux et mondiaux¹¹³. Néanmoins, la problématique du climat selon l'indice « failed stradindice » de 2011-2012 qui explique la question d'augmentation de la sécheresse constatée. Cette désertification ayant causée la sécheresse, a vraiment menacé la stabilité du Tchad¹¹⁴. Le Tchad continue à être classé parmi des (des derniers sur l'indice du développement humain de l'ONU, classé 184ème sur 187 pays en 2013)¹¹⁵.

Les inondations de 2010 ont sapé la production agricole. Ainsi, le Lac-Tchad a fortement baissé depuis 1960, menaçant la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau dans cette région et cela a contribué aux flux de la population. A travers le « oversa développement institut » de 2011-2012 qui classe le Tchad parmi les pays où il y'a un chevauchement entre les catastrophes naturelles, les conflits et la fragilité Etatique qui exacerbent (souffre) la vulnérabilité et le dysfonctionnement du système éducatif. Dans ce constat, le Tchad fut classé 6è parmi les 20 pays les plus fragiles ou post-conflits et qui manifeste à la fois un haut niveau de fragilité étatique, une forte exposition aux risques des catastrophes naturelles, la pauvreté structurelle ou endémique et la vulnérabilité aux changements climatiques¹¹⁶.

En conclusion de ce chapitre, il ressort que la situation géographique et le changement du climat sont les premières causes d'insécurité. En plus s'ajoute l'histoire politique du Tchad qui

¹¹³ Rapport des nations unies, état de la pauvreté..., PP.22-23.

¹¹⁴ Ibid.

¹¹⁵ Rapport de l'Unicef sur le Partenariats autour du bien-être des femmes et des enfants au Tchad, 2014, P.4.

¹¹⁶ Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des facteurs de conflit..., 2013, P.48.

est caractérisée par une instabilité permanente qui fragilise les options de développement du pays. Ce pays, devenu une République autonome au sein de la Communauté française, depuis 1958, acquiert son indépendance le 11 août 1960. Mais, cette indépendance apparaît comme une « malédiction » pour le pays depuis 1960. Il se trouve très vite confronté à d'interminables conflits armés engendrés par de profondes divisions ethniques, religieuses et politiques. D'ailleurs, il est nécessaire de comprendre que l'injustice sociale, conflits agriculteurs -éleveurs et des types foncier amènent souvent la population à la bagarre ou cela peut se solder par plusieurs blessés, des décès, et des handicapés. Suite aux arrachements de la vie de population liés aux conflits, les enfants se retrouvent en état de la vulnérabilité. Par la suite, il est nécessaire d'identifier la cause de l'engagement de l'Unicef aux enfants vulnérables.

CHAPITRE II : L'ENGAGEMENT DE L'UNICEF A LA CAUSE DES ENFANTS VULNERABLES : OBJECTIFS, STRATEGIES, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

La création de l'Unicef est une bonne initiative dans le cadre de la prise en charge des enfants en situation difficile dans le monde entier.

I - LES OBJECTIFS ET LES STRATEGIES DE L'UNICEF DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES

L'Unicef a des objectifs et des stratégies multiples pour résoudre les difficultés que rencontrent les enfants vulnérables. Ce chapitre est de savoir est ce que l'Unicef a atteint ses objectifs dans le Mayo Kebbi- Est en prenant les enfants en charge ? En plus, les stratégies utilisées par cette organisation sont-elles efficaces ?

Ce deuxième chapitre analyse en premier lieu les objectifs de déploiement de l'Unicef dans le cadre de la prise en charge des enfants. En deuxième lieu, il analyse les stratégies utilisées par l'Unicef.

1- Les objectifs

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les grandes puissances mettent sur pied une organisation permettant de secourir les enfants victimes de la guerre. Cependant, le fonds international de secours à l'enfance voit le jour le 11 décembre 1946¹¹⁷. D'ailleurs, cette appellation de Fonds international de secours à l'enfant pour répondre aux besoins des enfants qui furent vraiment touchés par la Deuxième Guerre mondiale fut renouvelée en 1950 pour 03 ans par l'Assemblée générale. Le but de renouveler cette organisation était de reconnaître la nécessité de l'Unicef à poursuivre ses actions. Cette organisation fut établie par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Alors, ce fonds se focalise sur la survie et le développement des enfants, qui regroupe les sous composantes suivantes : santé, nutrition, eau, assainissement et hygiène (WASH), VIH/Sida, l'éducation de base et parité, la protection des enfants. Trois composantes transversales viennent aussi s'ajouter : la communication stratégique, la politique sociale, de planification et de suivi et

¹¹⁷ A. A. Dawa Kaki, « Les institutions des Nations Unies (Unesco et Unicef) et la promotion de l'éducation dans la région de l'extrême nord-nord cameroon 1991-2019 », mémoire en Histoire, Université de Yaoundé I, 2019, PP.28-29.

d'évaluation, l'action humanitaire et l'intervention d'urgence¹¹⁸. En effet, cette organisation vise à accroître la capacité institutionnelle, à fournir une éducation inclusive dans des écoles saines qui promeuvent l'autonomisation des filles, garçons et des jeunes femmes. Ce Fonds consiste à améliorer le soutien aux communautés avec des enfants défavorisés et exclus pour accéder à des services sociaux inclusifs de qualité (éducation, soins de santé et profession). En ce qui concerne les objectifs, à travers les interventions proposées, UNICEF Tchad vise à contribuer à la mise à l'échelle d'un modèle important dans le sens de bien conduire les services intégrés holistiques et axés sur le genre pour les enfants, principalement les filles, dans les communautés ciblées du Tchad. Plus précisément, l'UNICEF vise à atteindre 19 223 enfants, dont au moins 6 428 filles, dans 36 communautés pour leur donner accès à des services inclusifs et équitables d'éducation, de santé et de WASH. Au moins 63 000 membres des communautés ciblées devraient avoir une connaissance accrue de l'importance de l'éducation des enfants sans distinction des sexes, de la bonne santé et des pratiques WASH¹¹⁹.

Ainsi, en cas de vulnérabilité, ce fonds intervient sans distinction de race, sexe, nationalité ou l'opinion politique. Ce fonds serait censé à offrir des opportunités aux enfants et aux jeunes adolescents¹²⁰. La reconnaissance de cette organisation eu lieu en 1950. Pour poursuivre ses activités par l'Assemblée générale, l'assemblée renouvelle le mandat pour trois (3 ans) dans le but que l'Unicef élargisse son champ. Ce mandat avait pour mission de donner l'accès au Fonds de mener ses activités à long terme ou à l'échelle mondiale envers les enfants envie de renforcer les systèmes nationaux de santé et de protection des enfants. En fait, l'Unicef a joué un rôle primordial en 1953 dans un sens global au développement du programme international de protection de l'enfance. Ainsi, la 8e session de l'assemblée générale des Nations Unies en 1953 modifie le fonds d'urgence international des nations unies pour l'enfance en fonds des nations unies (Unicef) et devient par ailleurs partie intégrante du système des Nations Unies¹²¹. En effet, l'Unicef, en tant qu'organisation spécialisée des Nations Unies, joue le rôle de la protection des droits des enfants et de leur créer des opportunités d'emplois. Ainsi, cette

¹¹⁸ Rapport de l'Unicef sur les Partenariats autour du bien-être..., P.6.

¹¹⁹ Rapport Annuel du Groupe local d'Education sur l'Egalité des Genres en Education, 2021, P.3.

¹²⁰ A. A. Dawa Kaki, « Les institutions des ... », PP.28-29.

¹²¹ Le Fond International de Secours à l'Enfance établi en 1946 par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans le but de pour poursuivre les Actions Administratives des Nations Unies pour aider les enfants et adolescents ayant étaient victime de l'apocalypse de la 2è guerre mondiale fut renouvelée pour 03 ans le 1^{er} décembre 1950.

organisation mène ses actions dans le monde en accord avec d'autres organes de l'ONU, et les partenaires locaux ou les autres organisations humanitaires.

L'Unicef intervient dans un pays pour améliorer les conditions de vie des enfants en état de la vulnérabilité et en état de non vulnérabilité. Ses interventions se focalisent beaucoup plus dans le cadre de la protection des droits des enfants, des opportunités d'emplois, de leur protection contre les maladies, l'alimentation, l'éducation, le logement, etc. Pour se faire, l'Unicef travaille en collaboration avec le comité des droits de l'enfant dès 1989. Dans ce contexte, le comité peut inviter les organisations à vocation spécialisées à formuler des recommandations¹²². L'Unicef défend le droit des enfants partout dans le monde d'être protégé et d'avoir accès aux services de base (l'éducation notamment). L'Unicef sensibilise les familles pour éviter d'envoyer les enfants au travail et propose des alternatives (compensations financières ; transfert d'argent aux ménages les plus vulnérables). L'Unicef n'interdit pas le travail des enfants s'il est indispensable à la survie de la famille, et dès lors qu'il n'est pas dangereux pour la santé des enfants et que les enfants peuvent continuer d'aller à l'école¹²³. En 1991, le conseil d'administration décide à œuvrer à l'application de la convention fixant une orientation de travail à l'organisation. Ainsi, l'Unicef s'engage au sein du comité des droits de l'enfant dans le but de mener ses activités pour protéger le droit de l'enfant¹²⁴. En effet, l'Unicef entre dans le comité des droits des enfants à garantir les droits de ceux-ci et à contrôler l'application de la convention dans tous les pays. Ce Fonds se préoccupe depuis sa création des sorts des enfants, à leurs sauver dans des conditions de vie difficile. En fait, son but serait de créer des opportunités aux enfants à ce qu'ils doivent être heureux et de réaliser leur rêve. Ce fonds veille toujours à offrir des chances à tous les enfants du monde sans distinction de race, sexe, religion, classe sociale et option politique. Ses activités sont menées en étroite collaboration avec les partenaires comme les gouvernements, les sociétés civile¹²⁵.

Par ailleurs, selon Anastasie Christine Enyegue Okoa dans son document intitulé être enfant à Yaoundé aujourd'hui, élever un enfant consiste à lui « préparer la vie, le mettre entre ses propres mains, c'est-à-dire l'aider à développer sa personnalité et à choisir une profession

¹²²Rapport du plan stratégique de l'Unicef 2018–2021, P.14. www.unicef.org/fr, le 30/04 /2022 à 20 h

¹²³ Fiche thématique Unicef France, 2012, P.1.

¹²⁴ A. A. Dawa Kaki, « Les institutions des ... », PP.28-29.

¹²⁵ Ibid., PP.30-31.

conforme à ses aptitudes et utile à la société »¹²⁶. Ainsi, les droits de l'enfant sont un ensemble de textes juridiques qui régissent les rapports entre les adultes et les mineurs en vue de la prévention contre tous les abus éventuels, et de la préparation des torts causés aux plus fragiles¹²⁷. Cependant, il serait évident de dire que la question de mettre fin à la pauvreté partout dans le monde sous toutes ses formes est un élément central pour l'Unicef. Dans ce but, les Etats suggèrent des alternatives à s'assurer que chaque citoyen bénéficie d'une aide en cas de chômage, et accède aux soins de santé. Ce type d'aide est appelé la protection sociale. Cela a été créé spécialement pour protéger et soutenir les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ils suggèrent à s'assurer que les pays investissent dans les politiques sociales dans un cadre à secourir les personnes qui ont moins de revenus afin qu'elles aient un accès équitable aux services de base, au travail, à la terre, aux technologies et qu'elles puissent créer des entreprises pour se développer économiquement. Les États qui forment l'alliance internationale contre la pauvreté doivent entreprendre des actions pour atteindre cet objectif et l'ONU doit vérifier que chaque État fait des efforts¹²⁸.

Pour lutter contre la faim, les Etats suggèrent d'assurer une alimentation saine, riche et disponible en quantité suffisante, d'augmenter la production agricole et le revenu des petits agriculteurs, particulièrement des femmes et des populations autochtones, tout en respectant l'environnement, la biodiversité et les ressources de chaque région. Prévenir les catastrophes comme la sécheresse, les inondations et autres, préserver la diversité des espèces de semences, des cultures et des animaux de la ferme, et distribuer les bénéfices de ces ressources équitablement¹²⁹.

Les Etats s'engagent à garantir des vies saines et de promouvoir le bien-être à tout le monde. Alors, pour répondre à cela, les États proposent des alternatives à réduire le nombre de femmes qui meurent en donnant naissance, prévenir la mort des nourrissons et des enfants de moins de 5 ans. Ils s'engagent à mettre fin aux épidémies telles que le VIH/Sida et à d'autres maladies comme l'hépatite et les maladies transmises par l'eau non potable. Les enfants doivent être bien éduqués pour lutter contre les dangers qui nuisent à leur épanouissement comme l'abus

¹²⁶A. C. Enyegue Oka, *être enfant à Yaoundé aujourd'hui*, Yaoundé, sl maison, sd année, P.71.

¹²⁷ Ibid., P.111.

¹²⁸Rapport de l'ONU, Le monde que nous voulons, un guide sur les objectifs adressés aux enfants et aux jeunes, New York, 2015, P.10. www.movimientoporlainfancia.org à 19h 30.

¹²⁹ Rapport du Plan Stratégique de l'Unicef 2022-2025, P.11.www.unicef.org

de drogue et d'alcool. Autrement dit, il faut lutter contre les problèmes de santé mentale. Ils préfèrent Informer sur le planning familial, l'éducation sexuelle et la reproduction et s'assurer que chacun dispose du droit à la santé, ce qui inclut des soins médicaux de qualité, ainsi que des médicaments et des vaccins accessibles et économiques¹³⁰.

En effet, pour avoir une éducation de qualité, inclusive et équitable, les Etats suggèrent des alternatives à assurer l'éducation à tout le monde et commencer par l'enseignement primaire. Ils proposent davantage des opportunités de formation technique ou professionnelle aux jeunes et aux adultes afin qu'ils obtiennent de meilleurs emplois. Garantir un accès équitable à l'éducation, tant pour les filles que pour les garçons, pour les enfants en situation de handicap, pour les enfants autochtones et pour les enfants qui sont victimes de conflit. Améliorer les infrastructures scolaires afin de garantir un environnement sûr et favorable pour tous. Augmenter le nombre de bourses pour les formations techniques et professionnelles, que ce soit dans son propre pays ou à l'étranger.

Dans ces conditions, il faut mieux former les enseignants de manière que l'éducation réponde aux objectifs de développement durable¹³¹. Néanmoins, l'égalité de sexe serait le bienvenu comme réponse à certaines difficultés. Pour ce chemin, les États proposent d'éliminer toute forme de violence faite aux femmes et aux filles, y compris le trafic sexuel et d'autres formes d'exploitation. Ils suggèrent de mettre fin aux pratiques et aux traditions qui peuvent nuire à la santé physique, mentale ou sexuelle des femmes et des filles. La reconnaissance et la valorisation de travail des femmes à la maison sont conseillées. Accorder aux filles et aux femmes des opportunités égales d'être entendues et des opportunités réelles de participer dans les sphères politiques, économique. Par ailleurs, la question d'accès à eau potable serait la vie d'être humain. Les États proposent des alternatives à garantir à tous un accès à l'eau potable.

Ainsi, il faut assurer à chacun un accès à l'assainissement (traitement sécurisé des eaux usées et gestion des déchets) et sensibiliser à l'hygiène ; contrôler la qualité de l'eau afin de réduire les contaminations. Éviter que les produits chimiques ou polluants ne soient rejetés dans l'eau ; améliorer l'utilisation de l'eau, développer de meilleures méthodes de réutilisation ; sensibiliser les communautés pour s'assurer qu'elles jouent un rôle actif dans l'amélioration de

¹³⁰ Rapport du Plan Stratégique de l'Unicef 2022-2025, PP.11-12. www.unicef.org.

¹³¹ Ibid., P.13.

leur gestion de l'eau et de l'assainissement. Cependant, après avoir pensé à l'eau, les Etats membre de l'ONU suggèrent à assurer un accès à une énergie moderne, fiable, durable et à un prix abordable pour tous. Ainsi, grâce à de nouvelles infrastructures et à une meilleure technologie, ces Etats lancent un appel vibrant à promouvoir l'efficience énergétique en accélérant le développement de technologies qui gaspillent moins d'énergie. Dans ce cadre, il est nécessaire d'augmenter l'utilisation d'énergies renouvelables plutôt que d'autres sources d'énergie. Travailler ensemble à faire de la recherche sur les énergies propres et renouvelables et les développer. En effet, l'accès aux emplois doit être le rêve de tous les jours de tout un chacun.

Les États proposent d'autres alternatives pour offrir des opportunités d'emplois créatifs et sûrs qui stimulent le développement de chacun. Les ressources naturelles des Etats doivent être respectées et protégées dans le sens à garantir leurs activités économiques. Ils suggèrent de promouvoir un travail décent pour tous : hommes, femmes, jeunes ou personnes en situation de handicap pour réduire le taux de chômage chez les jeunes en augmentant l'accès aux formations. Ainsi, il faut prévenir et mettre fin au travail des enfants, y compris le recrutement d'enfants soldats. Cependant, la meilleure solution serait d'offrir des emplois aux jeunes au niveau mondial. Autrement, il faut que les Etats s'assurent à donner la possibilité aux jeunes d'avoir un travail décent et sûr qui protège leurs droits et qui leurs rémunèrent assez pour couvrir leurs besoins et ceux de leur famille¹³².

En effet, vu les difficultés auxquelles certains enfants des pays membres de l'ONU font face, les Etats se concentrent toujours à mener leur combat. Ceux-ci pour fournir aux petites entreprises un accès au crédit et un soutien technique pour leur développement. Dans cette phase, ils doivent s'assurer que les entreprises font la promotion d'un développement durable qui ne nuit pas à l'environnement. Allouer des ressources à la recherche pour améliorer les technologies et répondre aux besoins spécifiques de chaque pays. S'assurer que tout le monde a accès à Internet et aux nouvelles technologies, en particulier ceux qui vivent dans les pays moins développés. Pour l'atteinte des objectifs de développement durable, les pays membre de l'ONU se préparent à soutenir les personnes qui vivent dans la pauvreté afin qu'elles puissent améliorer rapidement et durablement leur situation économique. Il faut s'assurer que les lois et les

¹³² Rapport du Plan Stratégique de l'Unicef 2022-2025, P.17. www.unicef.org consulté le 30/04/2022 à 12h15.

pratiques ne discriminent aucun groupe, qu'elles tiennent compte des besoins des plus défavorisés. Dans cette optique, il faut s'assurer que les lois et les programmes sociaux protègent les personnes vulnérables ou défavorisées. Par exemple, lors de l'instauration de quotas dans les partis politiques, les jeunes, les femmes, les personnes autochtones et les personnes en situation de handicap doivent également être inclus. Il faut s'assurer que les personnes qui quittent un pays pour aller vivre dans un autre bénéficient de lois pour les protéger.

Les Etats décident que les villes et les communautés soient inclusives, sûres, résistantes et durables pour accueillir tout le monde. Alors, pour mieux y répondre, doit s'assurer que tout le monde ait accès à un logement sûr et de qualité, ainsi qu'aux services de base, mettre à disposition des transports sûrs et organisés, qui ne nuisent pas à l'environnement et qui sont spécifiquement adaptés pour les enfants, les femmes et les personnes vulnérables, engager les communautés dans les discussions et les projets d'amélioration de leur ville ; promouvoir la reconnaissance et la protection de l'environnement et de la culture ; augmenter la résistance aux catastrophes ; assurer le contrôle de la gestion des déchets et de la qualité de l'air. Apprendre aux communautés à gérer leurs ressources correctement et à faire face au changement climatique¹³³. Pour ne pas oublier, il faut mentionner que les Etats proposent que les consommations alimentaires doivent être prises en charge. Ainsi, pour répondre à ces besoins les Etats suggèrent quelques pistes à respecter. Dans ce cas, il faut éviter le gaspillage alimentaire, tant par les particuliers que par les entreprises ; s'assurer à mettre fin aux produits chimiques toxiques afin de protéger l'air, l'eau et les sols. Réduire la production de déchet, Recycler. S'assurer que les pratiques des grandes entreprises sont responsables, transparentes et respectent l'environnement. Tenir le public informé et lui fournir les outils pour vivre en harmonie avec la nature¹³⁴.

Par ailleurs, ils ne cessent de soulever le sort du changement climatique où ils suggèrent à s'assurer que les populations sont bien préparées et peuvent faire face aux événements liés au climat et aux catastrophes naturelles. Prendre en compte les problèmes liés au changement climatique dans les priorités gouvernementales et allouer des ressources pour combattre le changement climatique. Ils proposent à mettre sur pied des techniques à réduire la pollution et

¹³³ Rapport du Plan Stratégique de l'Unicef 2022-2025, PP.2-19. www.unicef.org consulté le 30/04/2022 à 12h15.

¹³⁴ Ibid., P.21.

de promulguer des lois qui interdisent la pêche illégale et les autres pratiques destructrices en matière de pêche. Soutenir financièrement les petites îles et les pays les plus pauvres afin qu'ils puissent protéger et mieux gérer leurs ressources maritimes en pensant au futur. Protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres. En fait, il faut gérer de façon durable les forêts pour lutter contre la désertification, stopper et inverser la dégradation des terres et la perte de la biodiversité. Protéger et préserver les écosystèmes (par exemple, les déserts et les forêts tropicales) en respectant les accords internationaux. Réduire la déforestation et planter plus d'arbres afin de reboiser. Protéger d'urgence les espèces menacées afin d'éviter leur extinction, mettre fin à la chasse incontrôlée et au trafic d'espèces protégées de faune et de flore. Il est important d'impliquer les communautés autochtones.

Dans le but de mettre fin à la violence dans le monde et aux décès qui y sont liés, les Etats suggèrent à s'assurer que tout le monde a un accès équitable à la justice, que ce soit dans son propre pays ou à l'étranger. Lutter contre la criminalité et la corruption sous toutes leurs formes. Améliorer les institutions étatiques de façon à ce que les citoyens leur fassent davantage confiance. Veiller à ce que les citoyens soient consultés et que les gouvernements prennent en compte leurs décisions, en pensant à l'intérêt des enfants et des adultes. Par exemple, les enfants et les jeunes doivent être consultés avant qu'une loi qui les touche ne soit promulguée. S'assurer que toutes les naissances sont déclarées afin que chaque enfant reçoive une identité juridique. S'assurer que tout le monde a un accès gratuit à l'information. Renforcer les institutions afin de prévenir la violence, le terrorisme et la criminalité.

Les objectifs mondiaux devraient être présents dans les plans nationaux et chaque État décidera des problèmes qui sont les plus urgents pour eux. S'assurer que chaque État alloue ses propres ressources pour atteindre ces objectifs. De plus, les pays plus développés devraient s'engager à soutenir l'atteinte de ces objectifs dans les pays qui le sont moins. Respecter les décisions politiques des pays, à condition qu'elles soient cohérentes. Par exemple, on ne peut pas à la fois voter une loi pour la protection des ressources naturelles et autoriser leur exploitation. S'engager avec les organisations et les personnes qui ont travaillé pendant des années sur des sujets liés aux objectifs mondiaux. Ils devraient être impliqués dans le travail pour atteindre ces

objectifs, car leur expérience et leur soutien sont nécessaires¹³⁵. Après avoir analysé les objectifs, nous traitons dans la section qui suit des différentes stratégies utilisées par l'Unicef.

2- Les stratégies

Ce fonds des Nations Unies mène ses opérations dans les pays membre de l'ONU en collaboration avec plusieurs organisations, le gouvernement, le secteur privé, les sociétés civiles et les organisations étatique. Par ailleurs, l'UNICEF s'appuie sur la convention relative aux droits de l'enfant et sur les enseignements du passé. Il définit les résultats concrets en faveur des enfants, en coopération avec les partenaires des Nations Unies¹³⁶. Cependant, les stratégies d'interventions pour les organisations internationales dans le cadre de la protection et de l'éducation, sont toujours liées aux appuis directs, plaidoyer, travail en réseau, collaboration avec les acteurs étatiques, puis sur les associations de base¹³⁷. Ainsi, dans le but de la conduite de l'éducation, trois ministères sont impliqués pleinement dans la mise en œuvre des activités du programme qui promeut l'égalité genre à l'éducation. Il s'agit du Ministère de l'Education Nationale (Formation des enseignants et parents d'élèves, Education de base non formelle), le Ministère de la Femme et de la promotion de la petite enfance (le pré scolaire) et le Ministère de la formation professionnelle (formation professionnelle). Le Ministère de l'éducation assure la responsabilité de ce programme à travers l'organisation de deux ateliers du comité par an pour valider la planification des activités à réaliser et réalisées¹³⁸.

L'UNICEF au Tchad mène ses actions en partenariat avec le gouvernement, les ONG, les médias, les organisations religieuses, le secteur privé et la communauté elle-même. Leur engagement et leur volonté serait de faire du Tchad un meilleur endroit pour que les enfants soient exemplaires¹³⁹. Programme de coopération de l'UNICEF et du gouvernement du Tchad depuis 2012¹⁴⁰. Ce fonds se concentre au Tchad à créer un environnement politique national et législatif pour favoriser les droits des enfants, et pour prioriser les zones géographiques où les populations les plus vulnérables et désavantagées sont moins bien desservies par les services

¹³⁵ Rapport du Plan Stratégique de l'Unicef 2022-2025, PP.26-27.

¹³⁶ Ibid., P.2.

¹³⁷ Rapport du Secours Islamique France, P.5.

¹³⁸ Rapport Annuel du Groupe local d'éducation sur l'Egalité des Genres en Education, 2021, P.1.

¹³⁹ Rapport de l'Unicef sur les Partenariats autour du bien-être..., P.3.

¹⁴⁰ Ce rapport nous relate l'histoire la question de coopération entre l'Unicef et le gouvernement tchadien pour le bien-être des enfants et des femmes depuis 2012.

sociaux essentiels. L'objectif principal est de réduire les disparités sociales et de renforcer la résilience parmi les communautés touchées par les crises et les chocs affectant leurs moyens d'existence¹⁴¹. En 2012, l'UNICEF avec ses partenaires l'OMS et GAVI ont soutenu des campagnes vaccinales afin de prévenir la propagation de maladies comme la rougeole et d'améliorer la santé maternelle. Dans la même année, une campagne nationale contre la rougeole a permis de vacciner 2,27 millions d'enfants âgés de 6 mois à 5 ans. En février 2014, plus de 780 000 enfants âgés de 6 mois à 5 ans soit, 100 pour cent du public visé, ont été immunisés contre la rougeole à la suite d'épidémies localisées dans la capitale N'Djaména et d'autres régions du pays. La campagne a été suivie d'une seconde campagne nationale conduite en deux phases, qui a atteint un taux de couverture vaccinale de 103 pour cent de l'objectif de 2,5 millions d'enfants vaccinés en juin 2014¹⁴². En octobre 2014, la seconde phase a atteint un taux de couverture vaccinale de 102 pour cent de 2,35 millions d'enfants vaccinés. En plus, l'année 2012 marque une période des trois campagnes pour lutter contre la méningite où ils ont réussi à vacciner 6,84 millions de personnes âgées de 1 à 29 ans. Aucun cas de méningite n'a été rapporté durant l'année. Dans la même année, respectivement, 1,6 million et 1,5 million de femmes en âge de procréer ont été immunisées lors des premières et deuxièmes phases des campagnes de vaccination par anatoxine tétanique dans 35 districts de santé de neuf régions. Elles représentaient un taux de couverture de plus de 100 pour cent par phase. Les 47 districts restants ont été desservis en avril 2015, avec la première phase de la campagne atteignant un taux de couverture de 90 pour cent¹⁴³.

L'Unicef, avec ses partenaires, en tant qu'agence principale de la prévention de la transmission mère enfant (PTME) et membre du mécanisme de coordination national pour accéder aux financements du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, interviennent en cas de différends. En 2012, l'UNICEF a œuvré pour l'intensification des services de prévention, de traitement, de la prise en charge et de l'appui pour les femmes enceintes et les enfants séropositifs ou à risque pour le VIH. Une candidature réussie pour un financement du Fonds Mondial a été menée, et en 2013, l'UNICEF a reçu 6,36 millions d'euros pour financer ses activités contre le VIH/ sida dans le cadre du 8ème tour de la deuxième phase.

¹⁴¹ Rapport de l'Unicef sur les Partenariats autour du bien-être..., P.6.

¹⁴² Ibid., PP.16-17.

¹⁴³ Ibid., P.16-17.

Le financement fut géré par le Fonds de Soutien aux activités en matière de Population (FOSAP). De grandes ambitions en tant que sous-récepteur du financement, l'UNICEF a utilisé les fonds pour augmenter la disponibilité des services de PTME dans 36 districts de santé de 10 régions prioritaires avec le plus faible accès à la prévention, aux partenariats autour du bien-être des femmes et des enfants au Tchad¹⁴⁴.

Les personnes atteintes de Sida prennent les antirétroviraux (ARV) pour prévenir la transmission du virus à leur fœtus ou à leur nourrisson. Le faible taux d'accès au traitement est similaire parmi les enfants exposés et/ou infectés (23 pour cent). Afin d'améliorer la situation, le Tchad a adopté une approche de délégation des tâches dans le but de rapprocher les services de VIH des populations. Cela a permis aux infirmières et aux autres professionnels de santé travaillant dans les cliniques de soin primaire de dispenser les ARV aux patients¹⁴⁵. L'option B+ a été lancée par l'OMS en 2013, et elle est mise en œuvre progressivement dans les districts de santé. L'option B+ fournit un traitement à vie à toutes les femmes enceintes séropositives et allaitantes indépendamment de leur stade clinique. Au niveau national, un plan national pour éliminer la transmission mère-enfant a été lancé en 2012 pour une période de trois ans. Avec le soutien technique et financier de l'UNICEF, les districts de santé dans les 10 régions prioritaires ont commencé la mise en œuvre de micro-plans pour accélérer l'élargissement et l'utilisation de la PTME¹⁴⁶.

En tant qu'organisme directeur pour la communication et la mobilisation sociale pour l'éradication de la poliomyélite, l'UNICEF s'est associé à des stations de radio, des ONGs, des personnalités tchadiennes et des chefs traditionnels. Cet effort a considérablement augmenté la diffusion de l'information et le dialogue public autour de l'importance de l'immunisation contre la poliomyélite et de l'immunisation systématique. Partenariats d'effort de l'éradication de la poliomyélite au Tchad s'est déroulé sous l'égide de l'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (GPEI) et a impliqué de nombreux partenaires, y compris les donateurs. En effet, le soutien des donateurs a été décisif dans la lutte du Tchad contre la poliomyélite, permettant aux organisations de terrain telles que l'UNICEF et l'OMS d'accomplir leur travail efficacement dans

¹⁴⁴ Rapport de l'Unicef sur les Partenariats autour du bien-être..., P.16-17.

¹⁴⁵ Ibid., PP.16-17.

¹⁴⁶ Ibid.

les années de 2012-2013¹⁴⁷. La coopération avec les autorités tchadiennes serait à investir dans tous les domaines pour répondre aux besoins des enfants. A cet effet, l'Unicef travaille au Tchad en collaboration avec les organisations privés, internationales et étatiques comme la fondation grand cœur, MINESEC, PNUD, OMS, Ces partenaires s'en chargent dans le domaine d'assistance alimentaire, protection, santé, éducation, services communautaires et autre infrastructures. En fait, ce fonds se force à améliorer les conditions de vie des enfants victime de la vulnérabilité. Cependant, l'Unicef dans sa politique de faciliter ses activités, place le Tchad au cœur pour bien mener ses opérations.

Dans le cadre de la protection, les plates-formes de coordination des acteurs de l'Unicef favorisent la synergie des actions et permettent de prévenir les conflits. Ce fonds ne s'est jamais isolé de ses partenaires, il travaille en collaboration avec d'autres organisations spécialisées comme PAM, UNESCO, OMS, ONG, FMI. L'Unicef est une organisation qui travaille en collaboration avec l'Etat tchadien pour aider les enfants à fréquenter et améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables¹⁴⁸. Par la suite, on ajoute certaines organisations internationales comme (Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et Banque Mondiale (BM) ...), qui travaillent en collaboration sur le concept de « protection de l'enfance ». L'enfant est vulnérable, il subit différentes formes de violence, maltraitance, négligence, exploitation et les gouvernements en place se doivent de les protéger. Ceux-ci s'engagent à travers la ratification de textes internationaux tels que la Convention des droits de l'enfant (1989) à mettre en place une réelle politique de protection de l'enfance¹⁴⁹.

L'Unicef se force sans relâche à améliorer sa collaboration avec les pays membre de cette organisation. Ce fonds a ses partenaires publiques et privés pour mener ses actions. En effet, les acteurs publics comme MINESEC, privés comme FONDATION GRAND CŒUR seraient des groupes importants pour faciliter les activités de l'Unicef où ils agissent à répondre dans les besoins suivants : assistance alimentaire, protection, appui opérationnel, santé, nutrition, éducation, services communautaires, abris et les infrastructures. D'une manière générale, l'Unicef se donne corps et âme pour améliorer les conditions de vie favorable aux enfants en

¹⁴⁷Rapport de l'Unicef sur les Partenariats autour du bien-être..., P.12.

¹⁴⁸ A.A. Dawa kaki, « Les institutions des ... », P.48.

¹⁴⁹ N. Kata nakich., « analyse des besoins de base des orphelins doubles du sida âgé de 12 à 18 ans au mali dans l'optique de mettre en place des services biopsychosociaux pour assurer leur sécurité et leur développement jusqu'à l'âge adulte », maîtrise en Travail Social, Université du Québec à Chicoutimi, novembre 2014, P.49.

situation de vulnérabilité dans le monde d'une manière générale et au Tchad en particulier. Les partenaires privés internationaux assurent l'effectivité et la qualité des actions mises en œuvre par l'Unicef. C'est dans ce contexte que les partenaires privés nationaux renforcent leur coopération avec les organisations internationales pour répondre aux urgences et la mise en œuvre des interventions à travers des accords signés¹⁵⁰. Les partenaires privés internationaux ne sont rien d'autre que les ONG, le PAM, programme alimentaire mondial, UNHCR (haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés), FAO (organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), OMS, ONUSIDA, (programme commun des nations unies sur le VIH /SIDA)¹⁵¹.

Un atelier de lancement (ou atelier de cadrage) a été organisé sous la coprésidence des ministres de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale et de la Famille, de l'Intérieur et de la Sécurité Intérieur, et de la Justice. L'atelier de cadrage a eu lieu du 11 au 12 juillet 2013 à N'Djamena. Les objectifs étaient de lancer officiellement le projet, de débiter le processus de cartographie et d'évaluation du système de protection de l'enfant au Tchad, et d'établir un partenariat fort avec les autorités tchadiennes et les écoles de formation. Ce projet et les groupe de travail a pour but d'aboutir à la justice d'une manière générale et en particulier aux enfants, d'enregistrer les naissances, et d'avoir la protection sociale des orphelins et enfants vulnérables (OEV)¹⁵².

Le comité de pilotage sous la présidence du Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité nationale et de la Famille s'engage dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables. Ce comité de pilotage est composé des représentants des institutions suivantes : Le Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité nationale et de la famille ; Le Ministère de la Justice, Garde et Sceaux ; Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Le Ministère Délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense nationale, des Anciens Combattants et victimes de Guerre ; La Société Civile (APFLT, CRS, CARE, GRAPPE)¹⁵³. Pour mieux cerner l'esprit de protection, il faut comprendre que le bureau internationale des droits des enfants fut créé en 1994 avec pour but de parvenir à un monde où les droits de l'enfant sont pleinement respectés, la responsabilité avec la collaboration sont les bienvenues au respect et en fin adapter ses

¹⁵⁰N. Kata nakich., « analyse des besoins de base... », P.49.

¹⁵¹ Ibid., P.50.

¹⁵² Rapport de l'Unicef, Cartographie et Evaluation..., PP.19-112.

¹⁵³ Ibid.

interventions au contexte et aux besoins sur le terrain. Il faut toujours favoriser la participation des enfants. A l'explication de cette organisation pour défendre les droits de l'enfant au Tchad, il serait nécessaire de faire recours à la création d'un atelier de lancement. L'Ouverture de l'atelier de lancement du projet dans le but de poursuivre les actions de protection des enfants en cas de besoin dans tous les domaines a eu lieu au Tchad. Dans ce processus, il serait évident de présenter quelques membres de cet atelier. De gauche à droite : le Ministre de la justice, le Représentant résident de l'UNICEF au Tchad, la Ministre de l'action sociale, de la solidarité nationale et de la femme, Soumahoro, Chef d'équipe du Bureau international des droits des enfants, et le Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique¹⁵⁴. La photo 1 montre les images de la première cérémonie d'ouverture de l'atelier.

Photo n°1: Première ouverture d'un atelier dans le cadre de la protection des enfants.



Source : IBCR, Rapport de l'Unicef sur Cartographie et Evaluation, www.ibcr.org

Après l'organisation de l'atelier de lancement du projet, les acteurs défenseurs des droits de l'enfant se retrouvent à nouveau à l'ouverture de l'atelier stratégique. Parmi ces participants, on retrouve de gauche à droite : Mamira Geneviève, Chef de division de la protection sociale de l'enfant (MASSNF) ; Marcel Outtara, Représentant adjoint (UNICEF Tchad) ; Henri Nzedom, Chargé de projet (IBCR) ; Bakary Sogoba, Chef de la section Protection (UNICEF Tchad) et Fittouin Asbakreo, SG du MASSNF. La photo N°2 montre l'atelier stratégique.

¹⁵⁴Rapport de l'Unicef sur Cartographie et Evaluation..., P.21.

Photo n°2 : L'ouverture d'un atelier stratégique



Source : IBCR, Rapport de l'Unicef sur Cartographie et Evaluation, www.ibcr.org ¹⁵⁵

Par la suite de ces organisations des ateliers, il serait nécessaire de voir comment est organisé ce fonds des nations unies et comment fonctionne-t-il.

II -L'ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNICEF SOUS LA DEPENDANCE DE L'ONU

L'Unicef est une organisation spécialisée qui fut créé par l'organisation des Nations Unies(ONU) pour secourir les enfants après la Deuxième Guerre Mondiale. Cette section analyse son organisation et son fonctionnement

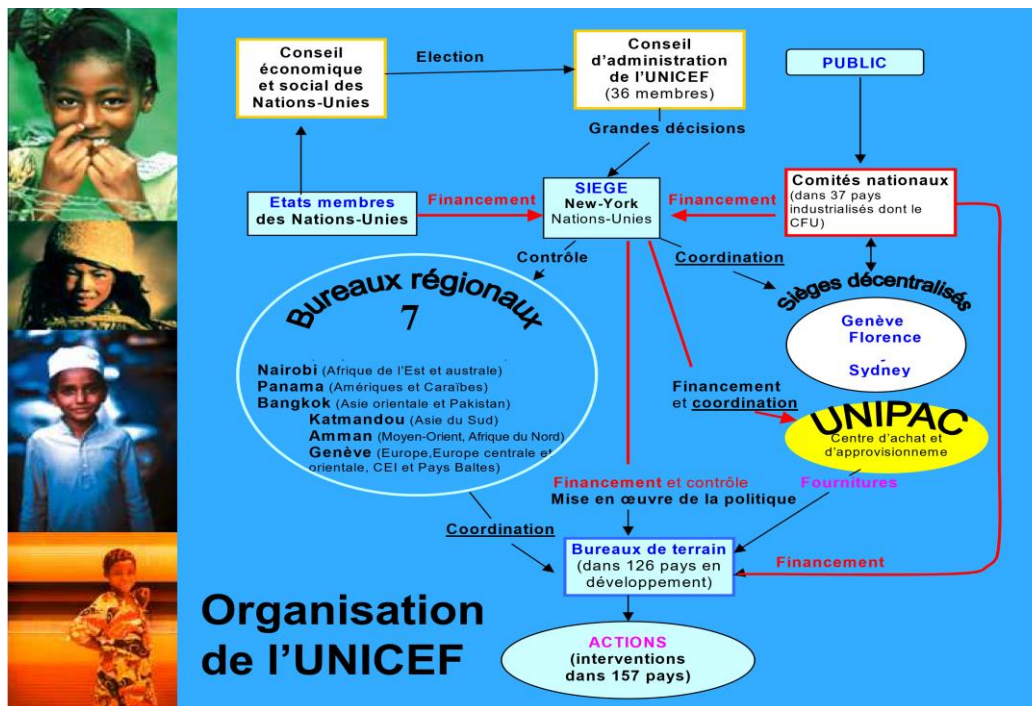
1-L'Organisation

Au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, l'Assemblée générale des Nations Unies établi le fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies afin de venir en aide aux enfants et adolescents des pays dévastés par la guerre. Alors, l'assistance devait être apportée sans distinction de race, religion, nationalité ou d'opinion politique et seulement consultatif avec le gouvernement intéressé. Cependant, le 11 décembre 1946 marque la Création de l'UNICEF par l'Assemblée Générale des Nations Unies, pour une durée limitée. (Fonds International de Secours à l'Enfance (FISE). Après la période de décembre 1950, le mandat de l'UNICEF est prolongé de 03 ans. En octobre 1953, la Communauté internationale réunie à New York, décide

¹⁵⁵ Rapport de l'Unicef sur Cartographie et Evaluation..., P.21.

que l'UNICEF doit poursuivre sa mission en tant qu'organe permanent du système des Nations Unies¹⁵⁶. La photo N°3 montre la structure organisationnelle de l'Unicef.

Photo n°3: La Structure organisationnelle de l'Unicef.



Source : Rapport de l'Unicef sur le Conseil de l'Administration de l'UNICEF : Guide non officiel 2020. www.unicef.org.

Plus de 70 ans plus tard, ces principes d'équité et de collaboration continuent de guider l'action que l'Unicef mène pour protéger les droits des enfants du monde entier, notamment les plus défavorisés. Il contribue à répondre à leurs besoins fondamentaux et à leur donner d'avantage de possibilités à réaliser pleinement leur rêve.

Le 1^{er} décembre 1950 marque la reconnaissance de la nécessité de poursuivre l'action engagée. L'Assemblée générale renouvelle le mandat de l'Unicef pour trois ans, tout en l'élargissant. Le fonds fut ainsi désormais chargé de répondre aux besoins à long terme de l'enfance, en vue de renforcer les systèmes nationaux de santé et la protection de l'enfance. Le 06 octobre 1953, considérant le rôle que jouait l'Unicef « dans l'ensemble du programme international de protection de l'enfance » et « en créant les conditions favorables au

¹⁵⁶ Rapport de l'Unicef pour chaque enfant santé, éducation égalité protection faisons avancer l'humanité..., P.5.

développement des programmes économiques et sociaux à long terme de l'organisation des Nations unies et des institutions spécialisées », l'Assemblée générale a décidé de pérenniser le mandat de l'Unicef et de changer le nom de l'organisation en « fonds des nations pour l'enfance ». L'Unicef, déjà connu, était maintenu depuis sa création en 1946, l'Unicef fut administré par le directeur ou la directrice générale selon les politiques établies par le conseil d'administration¹⁵⁷. Les membres du conseil sont choisis par le conseil économique et social de l'organisation des nations unies parmi des ressortissants des Etats membres de l'ONU. Le conseil d'administration était dirigé à ses débuts par une ou un directeur, quatre directeurs ou directrices adjoints, dont le mandat correspondait à l'année civile. En 1961, le comité du programme, le comité de l'administration et des finances ont été créés et chacun dotés d'un ou d'une présidente et un ou une vice-présidente. Il a été décidé en 1963 que les mandats iraient du 1^{er} février au 31 janvier, puis, en 1967, du 1^{er} août au 31 juillet¹⁵⁸. En 1992, le conseil d'administration a décidé qu'il serait tenu dûment compte, lors de l'élection de son ou sa présidente, d'un roulement géographique équitable parmi les cinq groupes régionaux (Etats d'Afrique, Etats d'Asie pacifique, Etats d'Europe orientale, Etats d'Amérique Latine et des caraïbes, Etats d'Europe occidentale et autre Etats)¹⁵⁹.

La direction du conseil était confiée chaque année tour par tour à un pays industrialisé et à un pays en développement. En 1994, les deux comités ont été abolis et le conseil d'administration a décidé qu'il ne serait plus dirigé par un ou une directrice, mais par une ou un président, dont le mandat d'un an correspond à l'année civile. Le nombre des membres du conseil fut fixé à 36, selon la répartition suivante: huit sièges pour les Etats d'Afrique sept pour les Etats d'Asie, quatre pour les Etats d'Europe orientale, cinq pour les Etats d'Amérique Latine et des caraïbes et douze pour les Etats d'Europe occidentale et autres Etats comme Japon. La coordination des travaux du conseil d'administration de l'Unicef a été confiée à un bureau composé d'un ou d'une présidente et de quatre vice-présidents, qui représentent les cinq groupes régionaux¹⁶⁰. En 1996, le conseil d'administration adopte l'énoncé de l'Unicef. Le 20 novembre 1989, la convention relative aux droits de l'enfant fut adoptée par l'Assemblée générale. Elle constitue le cadre juridique dans lequel s'inscrivent tous les travaux de l'Unicef. Pendant les sept décennies qui se

¹⁵⁷Rapport de l'Unicef sur le Conseil de l'Administration de l'UNICEF : Guide non officiel 2020, P.4.

¹⁵⁸ Voir la décision 1996/1 (E/ICEF/1996/12/Rev.1) du Conseil de l'Administration.

¹⁵⁹ Rapport de l'Unicef sur le Conseil de l'Administration..., P.4.

¹⁶⁰Ibid., P.4.

sont écoulées depuis sa fondation, l'Unicef a progressivement étendu son action dans le monde¹⁶¹. Ce fonds est désormais présent dans plus de 193 pays et territoires et ses employés sont estimés à plus 13000 personnes dans le monde dont la majorité est en poste dans des bureaux extérieurs. L'Unicef assure son financement grâce aux contributions volontaires des gouvernements et des dons du secteur privé, y compris des 33 comités nationaux pour l'Unicef et d'autres activités de collecte de fonds auprès du secteur privé. L'action du fonds est également guidée par les objectifs de développement durable. Par la suite, ce fonds est réglé dans le sens de favoriser la réalisation et à placer les enfants au cœur du programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁶². En créant l'Unicef en 1946, l'Assemblée générale l'a doté d'un organe directeur, le conseil d'administration. Ce fonds rédige des rapports chaque année par l'entremise du conseil d'administration, au conseil économique et social et en retour, ces rapports sont transmis à l'Assemblée générale. Les rapports financiers et comptes de l'Unicef, le rapport du comité des commissaires aux comptes sont présentés toutes les années à l'Assemblée générale, afin d'être examinés par cinquième commission et par le comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le comité consultatif examine également le budget d'appui biennal de l'Unicef et d'autres rapports apparentés, si besoin est. Depuis 1994, le conseil d'administration fonctionne selon sa structure¹⁶³. Le mandat annuel du conseil d'administration va du 1^{er} janvier au 31 décembre. Chaque année, le conseil économique et social élit des membres du conseil d'administration parmi des ressortissants d'Etats membres de l'Onu ou des institutions, spécialisées. En cas de souci de continuité, on retrouve un membre élu pour une nouvelle année. Le mandat de chaque membre à siéger a une durée de trois ans. Le groupe des Etats ont toutefois établi un système de roulement dans le cadre duquel certains Etats ne siègent pas pour une durée de trois ans¹⁶⁴. Après avoir présenté l'organisation de l'Unicef, étudions son fonctionnement dans les paragraphes qui suivent.

¹⁶¹ Rapport de l'Unicef sur le Conseil de l'Administration..., P.5.

¹⁶² Ibid., P.4.

¹⁶³ Ibid., P.6.

¹⁶⁴ Ibid.

2- Fonctionnement

Le conseil d'administration fournit un appui intergouvernemental aux programmes de l'Unicef; supervise ses activités conformément aux orientations générales définies par l'Assemblée générale et le conseil économique et social. Le conseil veille également à ce que l'Unicef s'adapte aux besoins et aux autorités des pays de programme. Ce conseil d'administration de l'Unicef est placé sous l'autorité du conseil économique et social. Il se donne à appliquer les politiques formulées par l'Assemblée générale, ainsi que les mesures de coordination et les orientations émanant du conseil économique et social. Le directeur général reçoit des informations sur les travaux de l'Unicef et formule des orientations à ce sujet. Les activités et les stratégies opérationnelles de l'Unicef correspondent aux orientations de politique générale énoncée par l'Assemblée et le conseil, conformément à leurs responsabilités respectives définies dans la charte des Nations Unies. Elle suit le bilan des activités de l'Unicef. Ce fonds encourage et examine de nouvelles initiatives en matière de programme présenté au conseil à sa session de fonds¹⁶⁵. Les rapports annuels qui pourraient inclure des recommandations visant à améliorer la coordination sur le terrain, sont présentés au conseil¹⁶⁶. Lors de la signature d'un accord de coopération au titre de programmes et de descriptifs de programme avec l'Unicef, les partenaires s'engagent à mener les activités décrites dans les documents en respectant les résultats, les activités, le calendrier et budget prévus. Les pays membre adoptent les normes de conduite les plus élevées conformément à la convention relative aux droits de l'enfant. Ce fonds fournit des rapports prévus par l'accord de coopération au titre des programmes dans le délai et selon les conditions imposées par l'Unicef.

L'organisation des Nations Unies permet d'établir et maintenir un système permettant de suivre les progrès et les résultats obtenus. Prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que toute autre violation de la sauvegarde de l'enfance par les employés, le personnel et les sous-traitants et signaler rapidement et de façon confidentielle toute accusation d'exploitation et d'atteintes sexuelles ou tout soupçon raisonnable (ou toute allégation) de violation de la sauvegarde de l'enfance, en garantissant la sécurité de

¹⁶⁵ Avant 1994, le Conseil d'Administration était gouverné par un Conseil de direction composé d'un(e) directeur/rice, quatre directeurs/rices adjoint(e)s. Voir la liste des membres dirigeants du Conseil d'administration depuis 1946.

¹⁶⁶ Ibid., P.7.

L'élection du Bureau est un point officiel de l'ordre du jour de la première session ordinaire, mais elle est organisée séparément, généralement quelques semaines avant la session.

toutes les personnes concernées. Lors de la signature d'un accord, de coopération au titre des programmes et de descriptifs de programmes avec un partenaire, l'UNICEF s'engage à : Assumer les responsabilités qui lui incombent et s'en acquitter rapidement, à condition que tous les rapports et documents nécessaires soient disponibles. Après cela, il faut procéder aux transferts d'espèces, de matériel et d'équipements conformément à l'accord. En plus, on doit entreprendre et mener à bien le suivi, l'examen, l'attestation, l'évaluation et la supervision du descriptif de programme. Il serait nécessaire, de dialoguer avec le gouvernement, les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, les donateurs et les autres parties prenantes. Dans le même cadre, il faut assurer l'orientation générale, la supervision, l'assistance technique et le leadership nécessaires à la mise en œuvre du descriptif de programme dans le sens de mener un suivi commun¹⁶⁷.

Le fonds collabore toujours avec les autorités du pays d'accueil, les membres du Système de gestion de la sécurité des Nations Unies et les partenaires afin d'évaluer les menaces spécifiques et de déterminer les niveaux de risque associés, les mesures de gestion des risques de sécurité et les niveaux de risque acceptables pour permettre la mise en œuvre optimale des programmes. Ainsi, il serait important d'aider les partenaires de l'UNICEF à mettre en place ou à renforcer leur cadre de gestion des risques de sécurité¹⁶⁸. Au moment de la signature d'un accord de coopération au titre des programmes, l'UNICEF vérifie que les partenaires disposent de capacités avérées pour gérer les risques de sécurité liés à leur personnel et leurs opérations, et pour assumer leur devoir de protection (leurs responsabilités juridiques) envers leurs employés. Sur demande, l'UNICEF peut apporter un soutien technique et/ou des ressources pour aider les partenaires à renforcer leur cadre de gestion des risques de sécurité. Assurer une collaboration étroite entre les équipes en charge de la sécurité et des programmes, comme l'exigent les processus de conception et de mise en œuvre en lien avec la gestion des risques de sécurité et la criticité des programmes.

L'UNICEF s'engage à répondre rapidement aux demandes liées au cadre « Sauver des vies ensemble » ; à recueillir et recouper les informations pour établir des rapports réguliers sur la sécurité, et à coordonner l'assistance mutuelle pour la gestion des bases de données sur les incidents de sécurité ; à soutenir la résolution des problèmes liés à la coordination de la sécurité,

¹⁶⁷Rapport de l'Unicef sur les Principaux Engagements pour les Enfants dans l'Action Humanitaire 2020, P.97. www.unicef.org. Consulté le 09/10/2021, à 19h40.

¹⁶⁸ Ibid., P.97.

et à la coordination de la réaction aux incidents de sécurité sur le terrain et à proposer une formation aux responsables sécurité des partenaires du cadre « Sauver des vies ensemble »¹⁶⁹. Les membres du fonds organisent des ateliers pour renforcer les connaissances mutuelles sur la collaboration en matière de sécurité entre les Nations Unies, les ONG internationales et les organisations internationale. Ils envisagent de nouveaux domaines de coopération entre ces organisations et à accroître l'innovation et l'efficacité en matière de gestion de la sécurité. L'Unicef est une organisation au service des enfants dans le cadre d'une approche de gestion des risques. L'acceptation par les communautés et/ou par les parties dont émanent les dangers peut réduire la probabilité que des événements néfastes se produisent. Cette organisation augmente les chances de mener une intervention efficace¹⁷⁰. L'acceptation repose sur les principes humanitaires : ces derniers permettent d'entretenir de bonnes relations avec les populations locales et les acteurs clés, et d'obtenir leur consentement pour la mise en place d'activités humanitaires. Renforcer la capacité des professionnels de la sécurité et des personnes assumant des responsabilités d'encadrement en matière de sécurité à susciter l'acceptation, à évaluer le degré d'acceptation et à en tenir compte dans le processus de gestion des risques de sécurité¹⁷¹.

Le représentant de pays est responsable de la sûreté et de la sécurité du personnel de l'UNICEF et des ayants droit familiaux, des locaux et des actifs dans le pays d'intervention, et rend compte au Secrétaire général par l'intermédiaire du Directeur ou de la Directrice générale. En tant que membre de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, le représentant du bureau de pays doit appliquer l'approche de gestion des risques de sécurité à l'ensemble des activités et opérations de l'UNICEF. Il doit s'assurer que les activités de l'UNICEF sont menées à sauver la vie de plusieurs personnes, pour le personnel et les ayants droit familiaux, les locaux et les actifs à un niveau acceptable, et que la collaboration en matière de sécurité avec les partenaires de l'UNICEF s'appuie sur le cadre « Sauver des vies ensemble »¹⁷². Le bureau est constitué de cinq membres du conseil d'administration. Ils sont élus par celui-ci à la première session ordinaire de chaque année, parmi les membres. Les membres du bureau sont repartis de manière suivante: un ou une présidente et quatre vices présidentes représentent chacun les cinq groupes régionaux, la présidence étant chaque année assumée par un groupe différent¹.

¹⁶⁹Rapport de l'Unicef sur les Principaux Engagements ..., P.101.

¹⁷⁰Ibid.

¹⁷¹Ibid.

¹⁷² Ibid.

L'usage veut que les membres permanents du conseil de sécurité ne soient pas représentés au bureau du conseil d'administration. Le bureau assure la fonction entre le secrétariat de l'Unicef et les groupes régionaux, s'occupant principalement des questions administratives fonctionnelles et de liaison, afin d'accroître l'efficacité du conseil d'administration. Les membres du bureau assurent normalement la coordination de consultations officieuses au sein de leurs groupes régionaux respectifs. Le bureau se réunit normalement tous les mois et tous les jours pendant les trois sessions annuelles du conseil d'administration. Conformément à la décision 2019/9, les procès-verbaux des réunions mensuelles du bureau sont communiqués aux membres et aux observateurs du conseil d'administration après avoir été approuvés par le bureau¹⁷³. En coordonnant les consultations au sein et en dehors de leurs groupes des conseils d'administrations des autres fonds et programmes pour ce qui est des réunions conjointes et des dossiers relatifs. Pour l'élection à la présidence du conseil, on tient compte d'une politique de rotation équitable entre cinq régions. Depuis 2002, la présidence fut ainsi assurée par chacune des cinq régions: Etats d'Afrique, d'Asie pacifique, d'Europe orientale, d'Amérique Latine et des Caraïbes et d'Europe occidentale et autres¹⁷⁴.

Au terme de ce chapitre qui traite des objectifs, stratégies, organisation et le fonctionnement de cette organisation, il ressort que l'Unicef intervient dans le pays pour améliorer les conditions de vie des enfants en état de la vulnérabilité et en état de non vulnérabilité. Ce fonds des nations unies mène ses opérations dans les pays membre de l'ONU en collaboration avec plusieurs organisations, le gouvernement, les secteurs privés, les sociétés civiles et les organisations étatique. L'UNICEF au Tchad mène ses actions en partenariat avec le gouvernement, PAM, UNESCO, OMS, ONG, FMI, les ONG, les médias, les organisations religieuses et les secteurs privés. L'objectif principal est de réduire les disparités sociales et de renforcer la résilience parmi les communautés touchées par les crises et les chocs affectant leurs moyens d'existence. L'Assemblée générale des Nations Unies établi le fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies afin de venir en aide aux enfants et adolescents des pays dévastés par la guerre. Alors, l'assistance devait être apportée sans distinction de race, religion, nationalité ou d'opinion politique et seulement consultatif avec le gouvernement intéressé. Ses interventions se focalisent beaucoup plus dans le cadre de la protection des droits des enfants,

¹⁷³Rapport de l'Unicef sur le conseil de l'administration..., P.7.

¹⁷⁴ Ibid., P.8.

offrir des opportunités d'emplois, de leur protéger contre les maladies, la malnutrition, l'éducation et le logement. Ainsi, il faut ajouter que l'Unicef travaille sous la direction de l'ONU pour la question de prise en charge des enfants. Il se focalise sur les articles des droits des enfants, les lois juridiques et politiques bien déterminées. Dans le chapitre qui suit, nous essayons de présenter les mécanismes, les moyens et les activités de prise en charge.

CHAPITRE III : MECANISMES, MOYENS ET ACTIVITES DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES PAR L'UNICEF.

L'Unicef est acteur incontournable dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables. Cette organisation intervient dans presque toutes les couches sociales. A cet effet, l'Unicef a adopté un mécanisme d'intervention pour la prise en charge des enfants vulnérables. Ce chapitre est d'identifier les mécanismes, moyens et activités menés par l'Unicef dans le cadre de prise en charge des enfants vulnérables.

Ce troisième chapitre analyse en premier lieu les différentes stratégies de déploiement de l'Unicef. Dans un deuxième temps, il présente les appuis infrastructurels et financiers dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables dans cette région du pays. Dans un troisième temps, il présente les réalisations de l'Unicef dans cette région dans tous les domaines.

I- MECANISMES, MOYENS ET ACTIVITES DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES.

Dans le cadre de prise en charge des enfants vulnérables, l'Unicef adopte des mécanismes d'intervention pour la protection des droits l'enfant en organisant des conférences sous régionales et à l'intérieur du Tchad avec les autorités tchadiennes.

1- Les mécanismes et moyens adoptés par l'Unicef dans le cadre de prise en charge des enfants vulnérables.

Dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables, on assiste à plusieurs mécanismes. En prenant ce chemin, on assiste à un atelier de formation qui s'est tenu au Sénégal en 2011, où l'IBCR et ses partenaires ont organisé un atelier de travail regroupant des experts internationaux en droits de l'enfant. Les travaux de cet atelier portaient sur : « Les outils de formation des forces de sécurité aux droits de l'enfant, une définition des compétences-clefs des forces de sécurité travaillant avec les enfants, la conception d'un programme de formation des forces de sécurité aux droits de l'enfant »¹⁷⁵. Ainsi, cet atelier de formation regroupait des personnes venant de 15 pays, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, Haïti, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, la République du Congo, le Sénégal, le Tchad et le Togo. En fait, il est souhaitable d'identifier ces

¹⁷⁵ Rapport sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection..., P.12.

¹⁷⁵ Ibid., P.13.

personnes à travers les photos des participants de cet atelier de 2011 à Dakar¹⁷⁶. La photo N° 5 présente les participants à un atelier de formation à Dakar en 2011.

Photo n°4: Les participants à un atelier de formation à Dakar en 2011



Source : photos IBCR.

Après la présentation des participants à un atelier de formation à Dakar, nous présentons les promoteurs des droits de l'enfant qui se sont retrouvés à Niamey en 2011 pour élaborer des compétences-clefs des forces de sécurité en droits de l'enfant. Ils mirent sur pied les principes suivants: connaissance, promotion, et mise en pratique des droits de l'enfant, Connaissance et mise en pratique des règles d'éthique et de déontologie, Connaissance de l'enfant, interaction et communication avec l'enfant et les acteurs de son milieu familial et communautaire, collaboration avec tous les intervenants formels et informels pour une bonne coordination de l'intervention, utilisation efficace des instruments de travail adaptés aux enfants. Ces compétences-clefs constituent donc la norme minimale qui est au cœur de la formation des forces de sécurité dans tous les pays membre¹⁷⁷. Après avoir présenté les participants à un atelier de formation, nous présentons les promoteurs des droits de l'enfant qui se sont retrouvés à Niamey en 2011 dans le cadre de la protection des enfants. La photo N°5 présente les participants à un atelier de formation à Niamey en 2011.

¹⁷⁶ Rapport sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection..., P.12.

¹⁷⁷ Ibid., P.13.

Photo n°5 : Les prometteurs des droits de l'enfant qui se sont retrouvés à Niamey en 2011 dans le cadre de la protection des enfants.



Source : photos IBCR.

L'engagement des écoles de formation participant à cet atelier s'est concrétisé grâce à l'élaboration de chaque délégation nationale, d'un plan d'action visant à intégrer une formation initiale sur les droits et la protection de l'enfant, en tenant compte des compétences-clefs adoptées¹⁷⁸. Préoccupé par le dédoublement des efforts de formation, l'IBCR a procédé à la compilation et à l'analyse des outils de formation des forces de sécurité aux droits de l'enfant au niveau international. Plus de 171 outils de formation provenant des quatre coins du monde ont été collectés¹⁷⁹. À la suite de l'atelier de Niamey, d'autres ateliers régionaux se sont tenus à Lomé au Togo en 2012, puis à Abidjan en Côte d'Ivoire, en 2013. Une délégation tchadienne était présente à ces rencontres. Après la présentation des participants à un atelier de formation à Niamey, nous présentons des délégations de plusieurs nationalités à un atelier de formation à Niamey. La Photo N°6 rend compte de l'ambiance pendant travaux de l'atelier tenu à Niamey¹⁸⁰.

¹⁷⁸ Entretien avec Filtouin Asbakreo, 50 ans, SG du MASSNF, Bongor, 25 Aout 2022, dans la région du Mayo Kebbi Est.

¹⁷⁹ Rapport sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection..., P.13.

¹⁸⁰ Entretien avec Filtouin Asbakreo, 50 ans, SG du MASSNF, Bongor, 25 Aout 2022, dans la région du Mayo Kebbi Est.

Photo n°6: Les délégations de plusieurs nationalités à un atelier de formation à Niamey.



Source : IBCR Rapport de l'Unicef sur Cartographie et Evaluation, www.ibcr.org

Après avoir présenté la photo de plusieurs nationalités à un atelier de formation à Niamey et plusieurs organisations sous régionales à l'extérieur du Tchad, l'Unicef Tchad tend la main à l'IBCR pour avoir le soutien technique pour réaliser cette cartographie. À partir de celle-ci, l'IBCR dirige l'élaboration de la formation initiale pour les forces de sécurité et les magistrats en matière de la protection de l'enfant¹⁸¹. L'envergure de cette initiative a nécessité la collaboration de plusieurs ministères du gouvernement de la République du Tchad. Par le biais du ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale, et de la Famille (MASSNF), le gouvernement a mis sur pied un Comité de pilotage, rassemblant sept ministères qui ont pour mission de garantir la diffusion des informations, le développement d'une synergie entre les acteurs travaillant sur les différentes composantes du processus et d'en assurer l'appropriation par le gouvernement, afin qu'il puisse améliorer les résultats. La photo N°7 présente pied un Comité de pilotage mis sur pied par le gouvernement tchadien. Ce gouvernement rassemble sept ministères qui ont pour mission de garantir la diffusion des informations, le développement d'une synergie entre les acteurs travaillant sur les différentes composantes du processus et d'en assurer l'appropriation par

¹⁸¹ Entretien avec Filtouin Asbakreo, 50 ans, SG du MASSNF, Bongor, 25 Aout 2022, dans la région du Mayo Kebbi Est.

le gouvernement, afin qu'il puisse améliorer les résultats¹⁸². La photo N°7 montre les membres du comité de pilotage mis sur pied par le gouvernement.

Photo n°7: Les membres du comité de pilotage mis sur pied par le gouvernement tchadien



Source : IBCR, Rapport de l'Unicef sur Cartographie et Evaluation, www.ibcr.org

La photo ci-dessus est répartie comme suit, de gauche à droite : le Ministre de la justice, le Représentant résident de l'UNICEF au Tchad, la Ministre de l'action sociale, de la solidarité nationale et de la femme, Soumahoro, Chef d'équipe du Bureau international des droits des enfants, et le Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Ces photos sont tirées du rapport cartographie et évaluation du système de protection de l'enfant et de la formation des forces de sécurité sur les droits de l'enfant au Tchad¹⁸³. Néanmoins, suite aux différents ateliers de formation à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, on se retrouve à un autre atelier de lancement (ou atelier de cadrage) a été organisé sous la coprésidence des ministres de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale, de la Famille, de la Sécurité Intérieur, et de la Justice. L'atelier de cadrage eut lieu du 11 au 12 juillet 2013 à N'Djamena¹⁸⁴. Les objectifs étaient de lancer officiellement le projet, de débiter le processus de cartographie et d'évaluation du système de protection de l'enfant au Tchad, et d'établir un partenariat fort avec les autorités tchadiennes et les écoles de formation¹⁸⁵. La photo N°8 montre es participants dans une école de formations.

¹⁸²Rapport sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection..., P.14.

¹⁸³ Rapport sur Cartographie et Evaluation du Système de Protection..., P.14.

¹⁸⁴ Entretien avec Bakary Sogoba, 55 ans, Chef de la section Protection (UNICEF Tchad)

¹⁸⁵ Ibidem.

Photo n°8: Les participants dans une école de formations.



Source : Photo IBCR

Dans le cadre de la protection de l'enfant, l'Unicef et le gouvernement se retrouvent sur une table pour mettre sur pied le Comité de pilotage et de trois groupes de travail : par l'arrêté du 10 octobre 2013, le Comité National de Pilotage du processus de la cartographie et de l'évaluation du système de protection de l'enfant au Tchad a été créé au sein du ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale et de la Famille¹⁸⁶. Ce Comité est ainsi chargé de garantir la diffusion des informations, le développement de synergies entre les acteurs travaillant sur les différentes composantes du processus et en assurer l'appropriation par le gouvernement. Par le même arrêté, des groupes thématiques de travail dans le processus de cartographie et d'évaluation du système de protection de l'enfant ont été constitués¹⁸⁷. Après avoir présenté les personnes engagées à des écoles de formation, nous présentons la photo N°9 qui montre un groupe de travail avec le chef de la section de protection.

¹⁸⁶ Entretien avec Bakary Sogoba, 55 ans, Chef de la section Protection (UNICEF Tchad), Ndjamena, du 27 Août 2022.

¹⁸⁷ Rapport sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection..., P.22.

Photo n°9: Le groupe de travail avec le chef de la section de protection.



Source : IBCR

Cependant, après avoir montré le groupe de travail avec le chef de la section de protection, nous présentons la photo N°10 qui montre les participants de la réunion de pilotage au Tchad¹⁸⁸.

Photo n°10: Les participants de la réunion de pilotage au Tchad



Source : IBCR

Alors, il faut comprendre que cette mission au Tchad : l'IBCR a organisé des missions au Tchad tout au long du processus afin de rencontrer tous les acteurs impliqués dans le projet, afin de procéder à la collecte de données, de réaliser des entrevues et ateliers, etc. Les dates des missions ont été les suivantes :

¹⁸⁸ Rapport sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection, P.23.

- Mission I : du 1^{er} juillet au 2 août 2013
- Mission II : du 13 octobre au 14 novembre 2013
- Mission III : du 27 janvier au 28 février 2014
- Et l'autre s'est tenue de plus en 2014¹⁸⁹.

La photo 11 permet d'identifier les participants à l'ouverture de l'atelier stratégique. De gauche à droite : Geneviève Mamira, Chef de division de la protection sociale de l'enfant (MASSNF) ; Marcel Outtara, Représentant adjoint (UNICEF Tchad) ; Henri Nzedom, Chargé de projet (IBCR) ; Bakary Sogoba, Chef de la section Protection (UNICEF Tchad) ; Fittouin Asbakreo, SG du MASSNF¹⁹⁰. La photo 11 présente quelques participants à une formation au Tchad dans un centre.

Photo n°11: Les participants à une formation au Tchad dans un centre.



Source : IBCR

D'ailleurs, il est à noter qu'un atelier de développement soit créé où l'on retrouve quelques participants à l'ouverture. De gauche à droite : Abakar Mahamat Ballah, COME/AOGN, (École gendarmerie) ; Henri Nzedom, Chargé de projet (IBCR) ; Zara Rapou, Directrice de l'enfance (MASSNF) ; Dara Galamao, Consultant protection de l'enfant ; Mbainarem Nathaniel, Directeur de l'enfance adjoint (MASSNF). En outre, la photo 12 présente les personnalités dont les noms sont mentionnées ci-dessous¹⁹¹.

¹⁸⁹ Rapport sur la Cartographie et Evaluation..., P.22.

¹⁹⁰ Entretien avec Fittouin Asbakreo, 50 ans, SG du MASSNF dans la région du Mayo Kebbi Est du 23 Août 2022.

¹⁹¹ Rapport sur la Cartographie et Evaluation ..., P.24.

Photo n°12: Les participants à un atelier de développement à N'djamena



Source : IBCR

A la suite des ateliers ci-dessus présentés, il faut noter d'autres rencontres sur les questions de la justice, sécurité et le social en lien avec l'enfance. L'IBCR a organisé trois ateliers thématiques qui avaient pour but de recueillir les expériences sur le travail au quotidien des acteurs du secteur de la sécurité, du secteur social et du secteur de la justice dans le domaine de la protection de l'enfant. Les ateliers se sont déroulés à N'Djamena aux dates suivantes :

- Le secteur de la sécurité : du 23 au 24 octobre 2013 ;
- Le secteur social : du 28 au 29 octobre 2013 ;
- Le secteur de la justice : du 6 au 7 novembre 2013^{192 193};
- Les photos¹³ et ¹⁴ présentent les participants à un atelier de formation dans le cadre de la justice.

¹⁹² Rapport sur la Cartographie et Evaluation du Système de Protection..., P.27.

¹⁹³ Ibid.

Photo n°13: et **Photo n°14:** Les participants à une réunion dans le secteur de la justice.



Source : Rapport sur Cartographie et Evaluation du Système de Protection, P.14, IBCR

En effet, suite à ces différents ateliers de formation mentionnés plus, il est nécessaire d'y parvenir à identifier les périodes ayant contribué aux inondations dans certaines régions du Tchad. Ainsi, le mois de juillet 2012, 2019 et 2020 se sont caractérisés généralement par des inondations dans la province du Mayo-Kebbi Est. A l'instar de 20 autres provinces du Tchad, le Mayo Kebbi Est fut touché en 2012, 2019 et 2020 par des pluies diluviennes provoquant d'importantes inondations dans les villages riverains, mais également dans d'autres villages situés à l'intérieur des terres fermes. Comme en 2019, les départements les plus touchés sont le Mayo Boneye, le Mayo-Lémié, Kabia et le Mont-Illi. Ainsi, vu l'absence d'Unicef et Face à l'ampleur des dégâts, la coordination inter cluster (ICC), lors de sa réunion du 23 septembre, a recommandé le déploiement rapide d'une mission conjointe d'évaluations multisectorielles (agences et services techniques étatiques)¹⁹⁴.

L'objectif de cette mission est d'évaluer les besoins réels et prioritaires des communautés et voir dans quelles mesures une assistance d'urgence pourrait être apportée aux victimes, en soutien aux efforts des autorités provinciales et du Gouvernement du Tchad. Cependant, cette mission fut composée des agences des Nations Unies (FAO, OMS, OCHA, PAM, UNHCR et UNICEF) et d'ONG internationales et nationales (OXFAM, Effective Solutions et AHEAS) et la Croix rouge du Tchad, la mission s'est déroulée du 4 au 11 octobre sur deux axes: N'Djamena-

¹⁹⁴Entretien avec Gabbélé, 55 ans, chef suprême de Toupouri dans le Département de Fianga, 22 Août 2022.

Bongor Katoa (1) et N'Djamena-Bongor-Gounou-Gaya - Fianga (2) avec 33 villages visités ou renseignés. La mission a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales sur place. Par ailleurs, les populations riveraines du fleuve Logone ont exprimé le besoin pressant de construire des digues en matériaux durables le long du fleuve pour éviter que la situation se répète dans le futur. Ainsi, après ces mécanismes de travail, il serait question d'entamer les activités de sensibilisation menées par l'Unicef avec ses partenaires dans le cadre de prise en charge des enfants vulnérables¹⁹⁵.

2- Les activités de sensibilisation

Dans le but de poursuivre le développement du Tchad en 2017, le Ministère chargé de l'Eau a pris l'arrêté N° 60 fixant les modalités de mise en œuvre des interventions « Eau, Assainissement et Hygiène en milieu rural ». Ledit arrêté préconise des approches à base communautaire pour une meilleure appropriation et gestion des infrastructures par les communautés. Ce document a contribué à l'harmonisation et à la complémentarité des interventions en vue de leur adéquation par rapport à la vision nationale. L'ATLAS de l'année 2017 du Programme de coopération Tchad–UNICEF est donc le premier du genre dans le cadre du cycle de coopération 2017–2021. Les informations contenues dans ce document furent compilées à partir des données de terrain, collectées par quinze (15) ONG partenaires du programme. Les objectifs de ce document étaient de :

- Suivre année par année l'évolution de la situation de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement de base et à l'hygiène en milieu rural et périurbain à l'horizon 2030, année du bilan pour les Objectifs de développement Durable (ODD) et d'analyser les faits à partir des cartes et graphiques ;

- Localiser et analyser les points épidémiologiques dits « chauds » pour une prise de décisions stratégiques quant à l'allocation des ressources. Il en est de même de l'analyse de la répartition géographique des villages au sein d'une province. Néanmoins, la première édition s'est limitée à présenter les résultats obtenus dans le cadre du programme de coopération Tchad–UNICEF. Elle permet de compléter au fur et à mesure dans les années à venir par des données

¹⁹⁵ Rapport de Mission Conjointe d'Evaluations Multisectorielles Mayo Kebbi-Est du 4 au 11 octobre 2020, P.6.

dans le cadre de l'UNDAF. MAIS Il faut comprendre que l'ATLAS du Tchad édition 2017 fut le fruit d'un travail collectif¹⁹⁶.

A la quête du développement, l'année 2018 fut une période où le pays avait envoyé 3 inspecteurs de travail pour une période de 45 jours au Centre Régional Africain pour l'Administration du travail. Il a également présenté le Projet de Soutien aux Réfugiés et aux Communautés Migrantes pour améliorer l'accès aux soins de santé pour les réfugiés, incluant les enfants, qui ont vécu des formes de travail inacceptables¹⁹⁷.

L'année 2015, marque une période où 68 % de la population pratiquait encore la défécation à l'air libre, et seule 10 % de la population avait accès à un assainissement de base¹⁹⁸. C'est ainsi que la question des sensibilisations a été mis sur le point pour ramener la population à la raison¹⁹⁹.

Néanmoins, à propos de la sensibilisation, dans 247 communautés au Tchad où les interventions ont été menées, le taux de la population avec un dispositif de lavage des mains est passé de 11% à 73%. En fait, une installation de lavage des mains dans ce contexte, signifie principalement la présence de savon et d'un "*sakane*" à l'entrée des latrines²⁰⁰

II-LES ACTIONS SANITAIRES, ALIMENTAIRES ET EDUCATIVES MENEES PAR L'UNICEF AVEC SES PARTENAIRES DANS LE CADRE DE LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES.

Dans cette partie, il est nécessaire de présenter les réalisations de l'Unicef dans les domaines sanitaire, alimentaire et éducatif dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables dans la région du Mayo Kebbi-Est.

1- Les réalisations sanitaires et alimentaires.

L'Unicef mène ses actions dans le domaine sanitaire et alimentaire pour aider les enfants à avoir des conditions de vie meilleur.

En termes de réponse, l'Unicef a distribué en donnant des moustiquaires imprégnées, des nattes, des matelas, des couvertures et des ustensiles de cuisine en juillet 2020, mais les années

¹⁹⁶ Rapport sur le Programme de Coopération Tchad-UNICEF 2017-2021 dans le Secteur de l'Eau, Hygiène et Assainissement, P.4.

¹⁹⁷ <https://www.humanium.org/fr/tchad/>, P.4. Consulté le 15/04/2022.

¹⁹⁸ Ibid., P.10.

¹⁹⁹ Ce type de programme de coopération Tchad- Unicef, convoque tous les partenaires du Tchad acteur à prendre leur responsabilité en main à défendre le droit de l'enfant dans tous les domaines.

²⁰⁰ Ibid., P.40.

2012 et 2019 restent sans soutien de l'Unicef²⁰¹. Suite à l'inondation qui a envahi la population. Cette intervention a été faite en collaboration avec la Croix rouge du Tchad. Cette réponse n'a concerné que certains secteurs car, les besoins n'ont pas pu être couverts. On se pose la question de savoir, pour quelle cause leur intervention a eu des limites de ne pas couvrir toutes les zones en situation de vulnérabilité ? L'intervention de l'Unicef a eu des limites par rapport aux moyens de déplacement pendant la saison pluvieuse où les voies de communications ne sont pas opérationnelles. En plus, les autorités de cette région ne réagissent pas en cas de situation de la vulnérabilité. Parfois, des moyens offerts par l'Unicef aux personnes en situation vulnérable sont détournés par certaines autorités de leurs localités²⁰². La Croix rouge française, a fourni une pirogue motorisée à la Croix rouge du Tchad et prévoit de financer deux autres pirogues non motorisées pour deux villages (Golong-happa et Dougoul)²⁰³.

Pour les autres secteurs, aucune assistance n'a été apportée. Il faut noter que des petites réponses en articles ménagers essentiels et vivres ont été faites dans quelques villages par les autorités administratives aux plus vulnérables (personnes âgées et personnes handicapées).

En revanche, ces réponses fournies ne sont pas vraiment significatives selon la communauté. En plus, les critères utilisés pour identifier les vrais bénéficiaires affectés ne sont pas cohérents et sont incompris par la communauté en particulier les femmes²⁰⁴. Ainsi, il est important de relever le cas des centres de district sanitaire de Fianga où l'Unicef vient en aide aux personnes vulnérables, dont la photo 15 montre la plaque de localisation.

Photo n°15: La plaque ci-dessous localise le centre de district sanitaire de Fianga



Source : photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbélé, 06 août 2022, à Fianga.

²⁰¹ Entretien avec Gabbélé, 55 ans, chef suprême de toupouri, 23 Août 2022, à Doré.

²⁰² Idem.

²⁰³ Rapport sur le programme de coopération Tchad-UNICEF..., P.40.

²⁰⁴ Rapport sur le programme de coopération Tchad-UNICEF..., P.40.

La photo ci-dessous est une image des bals de moustiquaires donnés par l'Unicef dans le département de Mont Illi /Fianga. Ces moustiquaires sont distribuées par bals dans tous les centres de district sanitaire dans la région du Mayo Kebbi-Est.

Photo n°16: Les moustiquaires offertes par l'Unicef dans tous les centres de santé au Tchad.



Source : Photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbé, 27 Août 2022 à Fianga/ Doré.

Entre 2004 et 2014, le taux de mortalité néonatale est passé de 48‰ à 34‰ pour une cible Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) fixée à 12‰. Le taux de mortalité infantile est passé de 102‰ à 72‰ soit une réduction moyenne annuelle de 3%²⁰⁵.

La mortalité des enfants de moins de 5 ans est passée de 163 à 133‰ sur la même période, soit 1,8‰ de réduction moyenne annuelle. La cible OMD était de 64‰. Toutefois, ces taux restent encore élevés. Cette situation est due au fait que les soins essentiels au nouveau-né sont très peu développés dans les formations sanitaires surtout celles du niveau périphérique. Seuls 74% des CS sont dotés de moyens de transport pour une évacuation rapide vers un hôpital²⁰⁶. Les taux de mortalité chez les enfants sont légèrement plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain. Si on considère le taux de mortalité infanto-juvénile, les écarts sont importants entre les régions²⁰⁷. A l'exemple de la région du Wadi Fira et celle de Logone

²⁰⁵Rapport du Plan National de Développement Sanitaire 2018-2021, P.17.

²⁰⁶ Entretien avec Baikelmo, 57 ans, Médecin au Centre District Sanitaire de Fianga, 25 août 2022 à Fianga.

²⁰⁷Rapport du Plan National de Développement Sanitaire, 2018-2021, P.17.

orientale, il semblerait que de Wadi Fira est de (67‰) et beaucoup plus élevé dans le Logone Oriental qui se trouve avec (230‰)²⁰⁸.

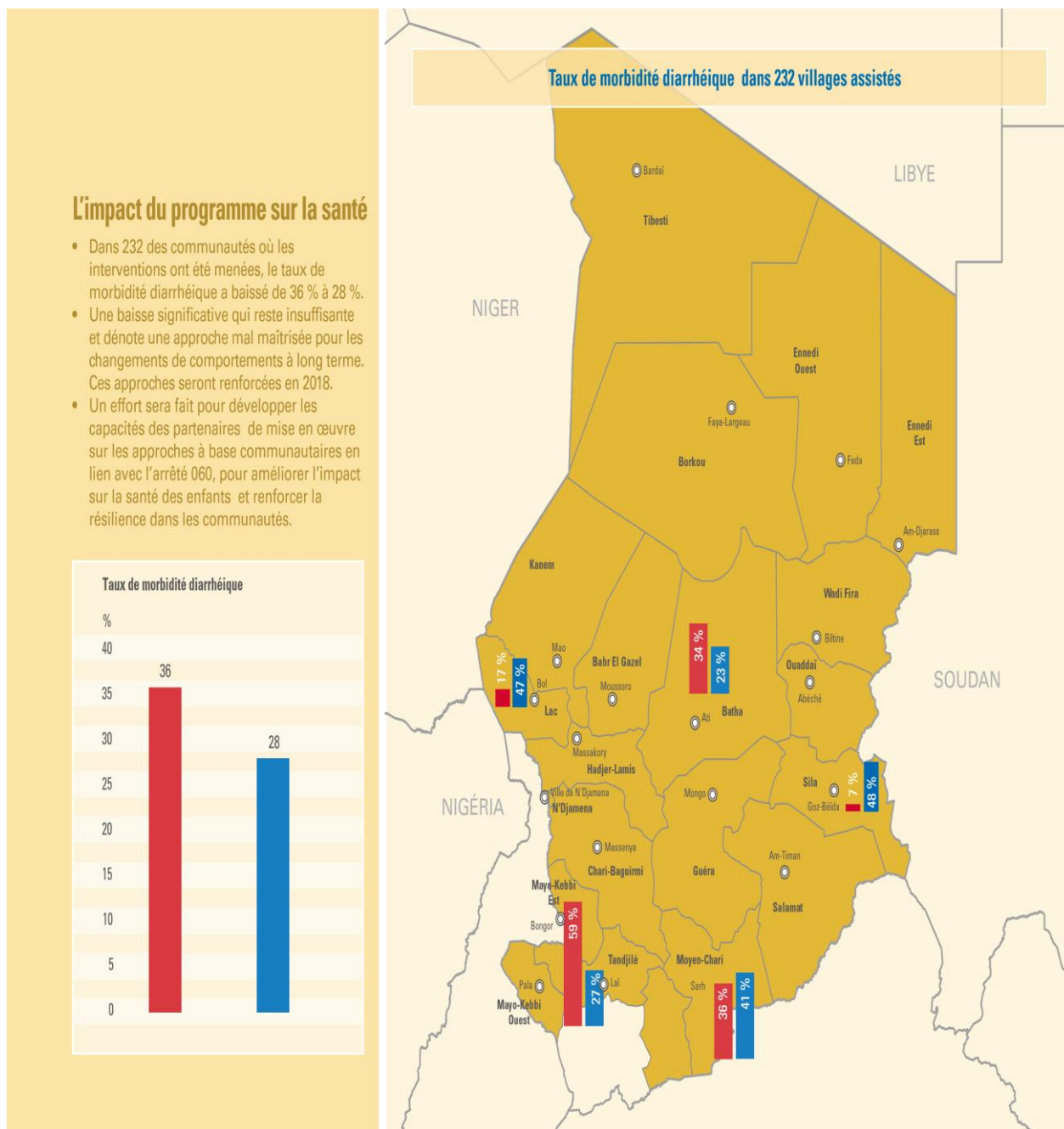
En fait, un intervalle inter génésique d'au moins 36 mois entre les naissances réduit le risque de mortalité infanto-juvénile : les enfants qui naissent, moins de deux ans après la naissance précédente présentent le taux de mortalité le plus élevé (192‰ contre 71‰ pour les enfants qui naissent, plus de 4 ans après la naissance précédente). Au Tchad 30% des enfants sont nés moins de 2 ans après la naissance précédente. Les couvertures vaccinales sont encore très basses au Tchad. La couverture vaccinale complète avant le premier anniversaire est passée de 11% en 2004 à 25% en 2014 tandis que les taux de couverture par vaccin sont variables (le BCG est de 60%, les taux de Penta 1 et Penta 3 sont respectivement de 58% et 33%, soit une déperdition de 25%). Par rapport à la prévention contre le paludisme, le pourcentage des enfants de moins de 5 ans qui dorment sous moustiquaire est passé de 33.30% à 36% entre 2013 et 2015 selon EDS MICS, soit un gain de 7.5%²⁰⁹. Cependant, il serait judicieux d'ajouter l'évolution du taux de morbidité de 2017 qui montre à suffisance les actions sanitaires menées par l'Unicef avec ses partenaires à travers les pourcentages qui montrent les taux de morbidité diarrhéique par région trouvent sur les graphiques et la carte du Tchad ci-dessous²¹⁰. La carte N°2 qui suit montre le taux de couverture vaccinale au Tchad.

²⁰⁸ Rapport du Plan National de Développement Sanitaire..., P.17.

²⁰⁹ Ibid., p. 17.

²¹⁰ Ibid., P .41.

Carte n°2 : La couverture vaccinale aux Tchad



Source : l'EDS-MICS 2014 – 2015, P.17.

Ainsi, il faut comprendre que la couverture sanitaire est encore très basse pour avoir un impact sur la morbidité et la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. Le tableau N°1 montre les indicateurs de lutte contre le paludisme.

Tableau n°1: Indicateurs de lutte contre le paludisme

Indicateurs	2013	2015
Pourcentage de ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide de longue durée d'action	33,30%	77%
Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire	28,30%	36%
Pourcentage des femmes enceintes qui dorment sous une moustiquaire	28,70%	35%
Pourcentage de personnes résidant dans le ménage ayant dormi sous une moustiquaire	24,80%	33%
Pourcentage de personnes résidant dans le ménage ayant dormi sous une MILDA	30,30%	33%
0% des enfants de moins de 5 ans ayant pris des antipaludiques le jour même où le jour suivant le début de la fièvre	ND	17.6%
0% des femmes ayant reçu au moins 3 doses de Traitement préventif du Paludisme durant la grossesse	ND	8%

Source: l'EDS-MICS 2014 – 2015, P.17.

Le tableau ci-dessus présente les pourcentages des enfants qui dorment sous les moustiquaires et les femmes ayant eu des doses de traitement préventif du paludisme durant la grossesse²¹¹.

- Les réalisations alimentaires

La malnutrition sous ses différentes formes, demeure un problème de santé publique aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain (Enquête SMART 2016). Au plan national, la prévalence de la malnutrition Aiguë Globale (MAG) ou émaciation est

²¹¹ Rapport de l'Enquête Démographique sanitaire, 2014 – 2015, P.17.

estimée à 11,9%, soit 277.800 enfants de moins de 5 ans. Cette prévalence est au-dessus du seuil d'alerte de 10% fixé par l'OMS. En outre, 26% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique ou retard de croissance et 20% d'insuffisance pondérale qui est la combinaison des 2 précédentes formes²¹². Des cas de malnutrition ont également été signalés sur l'axe Bongor-Katoa en raison non seulement de la mauvaise qualité des aliments consommés mais aussi des habitudes alimentaires. Au niveau de l'axe Gounougaya- Fianga, aucun cas de malnutrition n'a été rapporté au niveau des centres de santé visités²¹³.

En effet, en termes d'abris et d'articles ménagers essentiels (AME), sur les 3 787 habitations recensées en 2019-2020, 742 ont été complètement détruites. Le nombre de personnes en besoin d'assistance en abris et AME est estimé à 20 407 personnes, soit 3 400 ménages (30% des personnes sinistrées). Les besoins prioritaires exprimés par les ménages sont les bâches, couvertures, nattes, moustiquaires, savon, jerrycans et kits de dignité pour les femmes et jeunes filles. Aussi, bien que des moustiquaires soient distribuées dans les communautés, leur utilisation n'est-elle pas systématique. Même si des antipaludiques ont été mis à la disposition des centres de santé, de nombreuses communautés visitées n'ont pas un accès physique aux centres de santé (distance, les inondations pendant la saison pluvieuse empêchent certaines personnes en état de vulnérabilité d'y parvenir très vite, car certaines voies de communications dans la région du Mayo Kebbi-Est ne sont pas opérationnelles). Ainsi, il faut identifier l'état des routes qui bloquent les populations de cette région pour accéder aux soins dans les centres de santé et cela bloque les interventions. La photo 16 montre le piteux état de l'axe Fianga/Bongor pour N'djamena.

²¹² Rapport du Plan National de Développement Sanitaire..., P.41.

²¹³ Ibid., P.3.

Photo n°17: Le mauvais état de l'axe Fianga/ Bongor pour N'djamena.



Source : Photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbélé, 30 Août 2022 sur l'axe entre Bongor/ Fianga²¹⁴.

²¹⁴ Photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbélé, 30 Aout 2022 sur l'axe entre Bongor/ fianga

Photo n°18:La souffrance de la population sur la route de cette région.



Source : Photo réalisée sur le terrain par N. T. Reyanbéle, 30 Août 2022 sur l'axe Bongor/ Fianga.

Dans le domaine de l'accès à l'eau potable, tous les villages visités par l'Unicef furent dotés d'au moins d'un forage bien que certains ne sont pas opérationnels après leurs installations. En 2017, la réalisation et la réhabilitation de 43 forages dans les écoles a permis d'améliorer de manière durable l'accès à l'eau potable accompagné d'une sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène²¹⁵. Par ailleurs, il est utile d'identifier ces types des forages opérationnels et non fonctionnel à travers les images suivantes. A cet effet, des forages au sein des écoles, à l'exemple de l'école de Gamé au sud du Tchad mais, certains

²¹⁵ Le programme de coopération Tchad–UNICEF 2017–2021 dans le secteur de l'Eau, Hygiène et Assainissement, P.26.

sont de fois financé par le comité national²¹⁶. En plus, certains forages sont offerts par la société Prodalka²¹⁷.

- **Les réalisations des forages.**

Pour secourir les populations en eau, l'Unicef a lancé avec ses partenaires une opération pour offrir des forages aux populations. Ainsi, on retrouve quelques images de ces forages réalisées. La photo 18 présente une plaque hydraulique de la coopération Tchado-Allemande

Photo n°19: L'œuvre de la société Prodalka qui s'en occupe à aider les populations en eau potable au Tchad.



Source : Photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbélé, 22 Aout 2022 Fianga/Doré.

La coopération Tchado-Allemande collecte de fonds avec les populations dans le but de leur fournir des forages avec prix favorable estimé à 250 000F²¹⁸. La photo 19 est un forage réalisé par le Prodalka à Doré/Fianga.

²¹⁶ Le Programme de Coopération Tchad-UNICEF..., P.26.

²¹⁷ Enquête sur le terrain par N.T. Reyanbélé, 22 août 2022 à fianga.

²¹⁸ Entretien avec Dje-Mba-Ma, 40 ans, pharmacien au centre district Sanitaire de Doré, 23 aout 2022 à Doré.

Photo n°20: Le forage réalisé par le Prodalka à Doré/Fianga



Source : Photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbélé, 22 Août 2022 Fianga/Doré.

En effet, il est utile de relever la différence entre les eaux de forage et celles qui sont consommées par la population en l'absence des forages de la photo n°21.

Cependant, il faut noter e que ces forages ne sont pas tous fonctionnels ou suffisants (si l'on se réfère au ratio d'un point d'eau pour 500 personnes)²¹⁹. L'on se pose la question de savoir, pour quelle raison certains forages ne sont pas opérationnels ? Est-il la mauvaise utilisation de ces forages par la population ou le mauvais choix de l'endroit choisi par les autorités pour creuser ces points d'eau ? Suite aux enquêtes menées sur le terrain dans certaines localités où sont creusés les forages, les pierres qui se trouvent dans les sous-sols sont les véritables problèmes à ces phénomènes²²⁰.

Avec ces inondations, les femmes qui ont la charge du transport de l'eau, affirment qu'elles s'approvisionnent dans toutes les sources d'eau disponibles dans les villages : mares, forages, puits à ciel ouvert. Cette eau est consommée sans traitement avec risques de maladies hydriques comme la diarrhée ou le choléra. Une analyse des données recueillies auprès des centres de santé confirme une augmentation des maladies d'origine hydrique²²¹.

Suite à l'analyse, on comprend que l'année 2017 marque une période de la contribution de l'Unicef d'accès à l'eau potable. D'où ce fonds a permis à 137 224 personnes dont 31 397 femmes, 39 959 filles, 28 982 hommes et 36 886 garçons d'avoir accès à l'eau potable, ce qui

²¹⁹Rapport de Mission Conjointe d'Évaluations Multisectorielles..., P.4.

²²⁰ Entretien avec Gabbélé, 55 ans, chef suprême de Toupouri, Doré, 22 Août 2022.

²²¹ Rapport de mission conjointe d'évaluations multisectorielles..., P.4.

représente une augmentation de 1 % de la couverture en eau. Seules 198 communautés sur les 256 qui ont été déclenchées avec l'approche ATPC ont atteint leur statut FDAL (Fin de la défécation à l'air libre), ce qui représente 108 867 personnes vivant dans un environnement FDAL, soit une augmentation de 0,8 %²²².

En 2017, 248 comités de gestion des points d'eau ont été formés et mis en place, 223 villages, 45 sites de déplacés, 41 écoles et 29 centres de santé ont été sensibilisés à la promotion de l'hygiène. En 2017, 256 villages ont bénéficié d'un système d'alimentation en eau potable (133 nouveaux forages, 8 mini-AEP, 82 points d'eau réhabilités et la construction de 1 500 filtres à eau bio-sable). Chacun de ces points d'eau a été testé pour vérifier la qualité sur le plan bactériologique et physicochimique. Les communautés qui ont été soutenues avec des infrastructures en eau, ont également été accompagnées avec les approches ATPC et le passage à l'échelle avec la construction de latrines familiales²²³.

L'année 2017 fut fortement marquée par la réponse aux urgences EHA dans la région du Lac et au Sud pour les crises avec conflit. Avec l'appui de l'UNICEF, 241 143 personnes (55 173 femmes, 70 221 filles, 53 244 hommes et 62 503 garçons) sur les 268 000 personnes ciblées ont été assistées avec un paquet d'intervention EHA. L'UNICEF a également contribué à la réponse aux épidémies de l'hépatite E et de choléra à l'Est du pays, dans les régions du Sila et du Salamat, et a donné une assistance à environ 100 765 personnes dont 53 603 personnes qui étaient affectées par l'hépatite E et 47 162 personnes par le choléra²²⁴. Le tableau 2 présente les régions où les organisations internationales ont intervenu dans le cadre de la prévention des maladies que rencontre la population dans les différentes régions du Tchad.

Tableau n°2: Le tableau qui présente les différentes régions où les organisations internationales ont intervenu dans le cadre de la prévention des maladies que rencontre la population au Tchad.

ONG	RÉGIONS D'INTERVENTION
ACF	Bahr el Gazel, Kanem, Lac
ACTED	Lac
ADRA	Batha, Chari-Baguirmi, Lac, Moyen-Chari

²²² Ibid.

²²³ Ibid.

²²⁴ Le programme de coopération Tchad–Unicef dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement, 2017–2021, P.19.

AFDI (Association des Femmes pour le Développement Intégré)	Ouaddaï, Sila
Concern Worldwide	Sila
ESMS (Ecole Saine Ménage Sain)	Chari-Baguirmi
CRT (Croix-Rouge du Tchad) ; CRF (Croix-Rouge Française)	Les 23 régions
IAS,	Guéra, N'Djamena, Ouaddaï
IHDL	Lac, Logone Oriental, Mandoul, Moyen-Chari, N'Djamena
Oxfam (Oxford Committee for Famine Relief)	Guéra, Lac, Mandoul, Salamat
PU (Premiere Urgence)	Ouaddaï
SECADEV	Chari-Baguirmi, Kanem, Lac (bol), Logone Occidental, Logone Oriental, Moyen-Chari, Ouaddaï
SIF Mandoul, Moyen-Chari	Mandoul, Moyen-Chari
Terre Verte	Guéra, Logone Oriental, Mandoul, Moyen-Chari, Salamat, Tandjilé
World Vision	Guéra, Lac, Logone Oriental, Mandoul, Mayo Kebbi Est, Moyen-Chari, Tandjilé

Source : Le programme de coopération Tchad–Unicef 2017–2021 dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement, p.19.

L'Unicef consacre un budget important pour répondre aux besoins des populations dans certaines régions en 2017– 2021. Ainsi, ce fonds a planifié un budget total de 20 135 000 USD. Pour 2017, UNICEF a déjà mobilisé 6 937 450 USD²²⁵. En effet, suite à ce financement, l'Unicef mobilise 15 partenaires pour intervenir dans les zones en situation de vulnérabilité. Dans ce cas, on retrouve ces régions dans le graphique 1. Pour le cycle 2017–2021, l'UNICEF a sélectionné 15 partenaires du secteur EHA suite à un appel de manifestation d'intérêt. En 2017, 10 partenaires ont mis en œuvre des activités EHA pour le programme de prise en charge dans le tableau 2 qui présente les régions d'intervention. Ce programme de coopération fut signée dans le but d'interpeler toutes les organisations spécialisées et non spécialisées à prendre

²²⁵ Le Programme de Coopération Tchad–Unicef 2017–2021, PP.15-18.

leur responsabilité en main pour conduire le Tchad vers l'émergence à l'horizon 2030²²⁶. Suite au manque d'intervention d'Unicef, la SIF prend la relève au Tchad depuis 2008. Cette organisation mène d'actualité des actions en Eau Hygiène-Assainissement et en Sécurité Alimentaire dans le Sud du pays²²⁷.

Suite à l'analyse, y paraît que depuis l'arrivée des inondations signalées en juillet 2020 dans la région du Mayo Kebbi-Est, aucune intervention n'a été faite à ce jour²²⁸. Pour quel motif, aucune intervention n'a été faite en 2020 ? L'année 2020 fut une période où l'Unicef n'a pas pu intervenir suite aux mauvaises voies de communication et mauvaises organisations des autorités de cette région pour aider la population²²⁹. En dehors de ce bilan, le rapport du plan national de développement sanitaire montre que dans les secteurs d'hygiène, l'eau et l'assainissement, on retrouve 56% de la population du Tchad en général qui utilise une source d'eau améliorée. Selon les résultats de l'EDST-MICS (INSEED, 2014/2015)²³⁰. L'accès aux sources d'eau améliorées est d'environ 85% pour les ménages urbains et contre seulement 48% pour les ménages en milieu rural. Le manque d'eau potable dans certaines régions du pays et les mauvaises pratiques de stockage de l'eau potable, exposent les populations à des maladies hydriques (choléra, l'hépatite virale E, la fièvre typhoïde...). Ainsi, il est important de faire la différence entre l'eau que certaines populations consomment à travers cette photo que l'enfant détient entre ses mains.

²²⁶En 2017, le ministère chargé de l'eau a défini l'arrêté n° 60 fixant les modalités de mise en œuvre des interventions « eau, assainissement et hygiène en milieu rural ». Ledit arrêté préconise des approches à base communautaire pour une meilleure appropriation et gestion des infrastructures par les communautés.

²²⁷ Rapport sur l'Analyse de la Situation et des Besoins Spécifiques des Enfants Vulnérables à Ndjamena, Mission Tchad, P.3.

²²⁸ Rapport de Mission Conjointe..., P.4.

²²⁹Entretien avec Hinimdi, 50 ans, Maire de la ville de Fianga, 25 août 2022.

²³⁰Rapport Plan National de Développement..., P.20.

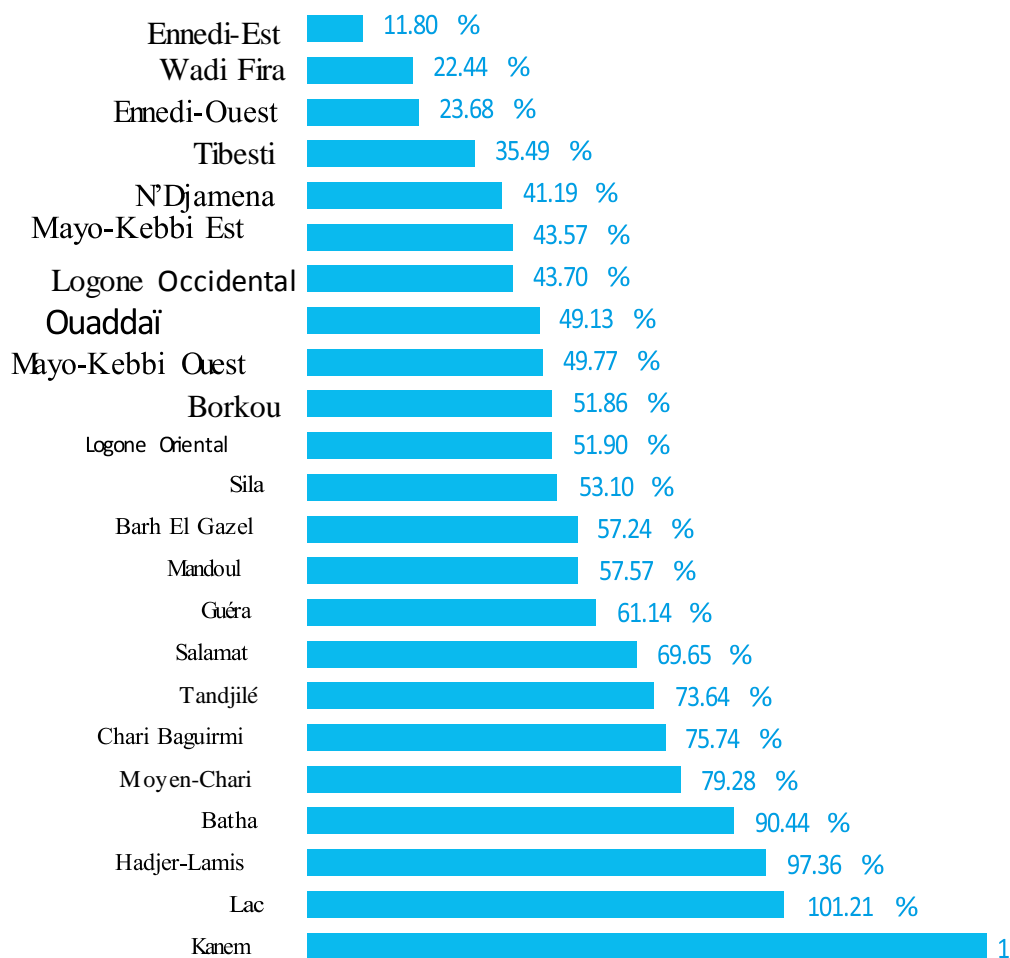
Photo n°21: Les qualités d'eaux consommées par la population dans le Mayo Kebbi -Est.



Source : photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbélé le 15mars, 2021.

Après avoir présenté la photo d'eaux qui montre l'eau de forage et celle de robinet consommée par la population du Mayo Kebbi- Est, nous présentons la pyramide n°1 qui montre les pourcentages d'eau consommée par région au Tchad. Il est très important d'identifier les difficultés d'accès à l'eau potable dans les différentes régions à travers les pourcentages sur la pyramide ci-dessous.

Pyramide n°1: Les pourcentages d'accès à l'eau potable dans les différentes régions du Tchad.

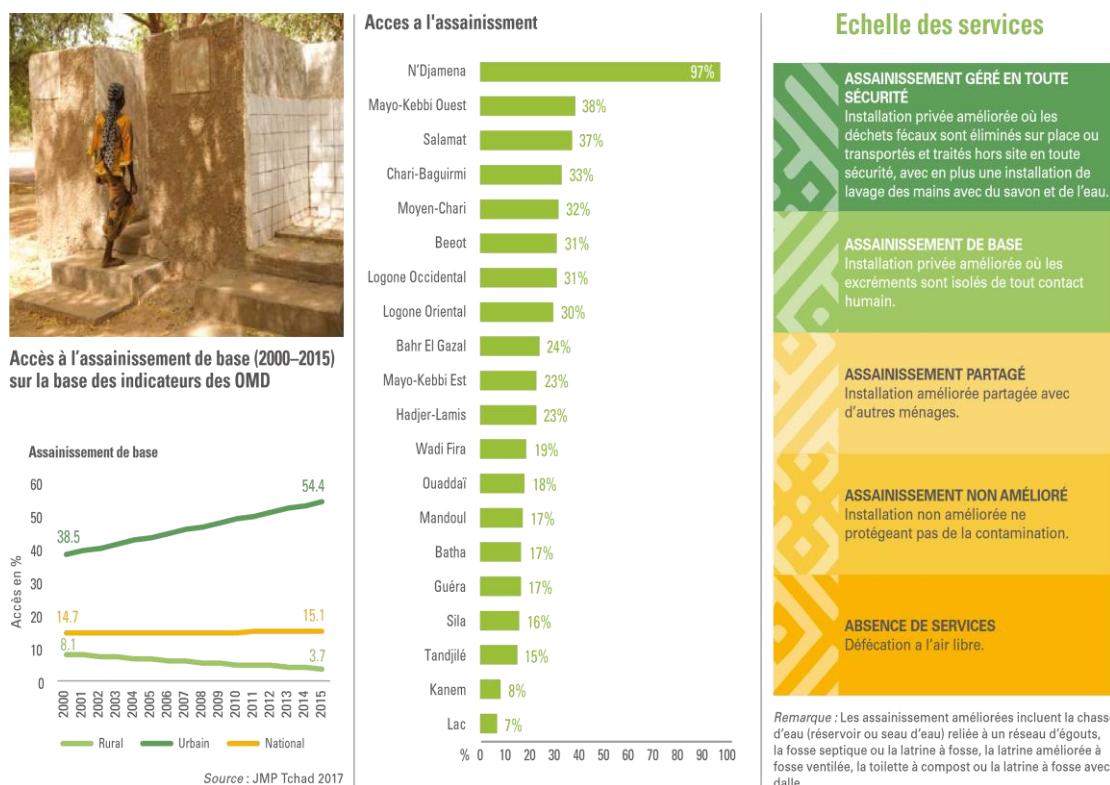


Source : Rapport du Plan National de Développement, JMP Tchad 2017.

Cette pyramide montre que la région du Mayo Kebbi-Est a un pourcentage d'accès à eau potable de 43,57 %. Cette fois ci, il serait évident de comprendre que certaines populations de cette région n'ont pas des latrines. La plupart des personnes de cette région font leurs besoins fécaux à l'air libre et cela amène souvent des maladies. Pour lutter contre ce phénomène, certaines autorités de cette région sont en train de mettre la pression sur la population pour avoir des latrines. Selon le Maire de la ville de Fianga, toutes les personnes recensées de sa ville ont un délai fixe d'un mois pour avoir les latrines à partir du 25 août au 25 octobre 2022. En cas de

non-respect de ce communiqué, toutes ces personnes sont amendées de 50 000F²³¹. En 2014-2015, seulement 8% des nombres de ménages utilisent des toilettes améliorées qui ne sont pas partagées (28% en milieu urbain et 3% en milieu rural). Dans ce cas, il est fort probable de comprendre les différends que traverse le pays d'une manière générale et en particulier dans la région du Mayo -Kebbi- Est à travers une pyramide collée entre deux photos qui montrent les pourcentages²³².

Photo n°22: La pyramide collée entre deux photos qui montrent les pourcentages d'accès à l'assainissement.



Source : Rapport du Plan National de Développement, JMP Tchad 2017.

La douche collée avec une pyramide montre les pourcentages d'accès à l'assainissement par région dont le Mayo Kebbi-Est se trouve avec un pourcentage de 23%.

Cependant, il est évident de comprendre que cette image est réalisée par JMP Tchad 2017. Dans ce cas de cette réalisation, le Mayo Kebbi -Est présente un pourcentage très bas.

²³¹ Entretien avec Hinimdi, 50 ans, Maire de la ville de Fianga, 25 août 2022.

²³² Rapport du Plan National de Développement, P.20.

Ainsi, on peut dire que le dispositif juridique dans le secteur de la santé est insuffisant. Plusieurs lois sont adoptées dans le cadre de la réforme du secteur de la santé ne sont pas mises en œuvre à cause de l'absence des textes d'application (cas des lois sur les écoles régionales de santé, la réforme de l'Ecole Nationale des Agents sanitaires et sociaux, le code d'hygiène, la Santé de la reproduction, la lutte contre le SIDA, la réforme hospitalière, etc.). Suite à l'analyse, il semblerait que les textes sur la pharmacie sont adoptés et publiés avec un retard important. Il n'existe pas un service chargé de la législation et du suivi de l'application des textes légaux et juridiques au MSP. Les ressources humaines compétentes existantes en la matière sont dispersées dans les services et les textes juridiques ne sont pas bien suivis par les services initiateurs. Cette situation est due à l'insuffisance des capacités institutionnelles du MSP pour l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des textes juridiques. En effet, suite aux différentes interventions d'aide dans les régions, il est important d'identifier les axes de leur déplacement à travers les tableaux et les graphiques qui montrent le nombre des personnes déployées dans les régions et le nombre des personnes recensées au cours de leurs activités²³³.

2. Les réalisations dans le domaine éducatif

Depuis le début des années 1990, le Tchad a accordé une priorité particulière à l'éducation. Les indicateurs disponibles montrent que les progrès réalisés sont significatifs. Durant les 25 ans de la période 1990-2014, le taux brut d'admission en première année est passé de moins de 52% à plus de 130%, le taux brut de scolarisation a plus que doublé en passant de moins de 50% à plus de 100%; le nombre d'élèves du primaire a presque quintuplé en passant de moins de 0,5 million à plus de 2,4 millions en 2014 et la proportion des filles est passée de 30% à plus de 43% durant la même période²³⁴. Cependant, la crise budgétaire des dernières années a eu un impact négatif sur le niveau de scolarisation. Cette baisse amorcée à partir de 2014 est assez préoccupante au regard des objectifs de développement du pays. Entre 2014 et 2017, le taux d'accès au primaire est passé de 130% avant d'être ramené à moins de 97%, le taux brut de scolarisation au primaire est passé de 100% à 82% et le nombre d'enfants scolarisés au primaire a diminué de 14% en passant de 2,4 millions en 2014 à 2,07 millions en 2017²³⁵.

²³³ Rapport du Plan National de Développement..., P.21.

²³⁴ Ibid.

²³⁵ Ibid.

Par ailleurs, suite au manque des interventions de l'Unicef en cas des besoins, certains organismes prennent la relève, à l'instar du Secours Islamique France (SIF) qui met en œuvre des projets de protection et de soutien à l'éducation formelle (cadre scolaire) ou non-formelle (soutien psychosocial et parascolaire) en s'adaptant aux modèles socioculturels du pays. Les programmes ciblent des enfants particulièrement vulnérables du fait d'un contexte de crise ou de marginalisation, dans des régions parfois difficiles d'accès²³⁶. Au Tchad depuis 2008, la SIF montre que l'accès à l'éducation reste par ailleurs difficile. Si plus de 80% des enfants sont scolarisés au primaire, seulement 35% achèvent cette partie de leurs études et moins encore poursuivent dans le secondaire. De plus, la forte pression démographique a pour conséquence que de plus en plus d'enfants sont scolarisables chaque année ; ce qui pourrait entraver le fonctionnement du système éducatif²³⁷. En dehors de la SIF, il faut noter que l'Unesco donne sa part de statistique général à un bilan d'une manière générale pour le Tchad que moins de 30% des enfants achevant leur scolarité primaire²³⁸. Le graphique 1 illustre cette évolution des effectifs des élèves du primaire et montre aussi la proportion des filles au primaire qui stagne depuis 2012 aux environs de 43% en dépit des progrès réalisés dans les années 2000²³⁹.

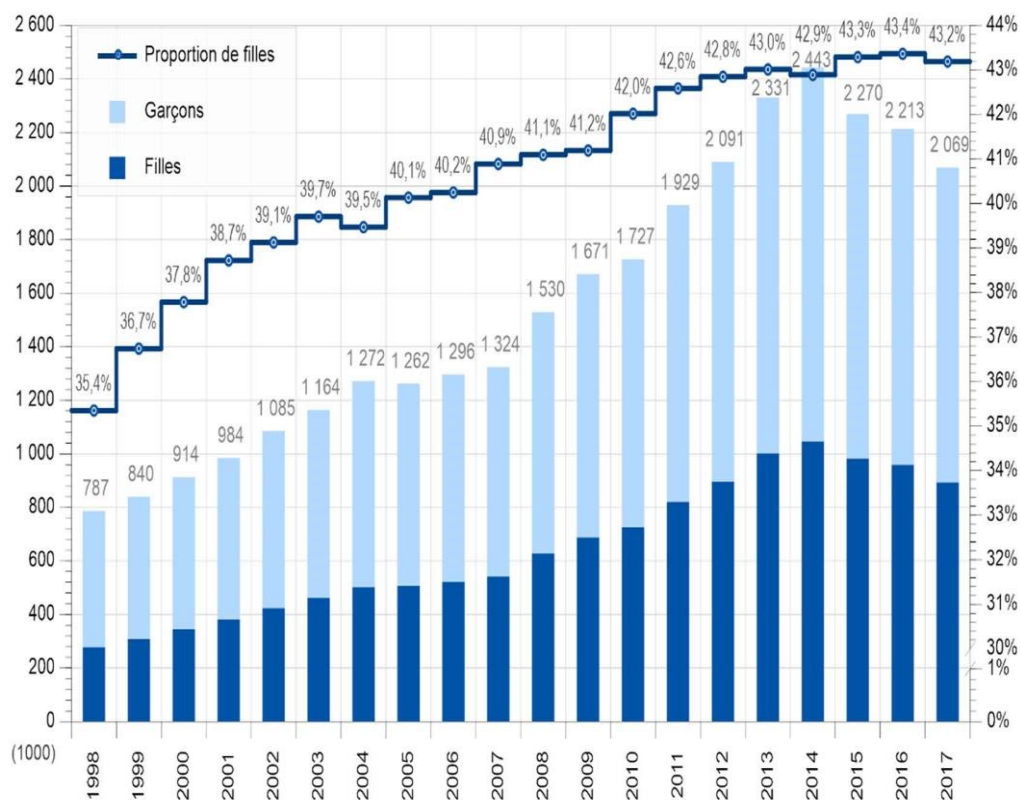
²³⁶ A. L. Sodeungbe, « la gouvernance sécuritaire et la menace ... », P.4.

²³⁷ Rapport sur l'Analyse de la Situation et des Besoins Spécifiques des Enfants Vulnérables à Ndjamen, Mission Tchad, P.3.

²³⁸ A. L. Sodeungbe, « la gouvernance sécuritaire et la menace ... », P.4.

²³⁹ Rapport du Projet de Renforcement de l'Education et de l'Alphabétisation au Tchad, 2019, P.9.

Graphique n°1 : Les pourcentages d'évolution des effectifs des élèves et de la proportion de filles du primaire de 1998 jusqu'au 2017.

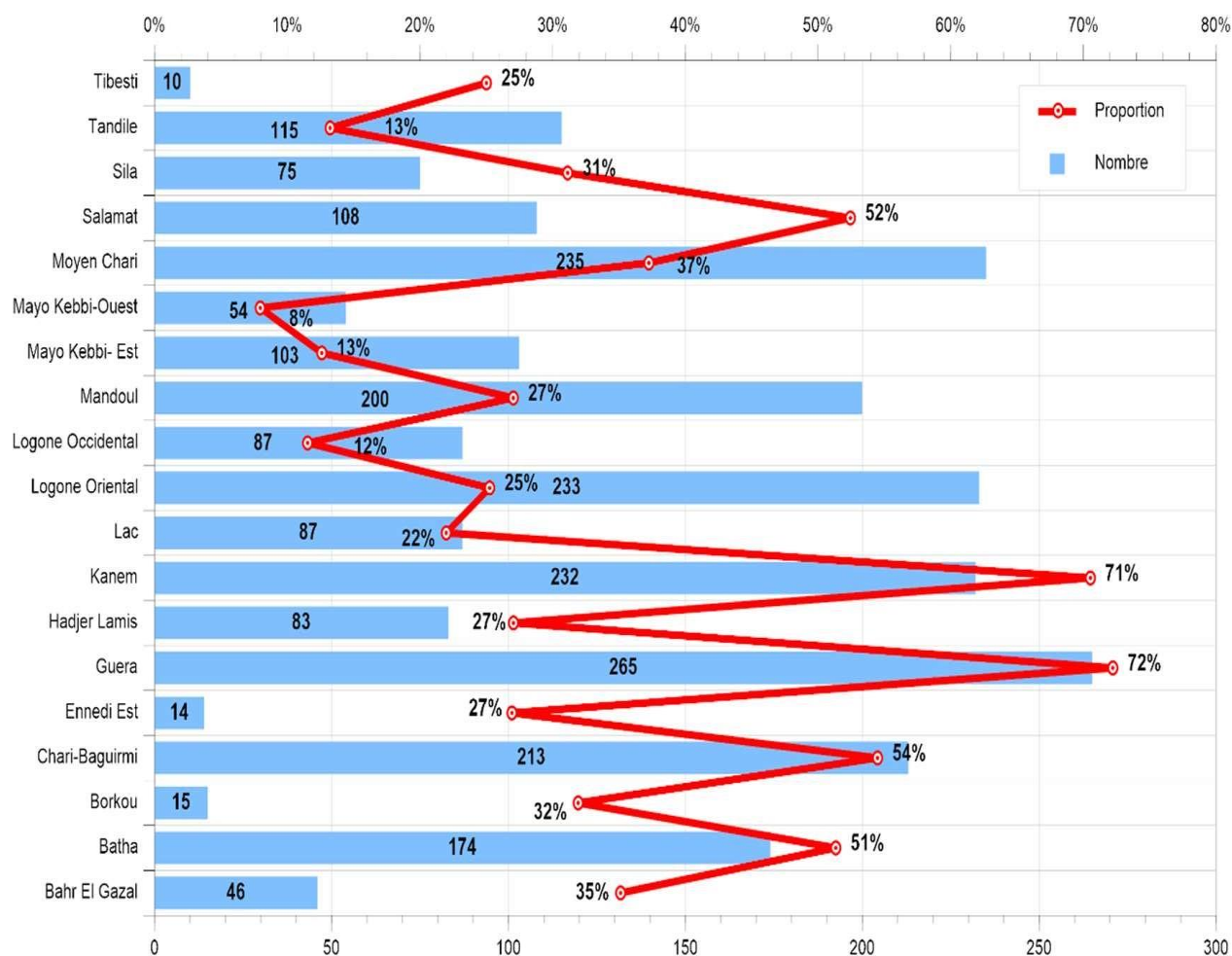


Source : Rapport du Projet de Renforcement de l'Education et de l'Alphabétisation, les données du MENPC

D'après ces données, il est nécessaire de comprendre que depuis les années 1998, le Tchad d'une manière générale et en particulier la région du Mayo Kebbi -Est, s'est retrouvé en état d'évolution au niveau des écoles primaires²⁴⁰. Le graphique 2 présente le pourcentage des écoles fermées.

²⁴⁰ Rapport du Projet de Renforcement de l'Education..., P.9.

Graphique n°2: Les pourcentages de nombre d'écoles fermées dans les années 2015-2016 suite au manque des enseignants.



Source : Rapport du Projet de Renforcement de l'Education et de l'Alphabétisation, les données du MENPC

D'après ces informations qui se trouvent dans le graphique, il est évident d'identifier que la région du Mayo Kebbi -Est se retrouve avec 103 écoles fermées, disons 13%²⁴¹. Les données de l'année scolaire 2016-2017 montrent une certaine reprise (plus de 1000 écoles fonctionnelles par rapport à 2015-2016) qui semble se confirmer d'après les premiers indices des deux dernières années scolaires (2017-2018 et 2018-2019). Toutefois, la situation demeure préoccupante et les enseignants communautaires étaient non encore payés en dépit de l'espoir véhiculé par le recensement réalisé en mai 2018. Ainsi, la situation du secteur de l'éducation au Tchad demeure critique et le secteur demeure exposé à un risque de blocage dans l'hypothèse d'absence de

²⁴¹ Rapport du Projet de Renforcement de l'Education et de l'Alphabétisation..., P.9.

rémunération des maitres communautaires. Cette situation génère, par ailleurs, une accentuation des disparités et des iniquités en raison des contributions accrues demandées aux ménages pour subvenir en partie à la rémunération des maitres communautaires qui constituent l'essentiel du corps enseignant dans les zones rurales qui sont aussi les zones les plus pauvres du pays. À partir du dernier trimestre 2019, l'amorce de la rémunération des enseignants par la contribution du projet PARSET II et aussi par l'apport de PREAT est de nature à atténuer l'acuité de la crise et d'introduire un élément de stabilité dans le fonctionnement du système éducatif. A cet effet, il est important d'identifier le nombre d'écoles primaires fonctionnaires recensées par l'annuaire statistique²⁴². Après avoir présenté les graphiques, nous présentons les photos des enfants avec les sacs de l'Unicef au dos et les cahiers en main dans la cour de l'école primaires de Fianga.

Photo n°23: Les enfants avec les sacs au dos offert par l'Unicef au sein de l'école à Fianga.



Source : photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbéle le 15mars, 2021.

Ces enfants sont entrain de courir dans la cour avec joies. Suite à cette image, il est important de présenter comment des cahiers sont distribués enfants de Fianga.

²⁴² Rapport du Projet de Renforcement de l'Education et de l'Alphabétisation ..., P.9.

Photo n°24: Les enfants en détenant les cahiers de l'Unicef en main dans la ville de Fianga.



Source : photo réalisée sur le terrain par N.T. Reyanbéle le 15mars, 2021.

En conclusion de ce chapitre III qui portait sur les mécanismes, moyens et activités de prise en charge des enfants vulnérables par l'Unicef dans la région du Mayo Kebbi-Est. On note que cette organisation mène ses activités au Tchad en collaboration avec les partenaires des organisations étatiques et privées dans le cadre de ses interventions. Ainsi, on peut noter que ses réalisations sont beaucoup plus au niveau sanitaire et avec des kits remis aux personnes sinistrées suite aux inondations. En ce qui concerne l'éducation, il est à noter que, des sacs, cahiers et des matériaux didactiques furent distribués. En outre, la présence de l'Unicef dans cette partie du Tchad est un atout pour l'épanouissement du pays. Cependant, il est nécessaire de noter que la présence de cette organisation présente des limites car, cette organisation manque des mécanismes de suivi de son travail, des personnels compétents pour fournir des rapports après leurs activités fournies aux personnes en état de vulnérabilité et non vulnérables. Il est très difficile de donner un bilan fixe de l'œuvre de l'Unicef dans le Mayo Kebbi-Est car, cette organisation présente d'énormes limites dans cette région du Tchad mais, il faut retenir qu'elle intervient de fois en cas de situation précaire.

CHAPITRE IV : BILAN DE L'ASSISTANCE DE L'UNICEF AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LE MAYO KEBBI –EST.

L'Unicef est une organisation des Nations Unies qui se préoccupe de prendre en charge les enfants en état de la vulnérabilité et non vulnérable. Ces appuis entrent dans le domaine de l'éducation, santé et l'alimentation.

Dans ce chapitre, il est question de présenter le bilan de l'assistance de l'Unicef aux personnes en état de vulnérabilité dans la Région du Mayo Kebbi-Est, présenter les difficultés que rencontre cette organisation onusienne et de suggérer quelques pistes de solution visant à rendre plus actif les activités de l'Unicef au Tchad en général et en particulier dans la Région du Mayo Kebbi-Est. Malgré que le bilan de l'assistance de l'Unicef au Tchad en général et en particulier dans le Mayo Kebbi-Est remet en cause sa présence pour aider les personnes vulnérables.

I- LES RETOMBES DE L'ASSISTANCES DE L'UNICEF AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LE MAYO KEBBI –EST.

Dans les années 2007, l'Unicef et le gouvernement tchadien ont signé un accord pour la démobilisation des enfants soldats du Tchad. Cet accord mit sur pied des procédures opérationnelles pour la libération des enfants associés aux groupes armés. Les responsables de l'Unicef ont été autorisés à se rendre au centre de formation de l'ANT (Armée Nationale Tchadienne) à Mao, à 400 km à l'Est de N'djaména, dans le centre sud du Tchad²⁴³. Le Tchad a ratifié la convention relative aux droits (CRC) en 1990. Ceci interdisait le recrutement et l'utilisation d'enfant de moins de 15 ans dans l'armée²⁴⁴. Depuis l'arrivée de l'Unicef au Tchad d'une manière générale et en particulier dans la région du Mayo-Kebbi-Est, ce fonds est source de soulagement pour les enfants vulnérables et voir la population toute entière. Dans cette optique, il est judicieux de relever les avancés enregistrées dans l'amélioration de la condition des enfants vulnérables de cette région depuis l'arrivée de l'Unicef au Tchad, dans les domaines scolaire, sanitaire et humanitaire²⁴⁵.

²⁴³ Rapports de Human Rights Watch, P.1.www.hrw.org.consulté le 20 juin 2022 à 19h 15.

²⁴⁴ Ibid.

²⁴⁵Ibid.

1-L'amélioration du taux de scolarisation des enfants

La consultation nationale des acteurs de l'éducation en 2022 montre que l'enquête de grappé donne le pourcentage de 30% des jeunes tchadiens âgés de 15 à 24 ans alphabétisés²⁴⁶. En effet, la présence de l'Unicef au Tchad dans le domaine scolaire mérite d'avantage un encouragement partout dans les régions du Tchad. Les activités de l'Unicef menées sans relâche contribuent à mettre fin aux analphabétisations des enfants et de mettre le pays sur un bon timing par des motivations exceptées et les encouragements des parents d'enfants à emprunter le chemin d'école. Suite à cela, le 23 octobre 2015, le représentant d'Unicef au Tchad, Philippe Barregne-Bigot, présente la copie de sa lettre d'accréditations à Moussa Faki Mahamat, Ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine. Il a saisi cette occasion pour réaffirmer l'engagement de l'Unicef à soutenir le gouvernement dans ses efforts de promotion et de protection des droits de l'enfant au Tchad. C'est ainsi que d'importantes réalisations et des progrès furent menés par cette organisation au Tchad, en faveur des droits de l'enfant.

L'Unicef se mobilise sur plusieurs fronts prioritaires, parmi lesquels la malnutrition, la santé, hygiène et assainissement, la protection et l'éducation. Il s'engage à renforcer son appui dans ces secteurs sur la base des priorités définies par le gouvernement. Il tient compte du principe « unis dans l'action » des Nations Unies et en considération des nouveaux objectifs de développement durable. Le fonds des Nations a permis l'augmentation du nombre des jeunes scolarisés²⁴⁷. L'implication de l'Unicef au Tchad a facilité le désarmement des enfants soldats²⁴⁸. A titre d'illustration, de 2019 à 2020, on voit la contribution de ce fonds en faveur des enfants (sur 7 215 enfants scolarisés sur les deux axes de la mission dans la région du Mayo Kebbi Est au Sud du Tchad dont 1 300 filles dans 16 villages en 2019-2020 fréquentent)²⁴⁹. Après avoir présenté l'amélioration du taux de scolarisation, nous présentons le soulagement des populations sinistrées et démunies.

²⁴⁶ Radio Bongor (RTN), Journal du 22/06/2022, présenté par Joseph Houmsou.

²⁴⁷ M.Ph. Barregne-Bigot, le représentant d'Unicef au Tchad en 2015 [en ligne].

²⁴⁸ Selon l'opinion de ce représentant d'Unicef au Tchad en 2015, cette organisation a contribué à lutter contre la malnutrition, la santé et l'assainissement, éducation.

²⁴⁹ Rapport De Mission Conjointe d'Evaluations Multisectorielles Mayo Kebbi -Est du 4 au 11 Octobre 2020, P.5.

2- Le soulagement des populations sinistrées et démunies

A travers les campagnes de sensibilisation, formation professionnelles des agents sanitaires des organisations internationales et nationales, les pourcentages de taux de mortalités diminuent et on se retrouve avec l'accroissement des taux de population. En effet, suite aux coopérations du Tchad avec ses partenaires à défendre les droits des enfants, il paraît que le Tchad a révisé sa politique de santé pour s'adapter aux nouveaux contextes caractérisés par la vision du Tchad à l'horizon 2030. Dans la poursuite de conduire le pays vers l'émergence du pays d'ici 2030, on assiste à des différents pourcentages par année qui montre l'évolution de ce pays dans le domaine sanitaire. Ainsi, il est judicieux d'identifier ces pourcentages à travers le tableau qui montre les pourcentages d'efforts fournis par le gouvernement Tchadien avec ses partenaires²⁵⁰.

Tableau n°3: Evolution de la population tchadienne de 2017 jusqu'à 2021.

	Population Totale	Grossesses attendues	Naissances attendues	Nourrissons de 0-11 mois	Enfants de 0-59 mois	Jeunes de moins de 15 ans	Jeune et Adolescent de 10 à 24 ans	Femmes en âge de procréer
		4,23%	4,10%	3,70%	20,20%	50,60%	18,20%	21,76%
2017	15 778 415	667 427	646 915	583 801	3 143 858	7 983 879	2 871 672	3 433 383
2018	16 346 438	691 454	670 204	604 818	3 301 980	8 271 298	2 975 052	3 556 985
2019	16 934 910	716 347	694 331	626 592	3 420 852	8 569 064	3 082 154	3 685 036
2020	17 544 566	742 135	719 327	649 149	3 544 002	8 877 551	3 193 111	3 817 698
2021	18 176 171	768 852	745 223	672 518	3 671 587	9 197 142	3 308 063	3 955 135

Source: DSIS

En effet, la présence des organisations internationales dans le monde en générale et en particulier au Tchad serait appréciable dans l'optique de conduire les enfants vulnérables à changer leur vie et parfois de leur offrir des emplois. Dans le domaine sanitaire, malgré que le gouvernement tchadien et ses partenaires ne parviennent pas à couvrir les besoins des

²⁵⁰Rapport du Plan National de Développement..., P.10.

populations, il faut retenir que les pourcentages de taux de mortalité néonatale est passé de 48‰ à 34‰ dans les années 2004 et 2014²⁵¹. En dehors de ce taux, il est judicieux d'ajouter celui de la mortalité infantile qui est passé de 102‰ à 72‰, soit une réduction moyenne annuelle de 3%²⁵². En plus, il faut scruter sur le taux de mortalité des enfants qui est passé de 163 à 133‰ sur la même période, soit 1.8% de réduction moyenne annuelle²⁵³. Les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé et Multiple Indicators Cluster Survey (EDS-MICS) 2014 – 2015 montrent que le taux de mortalité maternelle est passé de 1.099 pour 100.000 naissances vivantes (NV) en 2004 à 860 pour 100.000 NV en 2014, soit une baisse d'environ 20% sur une période de 11 ans. La cible fixée par le pays pour 2015 (OMD) était de 275 décès pour 100 000 naissances vivantes. Ce rythme de réduction qui est d'environ 2% l'an est trop lent. Sans efforts et investissements supplémentaires, plusieurs décennies seront nécessaires pour atteindre la cible fixée pour 2015. Le taux de Couverture des premières et quatrièmes consultations prénatales (CPN1 et CPN4) sont passés pour la CPN 1 de 53% en 2004 à 64% en 2014 et pour la CPN4 de 23% en 2004 à 31% en 2014. Le taux de couverture en VAT 2 + des femmes enceintes est passé de 42% en 2004 à 56% en 2014²⁵⁴.

Le taux de couverture en accouchements assistés par du personnel qualifié est passé de 20,7% en 2004 à 34 % en 2014. Ce taux de couverture est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural où les tabous autour de l'accouchement sont encore très importants. Seulement 22% des accouchements ont eu lieu dans un établissement de soins en 2014. En 2015, les accouchements dystociques représentaient 6,82% du total des accouchements réalisés dans les formations sanitaires. La couverture pour la Prévention de la Transmission Mère-Enfant du VIH (PTME) est très faible (39% en 2015 dans les structures sanitaires). Les services de consultation post-natale (CPON) ne sont pas fréquentés, alors qu'une proportion importante de décès maternels et de décès de nouveau-nés surviennent dans la période néonatale et se produisent dans les 48 heures qui suivent l'accouchement. Le taux de couverture de CPON n'est que de 8.65% en 2015. La prévalence contraceptive moderne est passée de 1,6% en 2004 à 5% en 2014. Les besoins non satisfaits en contraceptifs de 28,3% en 2004 sont passés à 23% en 2014 avec un taux

²⁵¹ Entretien avec Hinimdi, 55 ans, Maire de la ville de Fianga, 23 août 2022 à Fianga

²⁵² Rapport du Plan National de Développement, P.17.

²⁵³ Ibid.

²⁵⁴ Ibid.

de couverture contraceptive moderne de 5%²⁵⁵. Le gouvernement Tchadien et ses partenaires créent en 2014 et 2016 et lancent officiellement pendant les mêmes périodes le Programme national pour la santé des populations nomades, insulaires et des zones d'accès difficiles (PNSN)²⁵⁶. Après des efforts fournis dans ce domaine mentionné plus haut, il est question d'identifier les interventions d'Unicef aux personnes sinistrées.

- Les personnes sinistrées

Les années 2012, 2019 et 2020 sont marquées par des pluies diluviennes provoquant d'importantes inondations dans les villages du Mayo Kebbi-Est. Comme en 2012, où le pont de fut effondré, plusieurs villageois ont perdu leur bien. En plus, l'année 2019 fut une période des inondations où les départements les plus touchés étaient, le Mayo Boneye, le Mayo-Lémié, la Kabia et le Mont-Illi. Face à l'ampleur des dégâts, la coordination inter cluster (ICC), lors de sa réunion du 23 septembre, a recommandé le déploiement rapide d'une mission conjointe d'évaluation multisectorielle (agences et services techniques étatiques). L'objectif de cette mission est d'évaluer les besoins réels et prioritaires des communautés et voir dans quelles mesures une assistance d'urgence pourrait être apportée aux victimes, en soutien aux efforts des autorités provinciales et du Gouvernement du Tchad²⁵⁷. Ces agences étaient des Nations Unies comme (FAO, OMS, OCHA, PAM, UNHCR et UNICEF) et d'ONG internationales et Nationales (OXFAM, Effective Solutions et AHEAS) et la Croix rouge du Tchad, la mission s'est déroulée du 4 au 11 octobre sur deux axes: N'Djamena-Bongor Katoa (1) et N'Djamena-Bongor-Gounou-Gaya - Fianga (2) avec 33 villages visités ou renseignés. La mission a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales sur place.

En termes de réponse, des moustiquaires imprégnées avaient été distribuées en juillet par l'UNICEF à travers la Croix rouge du Tchad. La Croix rouge française, a fourni une pirogue motorisée à la Croix rouge du Tchad. Cela donne un aperçu des besoins dans chaque secteur et se termine par des recommandations claires d'assistance et de soutien. Le rapport est partagé avec le Comité de crise, les acteurs humanitaires par le biais de la HCT et de l'ICC, et avec les principaux donateurs²⁵⁸. En 2020, le nombre de personnes sinistrées dans les 33 villages visités

²⁵⁵ Rapport du Plan National de Développement..., P.16.

²⁵⁶ Ibid., P.19.

²⁵⁷ Rapport de Mission Conjointe d'Évaluations Multisectorielles..., P.2.

²⁵⁸ Ibid., P.2.

ou renseignés est estimé à 66 997, dont 30 567 personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence. Faute d'accès physique, la mission n'a pas pu se rendre dans certains villages où l'accès n'était possible que par pirogue ou à pied avec des eaux d'une hauteur d'un mètre au moins. Toutefois, des informations fiables ont pu être recueillies auprès d'informateurs clés des localités concernées (chefs de villages, populations etc.). A titre d'exemple, il faut compter 7 heures en pirogue motorisée pour effectuer un aller/retour de 166 km entre Bongor, chef-lieu de la province et le village Davouloum, situé dans la sous-préfecture de Katoa, département de Mayo-Lémié²⁵⁹. Après avoir présenté les réponses d'aide aux personnes sinistrées, nous présentons la situation d'eau potable.

3- La question d'eau potable

Dans le domaine de l'accès à l'eau potable, tous les villages visités pendant le recensement, sont dotés d'au moins un forage. La construction de latrines, la promotion de l'hygiène et l'assainissement (ATPC, lavage des mains, gestion des ordures), la réhabilitation et réalisation de forages ainsi que le traitement des eaux sont des besoins prioritaires exprimés par les ménages lors des entretiens de groupes²⁶⁰. Après cette présentation d'eau potable, nous présentons les limites de l'assistance de l'Unicef aux populations de la région du Mayo Kebbi-Est.

II- LES LIMITES DE L'ASSISTANCE DE L'UNICEF AUX POPULATIONS DANS LE MAYO KEBBI -EST.

L'assistance de l'Unicef semble manquée des moyens et des techniques de la prise en charge des enfants vulnérables au Tchad en générale et en particulier dans la région du Mayo Kebbi- Est. Depuis l'arrivée de cette organisation, malgré qu'il y ait des succès de leur part, ce fonds et le gouvernement tchadien ont des difficultés à atteindre leurs objectifs. Dans ce cas, ils doivent revoir leur projet de prise en charge des enfants vulnérables. Cependant, pour comprendre l'insuffisance de leurs interventions, il convient de les identifier dans les différents domaines. Malgré que l'éducation soit gratuite, de nombreuses enfants se trouvent non scolarisés. Le plan tchadien d'éducation provisoire de 2018-2020, a pour but d'améliorer le système éducatif pour faciliter l'apprentissage aux enfants et de mettre à jour l'offre de l'enseignement du pays.

²⁵⁹ Rapport de Mission Conjointe d'Evaluations Multisectorielles..., P.2.

²⁶⁰ Ibid., P.4.

Par exemple au niveau professionnel et technique, en adéquation avec le marché ne sont pas appliqués²⁶¹. Suite à la présentation des limites l'assistance de l'Unicef, nous présentons les limites liées aux insuffisances stratégiques de l'Unicef.

1-Les limites liées aux insuffisances stratégiques de l'Unicef (scolaires, sanitaires)

En effet, il est évident de dire que les objectifs l'Unicef dans cette région semblent être voués à l'échec, car l'Unicef est confronté aux difficultés techniques, matérielles, financières et au niveau de leurs organisations. Bien que l'éducation au Tchad soit obligatoire, seuls quelques enfants qui poursuivent l'école du primaire jusqu'à terminale, en particulier beaucoup plus sont les garçons mais il faut ajouter certains garçons ne sont épargnés de l'abandon des écoles à cause des pauvretés, manque de motivation, soutien. L'égalité des genres et l'égalité entre les régions urbaines et rurales restent cependant un problème dans le pays.

- Les limites liées à l'assistance scolaire.

La population en âge d'être à l'école primaire est estimée de 1.914.000 pour une population de 12.142.000 habitants. Parmi les obstacles liés à l'éducation, plusieurs facteurs peuvent être soulignés : d'abord, il y'a les difficultés liés aux infrastructures scolaires dans les établissements, la pauvreté, le manque de ressources, la qualité des services, le faible niveau de compétences des enseignants, l'absentéisme des enseignants, l'infrastructure et la surpopulation des classes avec une moyenne de 64 enfants par classe dans les régions urbaines et une moyenne de 100 enfants par classe dans les régions rurales de cette région²⁶². Il faut ajouter qu'au sein de certains établissements scolaires, il y manque de latrines²⁶³. Au Tchad en générale et en particulier dans la région du Mayo Kebbi- Est, 34,4 % des enfants entre 6 et 11 ans sont déscolarisés, tandis qu'on estime à plus de 800.000 enfants entre 9 et 14 ans non scolarisés. Le taux de scolarisation estimé varie en tout entre 95 % dans le sud et de 20 à 40 % dans le nord²⁶⁴. Ensuite, les années 2019-2020 marquent les moments de la pandémie covid019 dans le monde entier et les périodes d'inondations en particulier au Tchad précisément dans la région du Mayo Kebbi Est où les populations étaient dans l'état de vulnérabilité²⁶⁵. Depuis le début de la montée

²⁶¹ <https://www.humanium.org/fr/tchad/>, P.1. Consulté le 15/04/2022 à 21h 15.

²⁶² Entretien avec Daikreo, 55 ans, directeur d'école primaire de Gabra/ Fianga ,23 aout 2022, à Fianga.

²⁶³ Idem.

²⁶⁴ <https://www.humanium.org/fr/tchad,P.2>. Consulté le 15/04/2022 à 21h 15.

²⁶⁵Entretien avec Daikreo, 55 ans, directeur d'école primaire de Gabra/ Fianga ,23 août 2022, à Fianga.

des eaux signalée en juillet 2020, aucune intervention n'a été faite²⁶⁶. Les dégâts causés par les inondations sur les infrastructures scolaires ont posé de véritables difficultés aux associations de parents d'élèves et n'ont pas permis une reprise des cours. En effet, la plupart des écoles sont de types communautaires, construites en paille (hangar), non résistantes aux pluies torrentielles qui entraînent leur destruction.

Les pailles et les tiges n'étant pas encore mures et se trouvant sous l'eau, aucune autre alternative n'est possible pour les parents de construire quoique ce soit pour servir d'espace d'apprentissage pour les enfants. Sur 7 215 enfants scolarisés sur les deux axes de la mission dont 1 300 filles dans 16 villages en 2019-2020 avant la reprise d'octobre 2020, seule l'école de Domo Dombali a repris les cours avec un effectif de 370 élèves. Les salles de classe de certains établissements sont en hangar et construits en matériaux durables par les APE qui se sont engagés à prêt²⁶⁷. Cependant, le point essentiel est la question des insuffisances des bâtiments, manque des enseignants compétents, les matériaux didactiques. Par ailleurs, les inondations ne font qu'augmenter des situations déjà précaires. Parmi les familles les plus touchées, le nombre de femmes enceintes et allaitantes est estimé à 3 672. Les personnes âgées sont estimées à 1 381 personnes, 1 653 chefs de familles femmes et 392 vivants avec handicap et le nombre de filles et garçons est estimé à 15 000²⁶⁸. La situation des personnes vivant avec un handicap est aggravée par l'effet des inondations. Certaines d'entre elles sont abandonnées à leur triste sort et d'autres sont accueillies dans des familles qui, elles-mêmes, sont dans une grande précarité.

En plus de ces difficultés conjoncturelles, la situation du secteur de l'éducation au Tchad continue de poser de nombreux problèmes : l'accès à l'éducation et les performances du secteur sont en régression ou, au mieux, en stagnation. L'efficacité et la qualité de l'éducation sont en voie de dégradation, les infrastructures scolaires se détériorent de plus en plus et le personnel enseignant s'implique de moins en moins par manque de qualification et de motivation, les disparités régionales sont importantes, les disparités de genre ne diminuent pas significativement et l'analphabétisme demeure persistant, voire s'aggrave. Les objectifs de l'éducation pour tous sont loin d'être atteints pour le Tchad qui fait partie d'un ensemble restreint de pays qui n'ont atteint aucun des trois objectifs mesurables fixés à Dakar en 2000 : l'éducation primaire

²⁶⁶. Rapport de Mission Conjointe d'Évaluations Multisectorielles..., P.4.

²⁶⁷ Ibid., P.5.

²⁶⁸ Ibid., P.7.

universelle, l'égalité des sexes et la réduction de moitié des taux d'illettrisme. Cela montre que le Tchad commence à accuser un retard significatif et qu'un effort important reste à déployer durant les prochaines années, afin d'améliorer sensiblement l'accès à l'enseignement primaire et de relancer la tendance vers l'atteinte d'une éducation primaire universelle. Ainsi, les difficultés économiques et celles des finances publiques vécues ces dernières années ont impacté le secteur de l'éducation et on assiste à un phénomène nouveau de réduction des effectifs scolaires durant les dernières années en raison de la fermeture de plus du cinquième des écoles suite notamment à la suspension de la subvention des maîtres communautaires (MC). Après les limites scolaires, il serait évident d'identifier la question des personnes en état démuné²⁶⁹.

- **La vie des personnes en état démuné.**

Des cas de malnutrition ont également été signalés sur l'axe Bongor-Katoa 2020, en raison non seulement de la mauvaise qualité des aliments consommés mais, aussi des habitudes alimentaires. Il faut noter que les agents de santé de cet axe n'ont pas reçu de formation sur le protocole national de prise en charge de la malnutrition aigüe. Les enfants âgés de moins de cinq ans référés vers l'hôpital de district sont ceux qui ont des complications médicales nécessitant un plateau technique conséquent (anémie, détresse respiratoire etc.)²⁷⁰. La malnutrition a un impact négatif sur la santé avec une contribution d'environ 43% des décès chez les jeunes enfants. Elle limite le développement cognitif des enfants et leur capacité de production économique à l'âge adulte. En 2012, il est estimé que la mortalité infantile associée à la sous-nutrition a réduit de 13 % la population active du Tchad alors que les coûts annuels associés à la sous-nutrition chez l'enfant sont estimés à 575 milliards de CFA, ce qui correspond à 9,5% du PIB du pays²⁷¹. Néanmoins, la question sanitaire au Tchad reste d'actualité à améliorer car au Tchad un médecin peut avoir plus de 10 000 personnes à soigner²⁷².

Au Tchad, il est estimé à 80% la population qui dépend du secteur de la ferme et de l'élevage de bétail en ce qui concerne sa subsistance ; ce qui est un des facteurs qui explique la fragilité tchadienne. Dans les régions rurales, le taux élevé de mortalité et de migration des hommes conduit 23 % des ménages à être gérés par les femmes. Bien que la pauvreté ait été

²⁶⁹ Rapport du Plan National de Développement..., P.17.

²⁷⁰ Entretien avec Baikelmo, 57 ans, médecin au centre de santé de Fianga, 25 août 2022 à Fianga.

²⁷¹ Idem.

²⁷² Idem.

réduite de 55% à 47 % entre 2003 et 2011, le pays fait encore face à une autre crise financière qui impacte son évolution. En 2016, le Tchad figurait à la 186ème position sur 188 pays, basé sur l'Index du Développement Humain des Nations-Unies qui mesure l'espérance de vie, les années de scolarité escomptées, le Revenu National Brut (RNB), l'indice de développement humain ajusté aux inégalités, l'évolution de la femme, la population, la pauvreté, l'emploi, la sécurité humaine et plus. Ainsi, ce manque de moyen conduit les enfants dans les rues²⁷³. Pour mieux comprendre ces difficultés, il faut comprendre que l'Unicef manque des moyens financiers de fois pour couvrir toutes régions.

Le nombre d'enfants tchadiens qui errent et vivent dans les rues est en constante augmentation et cela est principalement dû à la situation financière très instable au Tchad. Leurs droits au logement, à la santé, à l'éducation et à la nutrition ne sont pas respectés²⁷⁴. Suite aux inondations de 2020, la sécurité alimentaire des ménages dans les quatre départements évalués de la province du Mayo Kebbi -Est affectée par les inondations. Au total, 31 943 personnes (5 323 ménages), représentant 62% de la population des villages visités avaient besoin d'une assistance alimentaire. Selon les entretiens menés avec des responsables de l'agriculture et des paysans, sur 133 464 hectares enclavés, 22 455 hectares sont dévastés par les inondations entraînant une perte de production attendue estimée à 22% pour les céréales et 9% pour les autres cultures (légumineuses principalement). En dehors des inondations, les pachydermes ont ravagé environ 330 hectares de cultures, principalement dans le département de Mayo Lémie²⁷⁵.

L'indice des inégalités en matière de pauvreté, utilisé pour mesurer le revenu moyen des personnes pauvres chute en dessous du seuil de pauvreté et montre de très grosses différences entre les régions rurales et urbaines au Tchad. Par exemple, si les zones rurales ont un index de pauvreté qui atteint 22,6%, les zones urbaines ont un index de pauvreté de 6 %. De plus, alors que les bas niveaux d'éducation ont un impact concret sur la pauvreté rurale, le nombre d'enfants par ménage et l'effet du changement climatique ont aussi des conséquences sur le niveau de revenu et d'emploi, tout comme les vies tchadiennes sont profondément affectées par des sécheresses fréquentes et la pénurie d'eau²⁷⁶. Les enfants du Tchad vivent des situations de pauvreté extrême aussi parce que la plupart des gens manquent de commodités telles que l'eau

²⁷³ Rapport Plan National de Développement..., P.17.

²⁷⁴ <https://www.humanium.org/fr/tchad.P.6>.

²⁷⁵ Rapport de Mission Conjointe d'Evaluations Multisectorielles..., P.3.

²⁷⁶ Entretien avec Koumna ,40 ans, Médecin du Centre District Sanitaire de Fianga ,23 aout 2022 à Fianga.

potable, le système sanitaire, les infrastructures médicales et le logement. Hormis cela, il y a seulement un docteur en médecine pour 38.000 habitants. Au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi -Est, l'âge minimum d'embauche est de 14 ans. Cependant, en raison des difficultés économiques, beaucoup de familles sont souvent contraintes de laisser leurs enfants travailler. Vu que les enfants ne reçoivent pas l'éducation appropriée, ils travaillent dans de très rudes conditions, longues heures, bas salaire, pas de nourriture, etc. De plus, ils encourent les risques liés à la prostitution, à la discrimination, aux abus, etc.²⁷⁷. Après la présentation de la vie des personnes démunies, nous présentons les insuffisances alimentaires.

- **Les insuffisances sanitaires.**

Le manque d'accès aux soins de santé est un problème préoccupant auquel la population du Tchad de manière générale est confrontée et en particulier dans la région du Mayo Kebbi- Est. Beaucoup d'enfants n'ont pas d'accès aux soins médicaux ou de traitement en raison des longues distances qu'ils ont à parcourir pour obtenir de l'assistance médicale. Autrement dit, dans la région du Mayo Kebbi -Est, les voies de communication sont inondées par des eaux de pluie et elles sont parfois impraticables²⁷⁸. En dehors de ces voies, il faut dire que la grande partie de la population de cette région consomme l'eau non potable. Ailleurs, l'eau n'a pas de couleur et tandis qu'au Tchad dans certaines régions, l'eau a de couleur, précisément dans la région du Mayo Kebbi -Est. D'ailleurs, la majeure partie de la population tchadienne consomme l'eau de robinet et moyennement, des forages et des puits sont consommés. Malheureusement, le manque d'accès au système sanitaire et aux soins de santé signifie également que sur 100.000 femmes, 1.100 meurent en donnant la vie. Pour mieux comprendre la situation sanitaire, la pauvreté où les enfants se retrouvent au lit de leurs parents à domicile à cause des manques des moyens.

²⁷⁷ <https://www.humanium.org/fr/tchad.P.1.consulté> le 25 juin 2022 à 20h 10.

²⁷⁸ Entretien avec Wagnwé, 35 ans, étudiant en fac science à l'Université de Yaoundé I, du 23 septembre 2022 à Yaoundé.

Photo n°25: L'image montrant comment les enfants souffrent des maladies chez eux par manque des moyens au Tchad. Cet enfant souffre du palu et accompagné avec la fièvre typhoïde.



Source : <https://www.humanium.org/fr/tchad/>, Consulté le 15/04/2022

La photo 25 montre un enfant souffrant de palu.

En plus, la question de l'alimentation fait partie des raisons qui conduisent les enfants vers des maladies. Le manque de nourriture est la relocalisation de la population qui manque de moyen et cela conduise à des taux plus élevés de malnutrition. A l'intérieur du pays, les populations recherchent le bien-être. Le même pays (Tchad) accueille souvent des réfugiés centrafricains et soudanais. Alors, l'arrivée de ces réfugiés impacte les communautés tchadiennes et affectent l'agriculture locale, l'élevage de bétail et les activités de subsistance. Tous ces facteurs sont la source du problème de pénurie alimentaire au Tchad. A part cela, les conditions environnementales désastreuses ont appauvri les récoltes²⁷⁹.

De plus, le taux de mortalité des enfants en dessous de l'âge de 5 ans est très préoccupant. A cause du manque d'installations sanitaires, d'eau potable et de soins de santé dans les régions rurales. On peut estimer que 209 enfants sur 1000 meurent chaque année au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi Est. Les infections respiratoires, en particulier la pneumonie, était une des premières causes de la mortalité infantile en 2004²⁸⁰. De plus, les

²⁷⁹ Entretien avec Baikelmo, 57 ans, Médecin au Centre District Sanitaire de Fianga, 25 aout 2022 à Fianga.

²⁸⁰ Entretien avec Baikelmo, 57 ans, Médecin au Centre District Sanitaire de Fianga, 25 aout 2022 à Fianga .

maladies diurétiques ont de terribles conséquences sur les enfants telles que la déshydratation, qui, même si elle survient seulement pendant quelques heures, peut entraîner de graves conséquences sur le développement de l'enfant, ou même la mort²⁸¹. Après avoir présenté l'insuffisance sanitaire, nous présentons la résistance des populations au changement impulsé par l'Unicef.

2-La résistance des populations au changement impulsé par l'Unicef

Au Tchad, les coutumes influencent énormément la scolarisation des enfants, car certains parents font la différence sur les enfants à envoyer à l'école. La question du genre est surtout calqué dans les cerveaux des certains parents qui pensent que les filles sont destinées pour être femmes au foyer.

- Les coutumes, cause de l'analphabétisation

Certains enfants sont souvent victime de la violence au sein de leur propre famille. Cependant, cette pratique est permise selon la coutume tchadienne. En outre, les enfants sont souvent abusés à l'école, dans les lieux de détention ou dans la rue. Malheureusement, la violence est très courante au Tchad et les enfants en sont souvent les victimes. Les filles sont les principales victimes de viol et d'autres genres de violences sexuelles. Pendant les conflits, les groupes armés et les membres de la communauté sont les principaux auteurs de telles violences. En 2017, l'UNICEF a évalué à 30% le nombre d'enfants mariés à l'âge de 15 ans et à 67% ceux mariés à l'âge de 18 ans. Selon l'UNICEF, le Tchad a actuellement le troisième taux de prévalence le plus élevé de mariage d'enfants au monde. Il est plus courant dans les régions de Guéra, Lac, Chari Baguirmi, Sila et Mayo Kebbi- Est²⁸².

La raison principale qui explique le taux élevé de mariages précoces est le viol est très courant dans les camps de réfugiés à la frontière avec le Soudan. Les traditions peuvent obliger les filles à marier leurs violeurs pour préserver leur honneur. En règle générale, plus le niveau d'éducation est élevé, plus le mariage a lieu tard. Les religions, qu'elles soient Catholiques, Protestantes, Animistes et Musulmanes sont aussi au cœur du mariage infantile. Des pratiques religieuses conduisent parfois à des mutilations génitales féminines et à l'excision (FGM/C) qui

²⁸¹ <https://www.humanium.org/fr/tchad.P.2> consulté le 10 juin 2022 à 21h 15.

²⁸²Ibid.

sont subies par 44% des femmes âgées entre 15 et 49 ans et à la polygamie où les filles sont mariées comme 3ème ou 4ème épouse. Le Tchad s'est engagé à éliminer le mariage d'enfant, le mariage prématuré et le mariage précoce d'ici 2030 selon l'objectif 5,3. Le pays a aussi adopté, de manière proactive, la co-sponsorisation de la Résolution du Conseil des Droits de l'Homme de 2015 ainsi que la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations-Unies de 2013 sur le mariage d'enfants. En outre, beaucoup d'autres actions sont en cours. Malgré ces efforts, le mariage des jeunes filles est encore une pratique courante au Tchad, étant donné que l'âge de la majorité est fixé différemment par les textes législatifs. D'un point de vue législatif, la majorité civile est atteinte à 21 ans et l'âge légal du mariage est fixé à 15 ans pour les filles et 18 ans pour les garçons. Cependant, dans la loi coutumière, l'âge du mariage est implicitement fixé à 13 ans, ce qui va à l'encontre de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant²⁸³. Les mariages infantiles ont un impact négatif sur la santé, le développement et les droits d'un enfant. Les filles qui sont mariées prématurément sont limitées dans leurs interactions sociales, étant donné qu'elles abandonnent l'école. Elles risquent une grossesse prématurée ce qui peut être dangereux pour elles comme pour leur enfant²⁸⁴. Suite à la présentation de la résistance des populations au changement impulse, nous présentons le problème lié de la gouvernance publique.

3- Le problème de la gouvernance publique de l'Etat tchadien, l'organisation des sensibilisations des populations locales et problèmes liés aux abandons scolaires dans la région du Mayo Kebbi-Est

Le gouvernement est incapable de protéger les enfants et ne respecte pas les accords qu'il signe avec ses partenaires internationaux pour défendre les droits des enfants. Selon certaines sources, les enfants sont souvent victime des abus. Le rapport de 2008 de Ban Ki-Moon, traitant de ce sujet, mettait en évidence les attaques dans les écoles et les enlèvements d'enfants par les groupes armés. En Mars 2018, le gouvernement tchadien a ratifié une ordonnance qui interdit le trafic d'êtres humains. Le recrutement des enfants et des adolescents est courant, principalement par les groupes armés et la milice²⁸⁵.

En 2009, il y eut un conflit entre les forces gouvernementales et les groupes rebelles dans lequel les 2 groupes d'opposition ont utilisé des enfants soldats ; ce qui a conduit à de graves

²⁸³ <https://www.humanium.org/fr/tchad.P.2> consulté le 10 juin 2022 à 21h 15. .

²⁸⁴ Ibid.

²⁸⁵ Entretien avec Daikreo, 55 ans, directeur d'école primaire de Gabra/ Fianga ,23 août 2022, à Fianga.

violences contre les enfants : viol, maltraitance et meurtre. Les articles 335 et 336 de la loi pénale sanctionnent l'exploitation des enfants à travers la prostitution et prévoit des peines de 2 à 5 ans d'emprisonnement et une amende allant de 100.000 à 2 millions de CFA (180 à 3.520 dollars). L'Assemblée Nationale a réexaminé les révisions du Code de la Protection de l'Enfant, le Code du Travail, le Code de la Famille qui contiennent maintenant des provisions additionnelles qui sanctionnent le trafic d'enfants et augmentent la protection des enfants qui travaillent dans un secteur informel²⁸⁶

Le trafic et l'exploitation des enfants est très courant au Tchad. C'est essentiellement interne, c'est-à-dire que cela commence souvent avec des enfants qui sont confiés par des membres de la famille ou des intermédiaires en échange de promesses consistant à contribuer à leur donner l'accès à l'éducation, la nourriture, l'argent et plus. Certains de ces enfants sont forcés de travailler dans les zones urbaines, dans l'agriculture ou dans les mines d'or du nord du pays. D'autres formes de travail forcé qui sont pratiquées sont : la mendicité et le commerce de rue. Suite aux limites d'Unicef constatées dans le cadre de prise en charge des enfants tchadiens aux états de la vulnérabilité, il serait judicieux de donner quelques perspectives à l'Unicef et au gouvernement tchadien²⁸⁷. A cet effet, il est nécessaire de dire que les autorités de cette région du Mayo Kebbi-Est présentent des limites au niveau des lenteurs administratives et une insuffisance des personnels. Autrement dit, le manque du cadre professionnel pour mieux comprendre la situation des enfants. Selon le médecin au centre district de Fianga qui annonce qu'il paraît difficile de dire que l'Unicef a contribué dans le Département de Fianga, car en matière des constructions des écoles, des latrines, forages, il ne voit rien de leur réalisation²⁸⁸. Après avoir présenté le problème de la gouvernance publique, nous présentons les perspectives de l'implication de l'Unicef dans la prise en charge des enfants vulnérables.

4- Les perspectives de l'implication de l'Unicef dans la question de prise en charge des enfants vulnérables

L'Unicef contribue à la protection et à la prise en charge des enfants vulnérables dans le monde. L'assistance s onusienne entre dans le champ de la solidarité internationale. Elle est un pont permettant aux grandes puissances d'imposer leurs visions du monde sur les pays en voie de

²⁸⁶ Rapport de Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, P.8. www.unicef.org, Consulté le 03/12/21

²⁸⁷ Ibid.

²⁸⁸ Entretien avec Baikelmon ,57 ans, médecin au centre de santé de Fianga, 25 août 2022 à Fianga.

développement. Alors, dans cette partie, il est question de présenter les pistes de solution pour pouvoir améliorer les activités de cette organisation dans la question de prise en charge des enfants vulnérables. Cependant, au niveau des différends que rencontrent les jeunes dans le domaine éducatif, sanitaire et alimentaire au Tchad et en particulier dans la région du Mayo Kebbi- Est, il est important de présenter quelques pistes de solution pour ces jeunes²⁸⁹.

- **Mettre l'accent sur l'organisation des sensibilisations des populations locales, sur la nécessité d'éducation des jeunes**

En fait, l'éducation au Tchad et en particulier dans la région du Mayo Kebbi Est doit être suivie par les autorités, défenseurs des droits de l'enfant ayant l'amour de leur patrie pour mieux gagner l'esprit des parents d'enfant à ne pas faire la différence du genre, car tous les enfants sont égaux. Ainsi, si le droit à l'éducation est sacré, les institutions des Nations Unies et le gouvernement tchadien doivent prendre leur responsabilité pour assurer l'éducation, la nutrition, la santé de tous les enfants. L'Unicef et ses partenaires doivent mettre l'accent sur la sensibilisation plus intense, susceptible d'assurer une meilleure éducation, veillé à la protection des enfants dans tous les domaines au Tchad²⁹⁰. Dans ce cadre, il est important de dire que la maîtrise de la matière et des principes doivent être le fil conducteur pour l'épanouissement des populations.

A la suite, il faut qu'il y'ait l des sensibilisations à travers les affiches dans les zones rurales et urbaines et ceci doit être une technique permettant aux enfants d'aimer l'école, avoir l'esprit patriotique, avoir l'esprit de vivre ensemble sans distinction de religion, ethnie et classe sociale. Par ailleurs, pour encourager les enfants à aller à l'école, le gouvernement et ses partenaires doivent apprendre aux enfants des opportunités, leur enseigner l'esprit des techniques de création d'entreprise pour éviter le découragement des personnes. En outre, les jeunes ayant terminé les études supérieures et qui n'ont pas d'emplois, sont les causes de découragement de certains enfants qui abandonnent l'école pour emprunter le chemin de l'aventure. Suite à cela, ils savent quoi faire après les études et ne sont ni employés par le gouvernement, ni par les organisations internationales, rentrent au village pour ne rien faire et cela décourage les parents à envoyer leurs enfants à l'école et en plus, cela augmente le nombre des chômeurs et crée des

²⁸⁹ Rapport de Fonds des Nations Unies pour l'Enfance..., P.9.

²⁹⁰ Entretien avec Abdoulaye, 50 ans, secrétaire premier du Maire de la ville de Fianga, 25 août 2022, à Fianga.

criminels au sein du pays²⁹¹. Cependant, dans le domaine d'encouragement, l'Unicef et le gouvernement tchadien doivent former des personnes compétentes pour les enseignements, et suscité chez les enfants l'esprit de créativité. D'ailleurs, il serait évident de faire recours aux causes d'abandon des écoles.

- Les problèmes liés aux abandons d'écoles dans la région du Mayo Kebbi -Est

Le faible taux de scolarisation dans cette région s'explique par de manque des motivations chez les enfants et les parents. Il faut ajouter aussi des nombreuses lacunes du gouvernement et de ses partenaires comme l'Unicef. Par exemple, l'Unicef se préoccupe de la construction d'écoles en période de crises au lieu d'anticiper à lutter contre les crises qui menacent le pays ou la région avant le temps. Autrement dit, l'Unicef au Tchad ne prend pas son travail au sérieux comme cela se passe dans les pays développés. Un adage dit : « un sac vide ne se tient pas debout ». En réalité, l'Unicef devrait mettre l'accent sur l'irresponsabilité des parents et du gouvernement, car cela facilite la vulnérabilité des populations et surtout les enfants²⁹². En plus, pour mieux encadrer les enfants, il faut accentuer la sensibilisation sur les naissances indésirables et encourager le recours au planning familial. En plus, la lutte contre la violence sexuelle, la malnutrition, la délinquance doit être suffisamment menée avec rigueur et sans complaisance. Par ailleurs, il faut comprendre que les droits de l'enfant sont ignorés par plusieurs personnes et l'intervention de l'Unicef n'applique pas ses principes pour atteindre un niveau élevé des personnes. En fait, il ne faut pas procéder au rassemblement de quelques personnes à l'occasion de certains évènements internationaux pour réaliser les travaux de sensibilisation sur les droits des enfants. En fait, il faut des mécanismes à mettre sur place au niveau local²⁹³. Par exemple, l'Unicef peut financer les émissions permanentes radio télédiffusées sur les droits des enfants, de brigades scolaires et universitaires de sensibilisation sur les droits de l'enfant. L'Unicef devrait à tout moment tenir des conférences et animations sur les droits de l'enfant en collaboration avec ses partenaires locaux²⁹⁴.

En outre, l'Unicef devrait mettre l'accent sur les causes des problèmes de l'éducation au Tchad et en particulier dans la région du Mayo Kebbi Est, plutôt que de se focaliser sur ce qui est

²⁹¹ Entretien avec Abdoulaye, 50 ans, secrétaire premier du Maire de la ville de Fianga, 25 août 2022, à Fianga.

²⁹² Entretien avec Daikreo, 55 ans, directeur d'école primaire de Gabra/ Fianga ,23 août 2022, à Fianga.

²⁹³ Entretien avec Gabélé, 60 ans, chef suprême de toupouri, 23 août 2022, Doré /Fianga.

²⁹⁴Entretien avec kossandou, 55 ans, responsable au sein de l'école publique primaire de Doré, chargé à collecter de l'argent avec les parents d'élèves pour payer les vacataires ,23 août 2022 à Doré/Fianga.

déjà passé. Dans ce cadre, à titre de complément, il faut surveiller les naissances en facilitant la mise sur pied d'un registre d'état civil efficace. Alors, cette organisation se concentre beaucoup plus aux distributions des matériels didactiques aux élèves, à l'instar des stylos, cahiers, livres. A cet effet, la technique de distribution des matériels semble être une faiblesse de durabilité d'intervention de l'Unicef dans cette région. L'incompétence des parents qui n'ont pas d'agenda familial et qui ne possèdent pas des moyens pour payer les frais des scolarités des enfants constitue un sérieux problème liés à l'éducation des enfants dans ce pays.

Chaque parent devrait avoir un agenda familial, malgré qu'il y'a souvent des manques des moyens pour la prise en charge des enfants. Il faut avoir l'esprit d'anticipation pour prévenir les différends en s'impliquant à connaître l'origine des situations comme les violences et la pauvreté. En fait, l'Unicef devrait s'impliquer de plus en plus dans le secteur éducatif en investissant dans les efforts du contrôle et la signalisation des violences des droits de l'enfant, précisément dans le domaine éducatif, sanitaire et la pauvreté²⁹⁵. Pour une bonne prise en charge des enfants vulnérables, les interventions de l'Unicef doivent respecter les objectifs de développement des Nations Unies pour le Millénaire. Dans ce sens, il faut identifier ces objectifs : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre les maladies, en particulier, le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, assurer un environnement durable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement²⁹⁶. Aussi, les différents acteurs chargés de défendre les droits des enfants doivent-ils prendre des précautions dynamiques afin d'améliorer leur système d'intervention²⁹⁷. Pour cela, ils doivent renforcer le suivi d'évaluation et le reportage en faisant ressortir de manière systématique des rapports d'activités annuelles, toutes les quantités réalisées afin de pouvoir renseigner les indicateurs. Autrement dit, les défenseurs des droits des enfants doivent prendre les destins des enfants en main en organisant des conférences et des campagnes au moins deux fois par an en

²⁹⁵ Le non-respect de la convention aux droits des enfants et le non-respect de cahier de charge et de l'absence des missions de suivi évaluation régulier des activités de l'Unicef sont beaucoup plus des obstacles qui handicapent les activités de cette organisation des nations unies à atteindre ses objectifs.

²⁹⁶Rapport de Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, P.8. www.unicef.org, Consulté le 03/12/21 à 20h10.

²⁹⁷ Selon le Fonds des Nations Unies explique que chaque enfant doit avoir la santé, éducation, égalité, protection, faisons avancer l'humanité.

zones rurales et urbaines²⁹⁸. Les missions de suivi des distributeurs doivent être coordonnées avec l'Unicef et les partenaires pendant et après les périodes de leurs réalisations des activités. Sur ce chemin, les missions de suivi permettent à l'Unicef de se rassurer les bénéficiaires utilisent les ressources mises à leur disposition des bénéficiaires. A la suite, il est important de suggérer aux organisations à mener des efforts dans cadre de la protection des droits des enfants pour lutter efficacement et à accompagner l'Unicef pour défendre les droites enfants. En plus, le gouvernement et l'Unicef doivent entrer en contact avec les chefs traditionnels pour mieux identifier les difficultés des populations, car les membres du gouvernement censés secourir les personnes vulnérables sont souvent les détourneurs des deniers publics. Néanmoins, les villageois sont entrain de revendiquer aux chinois de ne plus exploiter leur carrière, car cette région ne bénéficie de rien suite aux exploitations des montagnes. Ils demandent aux exploitateurs de leur construire des écoles, centre de santé, d'employer certains villageois et leur creuser des forages²⁹⁹. Après avoir présenté les problèmes liés aux abandons de l'école, nous présentons des perspectives aux autres défenseurs de prise en charge des enfants vulnérable.

- **Les suggestions aux autres défenseurs dans la question de prise en charge des enfants vulnérables**

Afin d'améliorer la prise en charge des enfants vulnérables au Tchad en général et en particulier dans la région du Mayo Kebbi -Est, les partenaires de l'Unicef doivent mener leur lutte sincèrement sans distinction de race, classe, religion, ethnie. Car, le développement d'un pays ou d'une région passe par l'éducation, santé, la contribution de tout le monde. Autrement dit, il faut chercher à réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre les maladies, assurer un environnement durable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement³⁰⁰. Dans cette optique, il faut adopter une mise en œuvre des bons mécanismes qui mettent les acteurs locaux des communautés de la zone d'intervention, précisément les acteurs de la société civile au centre de la gestion des infrastructures scolaires et les accompagner à éliminer tout genre de discrimination. Alors, il faut

²⁹⁸ Entretien avec Kossandou, 55 ans, responsable au sein d'école publique primaire de Doré, chargé à collecter de l'argent avec les parents d'élèves pour payer les vacataires ,23 août 2022 à Doré/Fianga.

²⁹⁹ Entretien avec Gabélé, 60 ans, chef suprême de toupouri, 23 août 2022, Doré /Fianga.

³⁰⁰Entretien avec Kossandou, 55 ans, responsable au sein d'école publique primaire de Doré, chargé à collecter de l'argent avec les parents d'élèves pour payer les vacataires ,23 août 2022 à Doré/Fianga.

qu'il y'ait davantage des campagnes de sensibilisation éducationnelle à travers les médias. En plus, il faut impliquer effectivement les mairies et la société civile des communautés de la zone d'intervention à toutes les parties concernées. C'est-à-dire l'identification et la priorisation des besoins, la planification et la mise en œuvre afin de mieux préparer ces personnes au travail de demain. Il est nécessaire de comprendre que l'activité de prise en charge des enfants vulnérables nécessite obligatoirement le terrain et elle a beaucoup besoin des techniques appropriées avec des moyens nécessaires et des personnels formés à mieux comprendre les difficultés des personnes en état de la vulnérabilité. Objectivement, le gouvernement doit surtout travailler en collaboration avec les organisations internationales et renforcer ces institutions avec les organisations nationales qui luttent pour la cause des enfants³⁰¹. Pour mieux lutter contre ce phénomène, il faut des mécanismes efficaces de contrôle et de suivi de la coopération entre le gouvernement tchadien et les organisations internationales et les autres ONG qui luttent pour la cause des enfants en situation difficile. Il ne faut pas oublier toute sorte des structures qui se trouvent impliqués dans cette question. Pour éradiquer ce phénomène, l'ONU doit doter l'Unicef des moyens efficaces afin qu'elle atteigne ses objectifs au Tchad³⁰².

Par ailleurs, il faut comprendre que l'Unicef ne parvient pas à résoudre les difficultés que rencontrent les enfants au Tchad et en particulier dans la région du Mayo Kebbi- Est suite au manque des moyens financiers et de déplacement. Lors des périodes pluvieuses, les infrastructures sont inondées par des eaux de pluie et les voies restent impraticables³⁰³. Dans la région du Mayo Kebbi -Est, les jeux de loisirs des enfants en milieu scolaire sont totalement négligés par les interventions de cette organisation des Nations Unies. Ainsi, l'Unicef doit investir dans la création des espaces de loisir pour les enfants. Il faut ajouter que l'Unicef et le gouvernement tchadien doivent penser aux parents des enfants en leur finançant pour qu'ils créent des activités rentables pour éviter l'augmentation de nombre des chômeurs. Alors, ces financements doivent être suivis par les autorités pour que les personnes ayant reçu ces moyens se lancent dans leurs projets. Par exemple, le gouvernement doit mettre de fonds à la disposition des jeunes entrepreneurs détenant des projets en main dans tous les domaines : construire des maisons en ville pour location, la transformation des matières premières, investir dans l'agriculture. Ainsi, le gouvernement ou l'Unicef peut récupérer ses moyens après les réalisations

³⁰¹ Entretien avec David Sitamsou, 30 ans, étudiant, 20 juin 2022 à Yaoundé.

³⁰² Idem.

³⁰³ Entretien avec Koumna ,40 ans, Médecin du Centre District Sanitaire de Fianga ,23 août 2022 à Fianga.

de ces projets pour pouvoir aider encore ceux qui sont dans le besoin avec leurs projets en main. Mais, il faut noter que cette aide doit être suivie avec rigueur à ce que ces personnes réalisent leurs travaux. A défaut, ces personnes doivent travailler pour l'Etat gratuitement durant toute leur vie. Dans le cadre de la santé, il faut à tout moment des sensibilisations partout dans les zones rurales et urbaines pour la prévention contre les épidémies, les campagnes de sensibilisation doivent se passer dans les médias et cela permet aux populations d'être mieux éveillées contre les maladies. En plus, il faut encourager la décentralisation des centres de santé dans tous les villages avec des cadres bien formés dans toutes les spécialisations. Ces centres doivent être suivis par des personnes compétentes et des patriotes qui luttent pour l'intérêt général³⁰⁴.

Au terme de ce chapitre qui portait sur bilan de l'assistance de l'Unicef aux personnes vulnérables dans le mayo kebbi -est, il est à noter que cette organisation présente des réalisations d'une part et d'autre part elle présente des limites. Néanmoins, il est très difficile de classer les données, car l'Unicef présente des limites importantes dans tous les secteurs.

³⁰⁴ Entretien avec Hinimdi, 55 ans, Mair de la ville de Fianga, 23 août 2022 à Fianga.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cette recherche qui avait pour objet d'analyser les actions menées par l'Unicef dans le cadre de la prise en charge des enfants vulnérables dans la région du Mayo Kebbi-Est au Tchad, il ressort de notre analyse que le Mayo-Kebbi-Est est une région qui se trouve au sud-Ouest du Tchad. Elle est limitée au Nord par le Baguirmi, à l'Est par le Baguirmi, à l'Ouest par le Cameroun, au Sud par la Tandjilé et une partie du Mayo Kebbi-Ouest se trouve au Sud. Elle est composée de plusieurs ethnies parmi lesquels les Massa, Moundang, Mousse, Toupouri, Moulou, Dari, Kera, et dans cette région il y a trois types de religions pratiquées par la population : musulmane, chrétienne et animistes. La question de l'insécurité, changement climatique, les maladies, la pauvreté au sein de cette région serait choisie comme cause de la vulnérabilité des enfants tchadiens en général et en particulier de la région du Mayo Kebbi -Est. Il y a de cela quelques décennies, les enfants ne cessent d'être victimes de tout genre de travaux et à traverser leur région d'origine ou leur pays pour chercher à mieux vivre. Il est nécessaire de comprendre que l'injustice sociale, les conflits agriculteurs et éleveurs, et les conflits de type foncier amènent souvent la population à livrer bagarre ou cela peut se solder par plusieurs blessés, des décès, et des handicapés. Cette organisation voit le jour en 1946. L'UNICEF au Tchad mène ses actions en partenariat avec le gouvernement, PAM, UNESCO, OMS, ONG, FMI, les ONGs, les médias, les organisations religieuses et les secteurs privés. L'objectif principal est de réduire les disparités sociales et de renforcer la résilience parmi les communautés touchées par les crises et les chocs affectant leurs moyens d'existence. Ainsi, on peut noter que ses réalisations sont beaucoup plus au niveau sanitaire et avec des kits remis aux personnes sinistrées suite aux inondations et par rapport aux maladies. En ce qui concerne l'éducation, il est à noter que, des sacs, cahiers et des matériaux didactiques furent distribués. En outre, la présence de l'Unicef dans cette partie du Tchad est un atout pour l'épanouissement du pays. Au moment où le monde est à la recherche de la paix et à la solidarité internationale, le Tchad se plonge dans des crises. La création de l'Unicef visait à secourir les enfants en difficulté après la Deuxième Guerre Mondiale. Son but est de prendre soin des enfants sur le plan sanitaire, éducatif et nutritionnel. Elle assiste le gouvernement dans l'amélioration des conditions de vie des enfants. L'Unicef utilise plusieurs mécanismes d'intervention ; parmi ceux-ci, on retrouve la collaboration

avec les autorités administratives tchadiennes et les populations locales. Il faut ajouter qu'elle travaille aussi en collaboration avec les organisations privées. Ainsi, c'est à partir des mécanismes de déploiement que l'Unicef a pu relever des manquements dans le cadre de la prise en charge des enfants au niveau éducatif, sanitaire et nutritionnel. Pour pouvoir à ces manquements au niveau sanitaire, il a distribué des moustiquaires pour lutter contre le paludisme et le processus vaccinal semble aussi atteint. En plus, des kits qui ont été distribués aux enfants, à l'instar des sacs à dos, cahiers, les matériaux didactiques d'enseignement, sans oublier la formation des enseignants par cette organisation.

A travers les campagnes de sensibilisation de formation professionnelle des agents sanitaires, des organisations internationales et nationales, les pourcentages du taux de mortalité diminuent et on se retrouve avec l'accroissement de taux de population. En effet, grâce à la coopération entre le Tchad et ses partenaires pour défendre les droits des enfants, le Tchad a révisé sa politique de santé pour s'adapter aux nouveaux contextes caractérisés par la vision du Tchad à l'horizon 2030. A cet effet, l'Unicef a pu convaincre certains parents à envoyer leurs enfants à l'école et a contribué aux désarmements des enfants soldats.

Mais alors, même si l'UNICEF n'a pu neutraliser tous les problèmes qui handicapent les enfants, dans la région du Mayo Kebbi-Est, il est nécessaire de reconnaître qu'il se déploie qu'en cas des situations délicates à l'instar des catastrophes naturelles comme les inondations, les pandémies, paludisme et l'éducation dans la région. Mais, il faut noter que certaines autorités du Mayo Kebbi -Est n'accompagnent pas véritablement la politique de l'UNICEF dans la prise en charge des enfants vulnérables. Au niveau de l'enseignement, il est important de souligner que certaines coutumes interdisent la scolarisation des filles, pour ainsi dire que les filles sont destinées pour le mariage, tout de même l'Unicef continue à contribuer pour mettre un terme à ces pratiques. L'indice des inégalités en matière de pauvreté continue d'augmenter, cela montre la différence entre la vie rurale et urbaine dans le Mayo Kebbi -Est. Alors, il faut souligner aussi que l'Unicef a mis en place un fonds d'aide dédié à la cause des enfants vulnérables, dans les domaines suivants: la santé, l'alimentation, l'eau, assainissement et hygiène (WASH), VIH/Sida, l'éducation de base et sur la parité, la protection des enfants, et surtout le respect du droit de l'enfant prôné par les textes des Nations Unies. Trois composantes transversales viennent aussi s'ajouter : la communication stratégique, la politique sociale, de planification et le suivi et

évaluation, l'action humanitaire et l'intervention d'urgence. Pour ajouter, face à ces multiples problèmes que la région du Mayo Kebbi- Est rencontre, il est donc nécessaire de souligner que l'Unicef au Tchad arrive à soutenir les structures de prise en charge des enfants dans le cadre de la protection avec d'autres associations locales comme les sociétés civiles à l'exemple les ONG. L'Unicef doit travailler en collaboration avec les autorités traditionnelles pour mener bien sa politique de prise en charge des enfants vulnérables. Il est donc nécessaire de suggérer ou conseiller aux africains d'abandonner la posture d'assistant et renforcer la pertinence des initiatives endogènes. Pour cela, ils doivent avoir l'esprit du patriotisme, le savoir et le savoir-faire dans le but d'aider la population en état de vulnérabilité.

ANNEXES

	
Q6	Pensez-vous avoir vu les réalisations d'Unicef dans cette région ? si oui, lesquelles et en quelle année ?	..... ..... ..... ..... ..... ..... .....
Q7	Quel était vos soutiens pendant les périodes d'inondation depuis 1960-2020? Pouvez-vous avoir les statiques de tous vos soutiens (scolaire, alimentaire, sanitaire...) Si oui, classez-les par année.	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....
Q8	Existe-t-il des constructions dans cette région offerte par l'Unicef ? si possible donner les nombres exacts de leur réalisation.	..... ..... ..... ..... ..... .....
Q9	Quels sont les limites d'Unicef dans la prise en charge des enfants vulnérables c'est-à-dire les insuffisances ? Et quelles sont les difficultés que rencontre l'Unicef dans le cadre à mener ses activités ?	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....
Q10	Détenez-vous des ateliers de formation dans le cadre de prise	..........

Annexe N° 2 : Ces tableaux présentent les axes de déplacement des agents de l'Unicef et les membres du gouvernement dans le cadre de la protection des populations dans les départements ci-dessous dans les tableaux.

<i>Echelle de sévérité</i>											
Axes	Departements	Sous-Prefecture	Villages	Abris	Educations	Protection	Santé	Sécurité Alimentaire	WASH	MS Femmes	MS Hommes
Axe 1	Mayo Lemie	Katoa	Araikolo	5	5	5	5	5	5	5	5
			Davouloum	5	5	5	5	5	5	5	5
			Gamsaye	5	5	5	5	5	5	5	5
			Holly	5	5	5	5	5	5	5	5
	Mayo-Boneye	Bongor	Fressou	2	2	3	3	3	4	4	4
		Koumi	Bedem Kourkila	4	4	4	4	4	4	4	4
			Bedem Sira 1	4	4	4	4	4	4	4	4
			Bedem Sira 2	4	4	4	4	4	4	4	4
			Bedem Toumkou	4	4	4	4	4	4	4	4
		Koyom	Degue	3	4	4	4	3	4	4	4	3
Dougoul	3		2	3	3	4	4	3	3		

			Goum	4	3	4	4	3	3	3	3	
			Korkal	3	4	4	4	3	4	4	3	
			Ridina	4	4	4	4	4	4	4	4	
			Tewerge	4	4	4	4	4	4	4	4	
		Samga	Birim	5	5	5	5	5	5	5	5	
			Golong-Happa	5	5	5	5	5	5	5	5	
			Ham	2	3	3	3	2	3	3	2	
			Mouroup 2	4	2	4	3	3	4	4	2	
Axe 2	Kabia	Djarou	Boro 1	4	5	3	4	3	5	5	4	
			Boro 2	4	5	3	4	3	5	5	4	
		Domon	Domon Dambali	2	4	3	3	3	4	4	3	
			N'Dalao	3	4	3	3	3	4	3	3	
			Teguede	3	4	3	3	3	5	4	3	
			Domon Dissou	3	4	3	3	3	4	4	3	
		Leo	Leo Bidim	4	5	3	4	3	5	5	4	
			Leo Gono	4	5	3	4	3	5	5	3	
			Acom	4	5	3	4	3	5	4	3	
			Leo Goumri	4	5	3	4	3	5	5	4	
		Mont Illi	Hollom	Kaorang	3	5	3	3	3	5	5	4

		Games	Holom 1	2	4	1	3	3	4	3	2
			Madjo-Gale	2	4	3	4	3	5	4	3
			Dabana	3	4	3	3	3	4	4	3
			Barka Barka 1	3	4	2	3	3	4	4	3
		Kera	Gamagui	2	4	2	3	3	4	4	3

Personnes affectées par secteur

Axes	Departments	Sous-Prefecture	Villages	Total Ménages	Total personnes	Total personnes affectées	Abris	Education	Protection	Santé	Sécurité Alimentaire	WASH	MS Femmes	MS Hommes
Axe 1	Mayo Lemie	Katoa	Araikolo	297	1 782	1 782	1 782	873	1 430	1 782	1 782	1 782	909	873
			Davouloum	293	1 758	1 758	1 758	860	1 400	1 758	1 758	1 758	897	861
			Gamsaye	283	1 698	1 698	1 698	832	1 360	1 698	1 698	1 698	866	832
			Holly	112	672	672	672	329	540	672	672	672	343	329
	Mayo-Boneye	Bongor	Fressou	1 066	6 396	3 838	66	555	4 400	6 396	3 838	6 396	2 610	2 507
		Koumi	Bedem Kourkila	393	2 358	1 886	390	1 015	1 890	2 358	1 886	2 358	962	924
			Bedem Sira 1	179	1 074	859	666	526	860	1 074	859	1 074	438	421
			Bedem	277	1 662	1 330	1 332	814	1 330	1 662	1 330	1 662	678	652

		Sira 2												
		Bedem Toumkou	182	1 092	874	618	535	874	1 092	874	1 092	446	428	
		Dougoul	114	684	547	66	60	550	684	547	684	209	201	
		Goum	192	1 152	691	300	564	920	1 152	691	1 152	353	339	
		Korkal	51	306	184	78	50	245	306	184	306	125	90	
		Ridina	42	252	202	90	123	200	252	202	252	103	99	
		Tewerge	162	972	778	90	60	780	972	778	972	397	381	
		Samga												
		Birim	47	282	282	150	138	255	282	282	282	144	138	
		Golong- Happa	69	414	414	90	202	330	414	414	414	211	203	
		Ham	432	2 592	1 037	180	1 270	2 074	2 592	1 037	2 592	793	508	
		Mouroup 2	297	1 782	1 069	120	225	1 424	1 782	1 069	1 782	727	349	
Axe 2	Kabia	Djarou												
		Boro 1	485	2 915	500	500	571	350	2 915	500	2 915	255	245	
		Boro 2	519	3 115	800	800	610	480	3 115	800	3 115	408	392	
		Domon												
		Domon	154	924	300	300	370	350	924	300	924	153	147	
		Dambali												
		N'Dalao	477	2 862	1 200	1 200	388	250	2 862	1 200	2 862	612	588	
Teguede	430	2 580	900	900	337	150	2 580	900	2 580	459	441			
Domon	250	1 500	320	320	501	300	1 500	320	1 500	163	157			

		Dissou											
	Leo	Leo Bidim	720	4 320	1 230	1 230	846	650	4 320	1 230	4 320	628	602
		Leo Gono	536	3 218	1 440	1 440	630	500	3 218	1 440	3 218	735	705
		Acom	672	4 032	648	648	790	400	4 032	648	4 032	331	317
		Leo Goumri	224	1 345	700	700	263	350	1 345	700	1 345	357	343
Mont Illi	Hollom Games	Kaorang	525	3 153	1 205	1 205	512	600	3 153	1 205	3 153	615	590
		Holom 1	182	1 092	155	155	250	600	1 092	155	1 092	244	234
		Madjo-Gale	433	2 600	1 500	1 500	434	400	2 600	1 500	2 600	765	735
		Dabana	235	1 413	105	105	250	400	1 413	105	1 413	54	51
		Barka Barka 1	333	2 000	500	500	280	550	2 000	500	2 000	244	234
	Kera	Gamagui	500	3 000	540	540	183	1 613	3 000	540	3 000	276	264
Totals			11 163	66 997	31 943	20 407	16 246	28 805	66 997	31 943	66 997	17 508	16 181

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1- SOURCES D'ARCHIVES

a. ARCHIVE DU MINISTÈRE TCHADIEN DES AFFAIRES ETRANGÈRES -

- Rapport sur le bilan de diagnostic de l'hydraulique urbaine et semi urbaine en 2021.
- Rapport du Plan national de Développement Sanitaire (pnDs3 : 2018-2021).
- Rapport sur l'Analyse de la situation et des besoins spécifiques des enfants vulnérables à Ndjamena, mission Tchad.
- Rapport annuel 2021 du Groupe local d'éducation sur l'égalité des genres en éducation.
- Rapport de Mission Conjointe d'Evaluations Multisectorielles Mayo Kebbi Est u 4 Au 11 Octobre 2020.
- Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies au droit de l'homme.
- Rapport de l'étude cartographique sur exposition et vulnérabilité aux conflits et aux catastrophes des écoles dans 14 régions du Tchad, Ndjamena, janvier 2016.
- Rapport du secours islamique France.
- Rapport de l'étude sur les enfants non scolarisés, 2019.
- Rapport sur les priorités résilience du Tchad version finale, 2016.
- Rapport de stratégie de protection de l'enfant dans les situations humanitaires au Tchad, 2016-2018.
- Rapport de la communication nationale du Tchad sur les changements climatiques, juin 2012.
- Rapport de l'Union Européenne sur médiation agro-pastorale au sahel, 2020.
- Rapport qui porte sur les principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains : Recommandation.

b- ARCHIVES DE L'UNICEF

- Rapport du plan stratégique de l'Unicef 2022-2025.
- Rapport de l'action humanitaire de l'Unicef 2006.

- Rapport de l'Unicef sur la cartographie et évaluation du système de protection de l'enfant et de la formation des forces de sécurité sur les droits de l'enfant au Tchad.
- Rapport de l'Unicef intitulé Enfants et Femmes du Cameroun.
- Rapport de l'Unicef les Partenariats autour du bien-être des femmes et des enfants au Tchad, UNICEF /Tchad /2014 / Andriamasinoro.
- Rapport de l'Unicef pour chaque enfant santé, éducation égalité protection faisons avancer l'humanité.
- Rapport de l'Unicef sur la cartographie et évaluation du système de protection de l'enfant et de la formation des forces de sécurité sur les droits de l'enfant au tchad.
- Rapport sur le programme de coopération Tchad–Unicef 2017–2021 dans le secteur de l'Eau, Hygiène et Assainissement.
- Rapport de l'Unicef sur l'Analyse des facteurs de conflits, de catastrophes naturels et de la vulnérabilité du système éducatif aux chocs au Tchad, validé le 27 décembre 2013 à Bakara, Tchad.
- Rapport de l'Unicef sur le Conseil d'administration de l'Unicef, Guide non officiel 2020.
- Rapport de l'Unicef de l'étude sur les enfants non scolarisés, 2019.

SOURCES ORALES

Noms et prénoms	Année	Statut	Dates et lieu de l'entretien
Abdoulaye	50 ans	secrétaire premier du Mair de la ville de Fianga	23 aout 2022, à Fianga.
Asbakreo Filtouin	50 ans	SG du MASSNF	05 septembre 2022 à Bongor
Bakary Sogoba	55 ans	Chef de la section Protection (UNICEF Tchad)	05 septembre 222022 à Bongor
Baikelmo	57 ans	Médecin au centre de santé de Fianga	23 aout 2022 à Fianga.
Daikreo,	57 ans	enseignant de l'école primaire de Gabra/ Fianga	23 aout 2022 à Fianga.
Doba Senghor	28 ans	Etudiant à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC)	20 juin 2022 à Yaoundé.
Hinimdi	50 ans	Mair de la ville de Fianga	25 aout 2022, à Fianga.
Houndi	40 ans	enseignant de philosophie et chargé de la communication à la Radio de	27 aout 2022 à Fianga.

		Fianga	
Kossandou Degao	55 ans	Responsable au sein d'école publique primaire de Doré chargé à collecter de l'argent avec les parents d'élèves pour payer les vacataires.	23 aout 2022 à Doré/Fianga.
Kumna	40 ans	Médecin du centre district sanitaire de Fianga	25 aout 2022 à Fianga.
Sitamsou David	30 ans	Etudiant en fac lettre de l'Université de Yaoundé I.	20 septembre 2022 à Yaoundé.
Wagnwé	38 ans	étudiant en fac science à l'Université de Yaoundé I	23 septembre 2022 à Yaoundé
Wira	45 ans	enseignant d'histoire au Lycée de Fianga.	23 aout 2022 à Fianga.

3- SOURCE BIBLIOGRAPHIQUES

a- OUVRAGES METHODOLOGIQUES

- Beau, M., *L'art de thèse*, Paris, La Découverte, 2006.
- Département D'Histoire, *Guide Méthodologique pour la rédaction des Thèses, Mémoires, Ouvrages et Articles*, Yaoundé, 2006.
- Durkheim, E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, 1988.
- *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1968.
- Fragnière, P., *Comment faire un mémoire ?*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 2000.
- Grawitz, M., *Méthodes en Sciences sociales*, Paris, Dalloz, 9^e édition, 1993.
- Kangne Ewane, F., *Semence et moisson coloniale*, Yaoundé, Ed. CLE, 1985.
- Ketelle, J.M., *Méthodologie de recueil de l'information fondement des méthodes d'observation, de questionnaires, interview de l'étude de document*, Paris, Boeck supérieur, 2015.
- Nd'a, P., *Méthodologie et guide pratique de mémoire de recherche et de la thèse de Doctorat*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- Rencherit, R.M., *La critique des textes*, in Samaran, Ch., *L'histoire et ses méthodes*, Paris, Encyclopédie de la Pléiade.
- Setaldol, A., *Mementos LMD réussit mémoire et thèse*, Paris, Gualino, 2012.
- Yvant, A.J.R., *Réussir son master en science humaines et sociales*, Dunod,

Paris, 2009.

- Soulet, J.F., *L'Histoire Immédiate, Historiographie, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2008.

b- OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Armand, J.F., *La France et la mise en valeur de ses colonies*, Paris, Imprimerie des presses modernes, 1930.
- Bertrand, M., *L'ONU*, Paris, Editions La découverte, 1995.
- Déhousse, J.K., *Les organisations internationales : essai de théorie générale*, Paris, Librairie Paul Gauthier, Liège, 2972.
- Jouve, E., *Relations internationales du tiers-monde et droit des peuples*, Paris, Berger-Levrault, 2^{ème} édition, 1979.
- Ki-Zerbo, J., *Le monde africain noir*, Paris, LGDJ, 1987.

c- OUVRAGES SPECIALISES

- Bombe, A.N., *La politique de communication externe du comité français pour l'Unicef*, Université de Paris, 1994.
- Bonnery, S., *Comprendre l'échec scolaire : élèves en difficultés et dispositif pédagogique*, Paris, Dispute, 2007.
- Charlot, B., Bautier, E, et Rochex, J-Y., *Ecole et savoir dans la banlieue et ailleurs*, Paris, Armand Colin, 1992.
- Deble,I., *La scolarisation des filles : Etude internationale comparative sur les déperditions scolaires chez les filles et les garçons dans les enseignement du primaire et de secondaire*, Paris, Unesco, 1980.
- Dubar, C., *La scolarisation, construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 2010.
- Mvesso, A., *Assister son enfant dans ses études aujourd'hui au Cameroun : Quel paradigme ? Quelles Méthodes ?*, Yaoundé, PUY, 2006.
- NGOLE, E.M., *Petit Jo, enfant des rues*, Edicef, 2009.
- Unicef, *La situation des enfants dans le monde*, New York, Unicef, 1999.

d- ARTICLES DES REVUES ET DES JOURNAUX

- Calame-Griaule, G., « Pour une étude ethnolinguistique des littératures orales africaines », *Langage*, N°18, Paris, Larousse, 1970, P.16.
- Coltier, D., Dendal, P. et Brabanter, « La notion de prise en charge : mise en perspective », n°162, January 2009, P.10.
- Dumont, G.F., « Géopolitique et populations au Tchad », *Outre-terre, Revue européenne de géopolitique*, 2008, N° 10.3917, PPP.263-288-266.
- Lebrum, P.B., « la vulnérabilité », *Empam*, n° 98, 2015, P.2.
- Mbaye, N. et C.Becker, « Guide de prise en charge des orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA au Sénégal », Dakar, 2006, P.12,
- Smart, R., « Politiques pour les orphelins et enfants vulnérables : Un cadre pour progresser », n°ISBN 0-9605196-5-3, Juillet 2003. PP.5-6.
- Tabben-Toussaint, M.T et A. Manuel, « Lignes directrices et Options de Programmation pour la Protection des enfants vulnérables dans les programmes de soins et de soutien communautaires », *Research Triangle Park*, N° 360, 2012, P.4.

f- MEMOIRES ET THESES

- Amougou, M., « L'utilité d'une coopération technique au sud du Sahara : Le cas des relations Cameroun-Unesco », Mémoire de Maitrise en science politique à Université de Yaoundé II Sao, 2006.
- Dawa, K. A. A., « Les institutions des Nations Unies (Unesco et Unicef) et la promotion de l'éducation dans la région de l'extrême nord-nord Cameroun 1991-2019 », Mémoire en Histoire, Université de Yaoundé I, 2019.
- Kata Nakich, N., « Analyse des besoins de base des orphelins doubles du sida âgé de 12 à 18 ans au Mali dans l'optique de mettre en place des services biopsychosociaux pour assurer leur sécurité et leur développement jusqu'à l'âge adulte », Mémoire au Travail Social, Université du Québec à Chicoutimi, 2014.
- Okoa.E.C.A., « Etre enfant à Yaoundé Aujourd'hui », Mémoire en science sociale et de gestion, à l'Université Catholique d'Afrique centre au Cameroun, 1998.
- Pabamé. P., « Le conflit agriculteurs/éleveurs dans la zone soudanienne le cas du Moyen-Chari au sud du Tchad », Mémoire de DEA en Ingénieur d'Agronomie Tropicale, Université Toulouse le Mirail, 2000, P.10.

- Sodeungbe, A. L., « La gouvernance sécuritaire et la menace terroriste islamique dans les pays du G5 sahel », Mémoire de Master en institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), 2021.
- Gondeu, L., « Pouvoirs, conflits et communautés dans la Tandjilé et le mayo-Kebbi au Tchad : une lecture de la longue durée. De la période précoloniale à l'état postcolonial », Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Neuchtel.
- Mapto, K., « Les filles sur le chemin l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne : Analyse de leur trajectoires, représentations sociales de l'école et résilience à travers leurs récits biographiques », Thèse de Doctorat en Sociologie à l'Université de Montréal, Québec, 2011.

SOURCES ELECTRONIQUES

- Maitreyi, B. et Espinoza, S.A., « L'inclusion sociale en Afrique », Washington, N°1818 H Street NW, 2019. www.worldbank.org Certains droits réservés.
- M.Ph. Barregne-Bigot, le représentant de l'Unicef au Tchad en 2015, en ligne sur Tchad infos.com.
- B. Daoundo, « problématique de la prise en charge psychosociale des orphelins et enfants vulnérables au Benin », Master en gestion des projets, www.memoireonline.com. Consulté le 20 aout, à 11h49
- Www.encyclopedie.fr consulté le 21 aout 2022 à 22h12.
- <https://www.larouse.fr> , P.2. Consulté le 30/9/2022 à 12h15
- <https://www.croi-rouge.ca>. Consulté le 20/9/2022 à 14h35
- <https://journals.openedition.org> . Consulté le 20/9/2022 à 19h08
- <https://www.humanium.org/fr/>, P.2. Consulté le 20/9/2022 à 17h25
- <https://www.humanium.org/fr/comprendre> -droits enfants/droits à l'eau, P.1.Consulté le 20/9/2022 à 20h10
- <https://www.humanium.org/fr/comprendre> droits enfants /droit à la santé, P.5.Consulté le 20/9/2022 à 10h40
- www.hdcentre.org/fr. Consulté le 20/9/2022 à 07h50
- <https://www.humanium.org/fr/tchad/>, Consulté le 15/04/2022 à 21h00
- <https://www.toupie.org>. Consulté le 20/9/2022 à 21h45

- www.hdcentre.org/fr , Rapport de l'Union Européenne sur Médiation Agro-Pastorale au Sahel, 2020, P.4. consulté le 05/02/2022 à 20h30.
- www.unicef.org/french/hac2012, Rapport sur l'Action Humanitaire de l'UNICEF pour les Enfants, 2012, P.34 consulté le 02 /05/2022 à 19h 12.
- <https://www.populationdata.net/pays/tchad>, Rapport sur aperçu des Besoins Humanitaire Tchad, 2020, P.2, consulté le 06/05/2022,10h00

TABLE DE MATIERES

SOMMAIRE.....	i
DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES.....	iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	ix
RÉSUMÉ	xii
ABSTRACT	xiii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
CHAPITRE I : LES CAUSES PROFONDES DE LA VULNERABILITE DES ENFANTS AU TCHAD EN GENERAL ET EN PARTICULIER DANS LA REGION DU MAYO KEBBI- EST.	22
I–L’INSECURITE AU TCHAD : LOCALISATION DE LA REGION, CONFLITS, ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	22
1- Localisation du Mayo Kebbi-Est	22
2- Les crises foncières et religieuses.	34
3- Les conflits agriculteurs et éleveurs dans la région du Mayo Kebbi-Est	36
II- LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PAUVRETE, COMME FACTEUR A LA CONTRIBUTION DE LA VULNERABILITE DES ENFANTS.	38
1. Présentation des difficultés du Mayo Kebbi-Est.....	39
2- La pauvreté et les maladies comme cause de la vulnérabilité des enfants.....	46
3. La crise économique et environnementale comme facteur de la vulnérabilité des enfants 48	
CHAPITRE II : L’ENGAGEMENT DE L’UNICEF A LA CAUSE DES ENFANTS VULNERABLES : OBJECTIFS, STRATEGIES, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT	54
I - LES OBJECTIFS ET LES STRATEGIES DE L’UNICEF DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES	54

1- Les objectifs.....	54
2- Les stratégies	62
II -L'ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNICEF SOUS LA DEPENDANCE DE L'ONU	68
1-L'Organisation	68
2- Fonctionnement	72
CHAPITRE III : MECANISMES, MOYENS ET ACTIVITES DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES PAR L'UNICEF.	77
I- MECANISMES, MOYENS ET ACTIVITES DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES.	77
1- Les mécanismes et moyens adoptés par l'Unicef dans le cadre de prise en charge des enfants vulnérables.	77
2- Les activités de sensibilisation.....	87
II-LES ACTIONS SANITAIRES, ALIMENTAIRES ET EDUCATIVES MENEES PAR L'UNICEF AVEC SES PARTENAIRES DANS LE CADRE DE LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VULNERABLES.	88
1- Les réalisations sanitaires et alimentaires.	88
2. Les réalisations dans le domaine éducatif	105
CHAPITRE IV : BILAN DE L'ASSISTANCE DE L'UNICEF AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LE MAYO KEBBI –EST.	111
I- LES RETOMBES DE L'ASSISTANCES DE L'UNICEF AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LE MAYO KEBBI –EST.	111
1-L'amélioration du taux de scolarisation des enfants.....	112
2- Le soulagement des populations sinistrées et démunies	113
3- La question d'eau potable	116
II- LES LIMITES DE L'ASSISTANCE DE L'UNICEF AUX POPULATIONS DANS LE MAYO KEBBI -EST.....	116
1-Les limites liées aux insuffisances stratégiques de l'Unicef (scolaires, sanitaires)	117
2-La résistance des populations au changement impulsé par l'Unicef	123
3- Le problème de la gouvernance publique de l'Etat tchadien, l'organisation des sensibilisations des populations locales et problèmes liés aux abandons scolaires dans la région du Mayo Kebbi-Est	124

4- Les perspectives de l'implication de l'Unicef dans la question de prise en charge des enfants vulnérables.....	125
CONCLUSION GÉNÉRALE	132
ANNEXES	135
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	144
TABLE DE MATIERES	151